



ÉTAT DE LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DANS LES CANTONS 2016



suisse énergie
Notre engagement : notre futur.

EnDK

Konferenz Kantonaler Energiedirektoren
Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie
Conferenza dei direttori cantonali dell'energia
Conferenza dals directurs chantunals d'energia

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1 ^{RE} PARTIE : RAPPORT ANNUEL 2015–2016	6
• Organisation et stratégie des cantons en matière de politique énergétique	7
• Législation	13
• Mesures indirectes librement consenties	18
• Programmes d'encouragement	21
2 ^E PARTIE : TABLEAUX	26



INTRODUCTION

L'état de la politique énergétique dans les cantons se fonde sur une enquête menée en mars 2016 par l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) et la Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK) auprès des cantons suisses et de la Principauté du Liechtenstein. Le questionnaire qui leur a été adressé portait sur l'exécution de la législation cantonale en matière d'énergie, les programmes d'encouragement, l'exemplarité ainsi que d'autres activités.

La première partie de ce document présente, sous une forme condensée, l'état de la politique énergétique des cantons et de la Principauté du Liechtenstein, sur la toile de fond de la situation nationale.

Quant à la deuxième partie, elle contient différents tableaux présentant des informations détaillées sur ce même sujet.



1^{RE} PARTIE : RAPPORT ANNUEL 2015 - 2016

RAPPORT ANNUEL 2015–2016

ORGANISATION ET STRATÉGIE DES CANTONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

ORGANISATION

Les cantons sont rassemblés sous la bannière de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) depuis 1979. Cet organisme et son pendant technique, la Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK), élaborent et coordonnent les activités communes des cantons en matière de politique énergétique (www.endk.ch). L'EnDK et l'EnFK sont les interlocutrices privilégiées de la Confédération à l'échelon cantonal pour tout ce qui touche à la politique énergétique.

Quatre conférences régionales ont vu le jour – Suisse orientale avec le Liechtenstein, Suisse centrale, Suisse du Nord-Ouest et Suisse occidentale (Suisse romande + Tessin) – pour définir notamment les modalités d'exécution des mesures de politique énergétique, les informations à diffuser ainsi que les formations (de base et de perfectionnement) à dispenser dans les régions concernées.

STRATÉGIE DES CANTONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

En vertu de la Constitution, la politique énergétique dans le domaine des bâtiments relève essentiellement de la compétence des cantons (art. 89, al. 4, Cst.). Mais les cantons développent aussi des activités dans d'autres secteurs de la politique énergétique : approvisionnement en énergie, planification directrice cantonale, soutien de projets dans le cadre du programme SuisseEnergie, politiques d'encouragement diverses, gros consommateurs d'énergie, mobilité, exemplarité, etc.

Ces dernières années, la majorité des cantons ont élaboré des stratégies, des programmes, des principes directeurs ou des rapports de planification relatifs à leur politique énergétique, formulant des objectifs concrets et des plans de mesures. Les objectifs fixés se basent sur ceux définis pour le concept de société à 2000 watts, pour la réduction des émissions de CO₂ ou encore pour le programme SuisseEnergie.

A l'occasion de son assemblée générale du 2 septembre 2011, l'EnDK a publié un document intitulé « Politique énergétique de l'EnDK – Repères et plan d'action » qui résume sa position et décrit les mesures qu'elle entend mettre en œuvre de sa propre compétence. En voici un extrait (source : www.endk.ch) :

- D'ici à 2014, le Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC 2008) sera révisé pour tenir compte des intentions manifestées par la sphère politique et des mesures qui en découlent tout en veillant au caractère supportable du point de vue économique. D'ici à 2018 au plus tard, les cantons intégreront dans leur législation les nouvelles prescriptions du MoPEC, en particulier avec les mesures suivantes :
 - Construction de nouveaux bâtiments
 - Dès 2020, les nouveaux bâtiments seront tous chauffés si possible entièrement de manière autonome tout au long de l'année, avec une part raisonnable d'électricité.
 - Bâtiments construits avant 1990
 - Dès 2015, il sera interdit de chauffer des locaux ou de préparer l'eau chaude sanitaire au moyen de résistances électriques, avec l'obligation d'assainir dans un délai de 10 ans. Dès 2020, dans les bâtiments subissant une rénovation importante, la préparation de l'eau chaude sanitaire doit se faire principalement à partir d'énergies renouvelables.
 - Le passage des énergies fossiles aux énergies renouvelables comme l'assainissement de l'enveloppe des bâtiments seront encore mieux encouragés qu'aujourd'hui.
 - Bâtiments en propriété du canton
 - L'approvisionnement en chaleur sera entièrement assuré sans recours à des combustibles fossiles, à l'horizon 2050. Des mesures de compensation éventuelles devront être prises sur le territoire du canton concerné.

- D'ici à 2030, la consommation d'électricité sera réduite de 20% grâce à des mesures d'optimisation des procédés d'exploitation et à des opérations de rénovation des bâtiments ou, s'agissant des bâtiments publics des cantons, grâce à de nouvelles installations alimentées aux énergies renouvelables.
 - Gros consommateurs d'énergie
 - Les cantons soutiendront la définition d'objectifs convenus avec les gros consommateurs visant à améliorer l'efficacité énergétique et à faciliter la mise en œuvre des mesures.
 - D'ici à 2015, les plans directeurs cantonaux auront :
 - Identifié les potentiels de développement des énergies renouvelables encore exploitables, après qu'une pesée des intérêts entre les questions énergétiques et les aspects de protection de la nature, du paysage, des sites, des monuments historiques et de la pêche aura été effectuée.
 - Recensé les réseaux existants et à construire pour assurer la distribution d'énergie (électricité, gaz et chaleur à distance), après qu'une pesée des intérêts avec les autres utilisateurs de l'espace aura eu lieu.
 - D'ici à 2015, les cantons auront créé les conditions générales permettant d'autoriser la construction d'installations solaires selon une procédure simplifiée et rapide.
 - Lors de son assemblée générale du 4 mai 2012, l'EnDK a adopté de nouvelles directives pour harmoniser la politique énergétique des cantons.
- L'EnDK soutient les efforts consentis par la Confédération dans l'exercice des tâches suivantes :
- Faciliter l'extension des réseaux d'approvisionnement en énergie au plan suisse et dans les régions frontalières, en simplifiant les procédures d'autorisation, sans toutefois toucher au droit de recours des associations environnementales.
 - Renforcer les programmes de formation de base et de perfectionnement des conseillers des maîtres d'ouvrages (aménagistes, architectes, ingénieurs, techniciens en bâtiment), en collaboration avec les instances fédérales.
 - Introduire des instruments de nature économique et/ou des éléments liés à l'économie de marché adéquats visant à inciter les consommateurs à économiser l'énergie, ce qui permettrait de renoncer à rendre toujours plus détaillées et complexes les normes techniques prescrites dans les législations sur la construction et sur l'énergie.
 - Renforcer la recherche énergétique.

Lors de son Assemblée générale du 4 mai 2012, l'EnDK a poursuivi la concrétisation de son document intitulé « Politique énergétique de l'EnDK – Repères et plan d'action », en adoptant les « Principes directeurs de la politique énergétique de l'EnDK ». On trouvera dans le tableau (p. 10) des extraits de l'annexe au communiqué de presse publié le 4 mai 2012 par cette organisation (source : www.endk.ch).

A photograph showing the exterior of a modern building, likely a government or institutional building. The building features a large glass facade with a grid pattern, framed by a light-colored wooden or stone cladding. The perspective is from a low angle, looking up at the building's upper levels.

**L'ENDK ET L'ENFK SONT LES
INTERLOCUTRICES PRIVILÉGIÉES
DE LA CONFÉDÉRATION POUR
TOUT CE QUI TOUCHE À LA
POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE**

PRINCIPES DIRECTEURS DE LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DE L'ENDK

A: Principes de base de la politique énergétique

Principe de base 1 : La politique énergétique des cantons s'oriente en fonction des objectifs de protection climatique et de la protection des ressources

Principe de base 2 : La politique énergétique des cantons mise sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables

Principe de base 3 : La politique énergétique des cantons contribue à un approvisionnement en énergie sûr

Principe de base 4 : La politique énergétique des cantons suit les principes de subsidiarité et d'autoresponsabilité

Principe de base 5 : La politique énergétique des cantons respecte les cycles d'investissements et tient compte des possibilités de refinancement des rénovations

B: Principes directeurs de la politique énergétique

Principe directeur 1 : L'intensité énergétique de notre économie et de notre société doit être réduite grâce aux gains d'efficacité

Principe directeur 2 : La Suisse doit exploiter de manière optimale son potentiel en énergies renouvelables et d'utilisation des rejets de chaleur

Principe directeur 3 : Un approvisionnement optimal en électricité doit être en grande partie garanti sur la base d'une production indigène

Principe directeur 4 : Pour assurer la sécurité d'approvisionnement et défendre leurs intérêts, les cantons participent activement à la définition de la politique extérieure

Principe directeur 5 : Intégration de la production et de la distribution d'énergie dans le développement territorial

Principe directeur 6 : Les émissions de CO₂ doivent avoir un prix

Principe directeur 7 : L'abandon du courant électrique d'origine nucléaire doit être remplacé par le développement de la production d'électricité à partir des énergies renouvelables, l'augmentation de la capacité d'énergie de réglage, des centrales à gaz à cycle combiné (combined cycle gas turbine, CCGT) et des importations d'électricité

Principe directeur 8 : La sécurité d'approvisionnement en électricité nécessite une extension rapide du réseau

Principe directeur 9 : L'accès non discriminatoire au réseau suisse de gaz et son extension doivent être concrétisés

Principe directeur 10 : Les cantons encouragent l'amélioration continue de l'efficacité énergétique des bâtiments

Principe directeur 11 : Les cantons soutiennent de manière subsidiaire les mesures visant à améliorer l'efficience énergétique des transports

Principe directeur 12 : Exemplarité des pouvoirs publics

Principe directeur 13 : Information, conseil, formation et perfectionnement





LÉGISLATION

L'évaluation quantitative effectuée dans le cadre de l'étude « Effets des lois cantonales sur l'énergie – Analyse de l'efficacité conformément à l'art. 20 LEne, actualisation pour l'année 2012 » a permis de conclure que sans les prescriptions énergétiques cantonales, les besoins en énergie finale (chaleur ambiante non comprise) des bâtiments construits ou rénovés en 2012, qui représentent respectivement une surface de référence énergétique de 7,9 et de 9,0 millions de mètres carrés, seraient d'environ 560 millions de kWh/an plus élevés. Ces économies d'énergie vont de pair avec une réduction significative des émissions de polluants atmosphériques et de CO₂. En 2012, les lois cantonales sur l'énergie ont par ailleurs généré des investissements supplémentaires de l'ordre de 1,5 milliard de francs, qui à leur tour ont eu un effet sur l'emploi estimé à environ 4500 personnes-année.¹

La législation fédérale – en particulier la loi sur l'énergie (LEne), la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEl) et la loi sur le CO₂ – prévoit de transférer aux cantons certaines compétences en matière de politique énergétique. Par exemple, une prescription importante, l'art. 9 LEne, précise les domaines dans lesquels les cantons sont tenus d'édicter des dispositions à leur niveau pour le secteur du bâtiment.

De plus, dans le cadre de la loi du 23 mars 2007 sur l'approvisionnement en électricité (LApEl), les cantons sont notamment chargés de désigner les zones de desserte, d'édicter des dispositions sur l'obligation de raccorder en dehors des zones de desserte ou des zones à bâtier, ainsi que de prendre des mesures visant à réduire les différences disproportionnées entre les tarifs d'utilisation du réseau pratiqués sur leur territoire.

ART. 9 BÂTIMENTS

- 1 Les cantons créent dans leur législation des conditions générales favorisant une utilisation économique et rationnelle de l'énergie ainsi que le recours aux énergies renouvelables.
- 2 Les cantons édictent des dispositions sur l'utilisation économique et rationnelle de l'énergie dans les bâtiments existants et à construire et soutiennent l'application de normes de consommation. Ils tiennent compte de l'état de la technique et évitent de créer des entraves techniques au commerce non justifiées.
- 3 Les cantons édictent notamment des dispositions concernant :
 - a. la part maximale d'énergies non renouvelables destinée au chauffage et à l'eau chaude ;
 - b. l'installation de chauffages électriques fixes à résistances et le remplacement de telles installations ;
 - c. la définition d'objectifs convenus avec des grands consommateurs ;
 - d. le décompte individuel des frais de chauffage et d'eau chaude pour les nouvelles constructions et les rénovations d'envergure ;
 - e. la production d'énergies renouvelables et l'efficacité énergétique : dans les bâtiments chauffés satisfaisant au moins aux normes Minergie ou MoPEC ou à une norme analogue, un dépassement de 20 cm au plus pour l'isolation thermique ou l'installation visant une meilleure utilisation des énergies renouvelables indigènes n'est pas pris en compte lors du calcul notamment de la hauteur du bâtiment, de la distance entre les bâtiments, de la distance à la limite, de la distance aux eaux publiques, de la distance à la route ou de la distance à la place de parc, ni dans le cadre de l'alignement des constructions.
- 4 Les cantons édictent des prescriptions uniformes sur l'indication de la consommation d'énergie des bâtiments (certificat énergétique des bâtiments). Ils peuvent décider que le certificat énergétique des bâtiments est obligatoire sur leur territoire et, le cas échéant, dans quelles circonstances.

¹ Source/informations détaillées : rapport de SuisseEnergie intitulé « Effets des lois cantonales sur l'énergie – Analyse de l'efficacité conformément à l'art. 20 LEne, actualisation pour l'année 2012 »



MODÈLE DE PRESCRIPTIONS ÉNERGÉTIQUES DES CANTONS (MOPEC)

Sur le plan de la législation, le MoPEC offre depuis 1992 un catalogue de prescriptions complètes s'appliquant surtout aux bâtiments. Ces prescriptions correspondent aux exigences politiques actuelles relatives à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à la promotion accrue des énergies renouvelables. Elles permettent de concilier de manière opportune deux objectifs-clés de la politique énergétique, à savoir l'harmonisation optimale des prescriptions énergétiques et la conception sur mesure de la législation cantonale en matière d'énergie. Le MoPEC permet une combinaison élégante de ces deux objectifs.

LE MOPEC 2014 ADOPTÉ PAR L'ENDK LE 9 JANVIER 2015

Le 9 janvier 2015, l'Assemblée plénière de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) a adopté la version révisée du Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC 2014). Ainsi, le renforcement des prescriptions énergétiques harmonisées des cantons se poursuit (source : communiqué de presse publié le 14 janvier 2015 par l'EnDK, www.endk.ch).

Dans le domaine des nouvelles constructions, le concept de « bâtiment à consommation d'énergie quasi nulle » a été introduit. L'objectif est d'appliquer un standard situé entre les exigences MINERGIE et MINERGIE P actuelles.

ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DU MOPEC 2008 DANS LES CANTONS À FIN MARS 2016

Réglementation tirée du MoPEC 2008	Introduite à fin mars 2016 dans les cantons suivants	% de la population
Isolation thermique selon module de base du MoPEC 2008 (art. 1.6) ou norme SIA 380/1 (édition 2009)	ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS*, BL*, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE*, JU*	100
Utilisation des rejets thermiques dans les bâtiments (module de base, art. 1.16)	ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS, BL, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE*, JU*	100
Part maximale d'énergies non renouvelables (module de base, art. 1.20 à 1.22)	ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS, BL*, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI*, VD*, VS, NE*, GE*	97
Exigences posées aux gros consommateurs (module de base, art. 1.28 à 1.30)	ZH, BE, UR, SZ, OW, NW, GL, FR, SO, BS, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI*, VD*, NE, GE*	85
Certificat énergétique cantonal des bâtiments (module de base, art. 1.31)	ZH*, BE, UR, SZ, OW, NW, ZG*, FR*, BS, SH*, AR, AI, SG, AG, TG*, TI, VD*, NE, GE*	81
DIFC dans les bâtiments existants (module 2)	UR, GL, SO, BS*, BL, TI, VD*, VS*, GE*, JU*	34
Respect des valeurs limites selon SIA 380/4 « L'énergie électrique dans le bâtiment » (module 3)	ZH, BE*, UR, OW, NW, GL, ZG, FR, SO*, BS, BL, SH, AR, SG, GR, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE*, JU*	93
Chauffage de plein air (module 4, art. 4.1)	ZH, BE, UR, NW, GL, ZG, FR*, SO, BS*, BL*, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI*, VD, VS, NE, GE*, JU*	93
Exigences posées aux résidences secondaires (module 5)	BE, UR, OW, FR, SG, GR, TI, VD, VS, NE	45
Attestation d'exécution par des professionnels et des organismes privés (module 6)	ZH, BE, UR, SZ*, GL*, ZG, BL*, SH, AR*, AI, SG, AG, TG, TI, VS*, NE	67
Planification énergétique cantonale (module 7, art. 7.1)	ZH, BE*, GL*, ZG, FR, SH*, AR*, SG*, AG, TG*, TI, VD*, NE*, GE*	75
Isolation thermique et utilisation du sol : calcul de l'indice du volume bâti (IVB) selon module 8	ZH, BE*, LU, SZ*, OW*, GL, ZG, FR*, SO, BS*, AR*, AI, SG*, AG, TG*, TI*, NE, GE*	79

* Avec des différences dans la teneur des prescriptions par rapport au MoPEC 2008



Concrètement, pour un bâtiment situé sur un bien-fonds déterminé, il s'agit de réduire au maximum l'approvisionnement externe en énergie. L'énergie nécessaire doit, dans la mesure du possible, être produite sur la parcelle, voire sur ou dans le bâtiment. Par ailleurs, tous les nouveaux bâtiments devront à l'avenir couvrir une partie de leurs besoins en électricité grâce à leur production propre.

Dans le domaine des anciens bâtiments, l'objectif est de réduire progressivement les émissions de CO₂. Lors du remplacement de systèmes de chauffage fossiles, l'équivalent de 10% de l'énergie consommée jusqu'alors devra désormais soit provenir d'énergies renouvelables, soit être compensé par des mesures d'efficacité. Afin d'améliorer l'efficacité électrique dans les bâtiments, tous les chauffages centraux électriques devront en outre être remplacés dans un délai de quinze ans. Le MoPEC 2008 interdisait déjà l'installation de nouveaux chauffages électriques. En ce qui concerne les chauffe-eau électriques, l'installation de nouveaux appareils n'était autorisée dans le cadre du MoPEC 2008 qu'à la condition qu'ils soient alimentés par d'autres sources d'énergie, telles que l'énergie solaire, en plus de l'électricité. Avec le MoPEC 2014, les chauffe-eau déjà installés qui fonctionnent exclusivement à l'électricité devront, également dans un délai de quinze ans, être combinés à d'autres sources d'énergie ou remplacés. S'agissant des subventions, le Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB), accompagné du rapport de conseil, est désormais obligatoire dès lors que la contribution attendue dépasse les CHF 10'000.–.

Le module de base du MoPEC a été complété par d'autres modules, que les cantons peuvent mettre en œuvre en cas de besoin. L'un de ces modules porte sur l'obligation d'optimiser l'exploitation des bâtiments sans usage d'habitation qui consomment plus de 200'000 KWh d'électricité par an et ne font l'objet d'aucune convention d'objectifs pour gros consommateurs. Si ce module est mis en œuvre, les propriétaires des bâtiments en question sont alors tenus d'en optimiser les installations techniques tous les cinq ans et de documenter leurs démarches. Un deuxième module prévoit que les nouveaux bâtiments sans usage d'habitation qui présentent une surface de référence énergétique supérieure à 5000 m² doivent obligatoirement être équipés de systèmes de domotique afin d'optimiser leur consommation d'énergie au quotidien. Un troisième module prévoit le remplacement des chauffages électriques décentralisés dans un délai de quinze ans.

MOPEC 2008 : ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE À LA FIN MARS 2016

Le MoPEC 2008 a été adopté lors de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) du 4 avril 2008.

Constat réjouissant : tous les cantons ont mis en œuvre autant que possible les éléments centraux du module de base, tels que les exigences en matière d'isolation thermique et la part maximale d'énergies non renouvelables. Le tableau 1 présente l'état de l'application d'une sélection de mesures tirées du MoPEC 2008.

MESURES INDIRECTES LIBREMENT CONSENTEES

Les cantons soutiennent l'exécution de la législation et la mise en œuvre des programmes d'encouragement par différentes mesures complémentaires (p. ex. classeurs d'exécution, formulaires, notices, communications sur Internet, manifestations d'information à l'intention des autorités, des responsables de l'exécution, des concepteurs et des particuliers, conseils par téléphone ou sur place, prises de position sur les dérogations, soutien aux travaux de planification énergétique des communes). A cet effet, la quasi-totalité d'entre eux dispose d'un ou de plusieurs services de conseil en matière d'énergie.

Ils collaborent entre eux dans des groupes de travail intercantonaux ou au sein de conférences régionales. Il convient de citer notamment les activités suivantes :

- l'accompagnement du Programme Bâtiments sur les plans stratégique et opérationnel
- le développement du Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB)
- l'élaboration de l'aide à l'exécution du MoPEC 2014
- la conception de brochures d'information
- l'accompagnement actif des travaux de révision des normes SIA
- l'accompagnement de l'analyse de l'efficacité des programmes cantonaux d'encouragement
- l'organisation du séminaire sur le contrôle des résultats
- l'organisation de manifestations sur différents thèmes en relation avec la mise en œuvre des mesures, la rénovation des bâtiments, la promotion du standard MINERGIE, etc.
- la participation, en collaboration avec l'OFEN, à l'élaboration de nouvelles offres de formation continue et de matériel didactique dans le domaine de l'énergie

En ce qui concerne le rôle de modèle des cantons, ceux-ci appliquent pour la plupart le standard MINERGIE ou d'autres exigences plus sévères pour leurs propres bâtiments. De nombreux cantons ont pu diminuer leur consommation d'énergie en améliorant les techniques de construction utilisées et en optimisant l'exploitation technique des bâtiments cantonaux (entre autres avec l'abonnement à energo). Par ailleurs, les cantons peuvent encore diminuer leur consommation d'énergie en se dotant de directives d'achat bien conçues pour l'acquisition de véhicules ou d'appareils – et en n'achetant effectivement plus que les meilleurs appareils.

Grâce aux rapports étroits qu'ils entretiennent avec les communes, les architectes et les concepteurs, les cantons jouent un rôle important de propagateurs pour la mise en œuvre des mesures librement consenties par les partenaires du programme SuisseEnergie. Ils soutiennent différents programmes ou organismes (notamment MINERGIE, SuisseEnergie pour les communes, Cité de l'énergie, energo, ou les réseaux d'énergies renouvelables). Ce faisant, ils font connaître divers « produits » de SuisseEnergie et les implantent sur le marché.





PROGRAMMES D'ENCOURAGEMENT

www.leprogrammebatiments.ch

www.suisseenergie.ch.

Les moyens disponibles pour promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie, le recours aux énergies renouvelables et l'exploitation des rejets thermiques ont considérablement augmenté depuis l'introduction, en 2009 et 2010, de la rétribution à prix coûtant (RPC) du courant d'origine renouvelable, des appels d'offres publics pour les mesures d'efficacité dans le domaine de l'électricité et de l'affectation partielle du produit de la taxe sur le CO₂ au financement du Programme Bâtiments de la Confédération et des cantons.

COFINANCEMENT DES PROGRAMMES D'ENCOURAGEMENT CANTONNAUX PAR LA CONFÉDÉRATION AU MOYEN DES CONTRIBUTIONS GLOBALES

Depuis l'an 2000, conformément à l'art. 15 LEnE, la Confédération accorde des contributions globales aux cantons qui possèdent leurs propres programmes pour promouvoir l'utilisation économique et rationnelle de l'énergie, le recours aux énergies renouvelables ou l'exploitation des rejets thermiques. Tout canton qui souhaite bénéficier d'une contribution globale doit avoir adapté sa législation en conséquence et lancé son propre programme d'encouragement. Les montants de ces contributions sont déterminés en fonction du crédit cantonal mis à disposition ainsi que de l'efficacité du programme concerné – la base de calcul du coefficient d'efficacité étant la deuxième année précédant l'exercice sous revue. En particulier, la contribution globale allouée à un canton ne doit pas dépasser le montant du crédit annuel qu'il a approuvé pour mettre en œuvre son programme d'encouragement.

Les contributions globales allouées par la Confédération présentent un effet multiplicateur important, car elles permettent aux cantons d'élaborer les programmes d'encouragement qui leur conviennent le mieux et d'attribuer les moyens financiers aux domaines qui leur paraissent les plus adéquats. Alors qu'en l'an 2000 seuls seize cantons disposaient d'un programme d'encouragement, pour un montant total de CHF 21,1 millions, ils étaient 24 (tous les cantons sauf SZ et SH) à posséder un tel programme en 2015, et la somme de l'ensemble de ces programmes, c'est-à-dire le total des crédits donnant droit à des contributions globales, représentait environ CHF 67,6 millions.

Le 12 juin 2009, les Chambres fédérales ont adopté une révision de la loi sur le CO₂ modifiant le régime de financement des programmes d'encouragement cantonaux par la Confédération. Pendant dix ans (jusqu'en 2019), un tiers du produit de la taxe sur le CO₂, (montant proposé de cette taxe: CHF 36/t CO₂ jusqu'au 31 décembre 2013,

CHF 60/t CO₂ jusqu'au 31 décembre 2015 et CHF 84/t CO₂ à partir du 1^{er} janvier 2016), mais au plus CHF 300 millions par an, sera affecté au financement des mesures de réduction des émissions de CO₂ dans les bâtiments. A cet effet, la Confédération accorde aux cantons, en vertu de l'art. 34, al. 1, de la loi sur le CO₂ (version révisée du 23 décembre 2011), des aides financières globales destinées:

- a. à assainir sur le plan énergétique les bâtiments chauffés (Programme Bâtiments – partie A ; les aides financières globales sont versées sur la base de conventions-programmes conclues avec les cantons);

Art. 34 de la loi sur le CO₂: Réduction des émissions de CO₂ des bâtiments

- 1 Un tiers du produit de la taxe sur le CO₂, mais au plus 300 millions de francs par an, est affecté au financement des mesures de réduction des émissions de CO₂ des bâtiments. A cet effet, la Confédération accorde aux cantons des aides financières globales destinées:
 - a. à assainir sur le plan énergétique les bâtiments chauffés;
 - b. à promouvoir les énergies renouvelables, la récupération des rejets de chaleur et l'amélioration des installations techniques jusqu'à concurrence d'un tiers de la part annuelle affectée à ces activités du produit de la taxe.
- 2 La Confédération accorde des aides financières:
 - a. pour les mesures au sens de l'al. 1, let. a : sur la base d'une convention-programme conclue avec les cantons qui garantissent une mise en œuvre harmonisée;
 - b. pour les mesures au sens de l'al. 1, let. b : dans le cadre des contributions globales prévues à l'art. 15 de la loi du 26 juin 1998 sur l'énergie.
- 3 Le montant des aides financières dépend de l'efficacité des mesures.
- 4 Les aides financières sont allouées aux cantons jusqu'à la fin 2019. En 2015, le Conseil fédéral fait rapport à l'Assemblée fédérale sur l'efficacité des aides financières.

- b. à promouvoir les énergies renouvelables, la récupération des rejets de chaleur et l'amélioration des installations techniques jusqu'à concurrence d'un tiers de la part annuelle affectée à ces activités du produit de la taxe (Programme Bâtiments – partie B ; les aides financières globales sont versées sur la base de l'art. 15 LEne).

C'est ainsi que, depuis 2010, le financement des contributions globales versées aux cantons en vertu de l'art. 15 LEne n'est plus imputé au budget ordinaire mais est tiré de l'affectation partielle du produit de la taxe sur le CO₂ (en vertu de l'art. 34, al. 1, let. b, de la loi sur le CO₂ ; promouvoir les énergies renouvelables, la récupération des rejets de chaleur et l'amélioration des installations techniques). Depuis lors, pour éviter un subventionnement à double sur la base à la fois de la loi sur l'énergie et de la loi sur le CO₂, l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) ne verse des contributions que pour les mesures visées à l'art. 34, al. 1, let. b, de la loi sur le CO₂ et non pour celles mentionnées à l'art. 13 LEne.

Entré en vigueur le 1^{er} janvier 2011, l'art. 14a de la loi sur l'énergie prévoit que la Confédération peut aussi verser aux cantons des contributions globales pour des programmes d'information, de conseil, de formation et de perfectionnement. Cependant, aucun budget n'est pour l'heure prévu pour de telles activités.

Art. 14a LEne : Contributions globales pour les programmes relevant des art. 10 et 11

- 1 La Confédération peut verser des contributions globales annuelles aux cantons pour les programmes relevant des art. 10 et 11, en particulier si ceux-ci sont destinés à promouvoir l'utilisation économique et rationnelle de l'énergie.
- 2 Le Conseil fédéral fixe en particulier :
 - a. les mesures pouvant faire l'objet d'une contribution globale;
 - b. les conditions de versement et les critères d'octroi de la contribution.

Si l'on tient compte des contributions des cantons, qui oscillent entre CHF 80 et CHF 100 millions par an (en incluant les crédits qui ne donnent pas droit à des contributions globales), la Confédération et les cantons mettent à disposition une enveloppe globale d'environ CHF 350 millions par an pour la période 2014 – 2019 afin de soutenir les mesures dans les domaines de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

LE PROGRAMME BÂTIMENTS DE LA CONFÉDÉRATION ET DES CANTONS – SITUATION À FIN 2015

Une convention-programme entre la Confédération et les cantons fixe les modalités d'application de la partie A du Programme Bâtiments (assainissement énergétique des bâtiments chauffés, art. 34, al. 1, let. a, de la loi sur le CO₂). Le Programme Bâtiments a été développé par les cantons (représentés par l'EnDK), en collaboration avec les offices fédéraux de l'énergie (OFEN) et de l'environnement (OFEV). Depuis le début de l'année 2010, les mesures soutenues sont le remplacement des fenêtres (à condition que les surfaces de toiture ou de façade qui les entourent soient assainies en même temps) ainsi que l'isolation du toit, des murs, du sol et du plafond. Fixés d'après le ModEnHa 2009 (Modèle d'encouragement harmonisé des cantons), les taux déterminant les montants d'encouragement versés sont les mêmes pour toute la Suisse.

Entre 2010 et 2015, ce ne sont pas moins de 91'100 requêtes qui ont été enregistrées, pour un montant total de presque CHF 955 millions. A fin 2015, plus de CHF 716 millions avaient été versés, pour satisfaire quelque 72'400 demandes. Les versements effectués pendant la période allant de 2010 à 2015 ont permis d'assainir sur le plan énergétique une surface de quelque 20'491'000 m², dont 2'175'000 m² de fenêtres, 9'036'000 m² de toitures et 6'907'000 m² de façades.

PROGRAMMES D'ENCOURAGEMENT CANTONNAUX – EXERCICE 2015

Les contributions versées en 2015 par l'intermédiaire des programmes d'encouragement cantonaux ont été de 13% inférieures à celles de l'exercice précédent (2014). Elles restent néanmoins élevées² (plus de 100 millions de francs) en comparaison avec la période 2001–2015. Les montants versés à titre d'encouragement (2015 : CHF 103 millions, y compris la contribution globale de la Confédération; 2014 : CHF 119 millions) ont eu les répercussions suivantes :

² Source / informations détaillées : rapport de SuisseEnergie intitulé « Contributions globales aux cantons selon l'art. 15 LEne – Analyse de l'efficacité des programmes cantonaux d'encouragement – Résultats de l'enquête 2015 »



- les effets énergétiques obtenus ont atteint quelque 8800 GWh (sur toute la durée de vie des mesures) ;
- des investissements supplémentaires de près de CHF 360 millions ont été consentis dans le domaine de l'énergie ;
- les effets sur l'emploi ont été de quelque 2800 personnes-années (en incluant les effets durables des années précédentes) ;
- les émissions de CO₂ ont été réduites de quelque 1,6 million de tonnes (sur toute la durée de vie des mesures).

MODÈLE D'ENCOURAGEMENT HARMONISÉ DES CANTONS (MODENHA)

Le ModEnHa constitue un canevas qui donne aux cantons les éléments essentiels pour élaborer leurs propres modèles d'encouragement. Il vise également à harmoniser les critères d'encouragement et les formulaires. Chaque canton a toute liberté pour choisir les objets à subventionner. En remaniant leurs programmes, les cantons prennent en compte les recommandations du ModEnHa et adaptent leur structure en conséquence.

En 2002 et 2003, la Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK) a élaboré un premier Modèle d'encouragement harmonisé (ModEnHa 2003). Ce dernier a été révisé en 2007 et en 2009 afin de tenir compte de l'évolution des conditions-cadres (introduction du Modèle de prescriptions énergétiques des cantons [MoPEC 2008], modifications apportées aux normes pertinentes ainsi qu'aux paramètres de coûts, etc.). Le ModEnHa 2009 a en outre été conçu de manière à pouvoir servir de base au Programme Bâtiments de la Confédération et des cantons lancé en 2010, ce qui en a permis la coordination optimale avec les programmes d'encouragement cantonaux.

Le 21 août 2015, l'Assemblée plénière de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) a adopté une version entièrement remaniée de ce document, le Modèle d'encouragement harmonisé des cantons 2015 (ModEnHa 2015). A compter de 2017, le ModEnHa 2015 constituera le principal fondement à partir duquel les cantons adapteront leurs programmes d'encouragement aux modifications apportées aux législations cantonale et fédérale. Le ModEnHa 2015 tient compte des propositions que la Confédération a émises à propos du Programme Bâtiments dans le cadre de la Stratégie énergétique 2050, des importants efforts en matière de législation que les cantons ont déployés au cours des dernières années (MoPEC 2014) et vont encore déployer à l'avenir, et des résultats de l'évaluation effectuée par le Contrôle fédéral des finances concernant le modèle de calcul de l'efficacité des programmes cantonaux défini par le ModEnHa 2009 (CDF 2014).



2^E PARTIE : TABLEAUX

TABLEAUX COMPARATIFS

1. POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE CANTONALE : APERÇU DES BASES LÉGALES.....	29
2. POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE CANTONALE : STRATÉGIE, CONCEPT ÉNERGÉTIQUE, CHARTE.....	31
3. POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE CANTONALE : PLANIFICATION ÉNERGÉTIQUE	35
4. EXÉCUTION : ORGANISATION	37
5. EXÉCUTION : SOUTIEN, ÉVALUATION DE LA QUALITÉ, PROBLÈMES	39
6.1 LÉGISLATION : PROTECTION THERMIQUE DES BÂTIMENTS	42
6.2 LÉGISLATION : PROTECTION THERMIQUE DES BÂTIMENTS	44
7.1 LÉGISLATION : EXIGENCES POUR LES INSTALLATIONS TECHNIQUES.....	47
7.2 LÉGISLATION : EXIGENCES POUR LES INSTALLATIONS TECHNIQUES.....	50
7.3 LÉGISLATION : EXIGENCES POUR LES INSTALLATIONS TECHNIQUES.....	52
8. LÉGISLATION : PART MAXIMALE POUR LES NOUVEAUX BÂTIMENTS – CERTIFICAT ÉNERGÉTIQUE CANTONAL DES BÂTIMENTS	54
9. LÉGISLATION : DÉCOMPTE INDIVIDUEL DES FRAIS DE CHAUFFAGE ET D'EAU CHAUDE.....	56
10. LÉGISLATION : UTILISATION DES REJETS THERMIQUES DES INSTALLATIONS PRODUCTRICES D'ÉLECTRICITÉ – GRANDS CONSOMMATEURS.....	57
11. LÉGISLATION : APPROVISIONNEMENT EN ÉLECTRICITÉ – DÉSIGNATION DES ZONES DE DESSERTE – MANDAT DE PRESTATION.....	59
12. LÉGISLATION : APPROVISIONNEMENT ÉLECTRIQUE – OBLIGATION DE RACCORDEMENT.....	61
13. LÉGISLATION : EXPLOITATION DE LA FORCE HYDRAULIQUE	63
14. PROMOTION : PROGRAMME D'ENCOURAGEMENT, BUDGET	66
15. PROMOTION : EN DEHORS DU PROGRAMME D'ENCOURAGEMENT	72
16. PROMOTION DE L'UTILISATION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES, DE REJETS THERMIQUES	74
17. COMMUNES	76
18. MOBILITÉ	79
19. EXEMPLARITÉ CANTONALE : INSTRUMENTS DE PLANIFICATION	81
20. EXEMPLARITÉ CANTONALE: ISOLATION THERMIQUE DES BÂTIMENTS	82
21. EXEMPLARITÉ CANTONALE: EXIGENCES POUR LES INSTALLATIONS TECHNIQUES	84
22. EXEMPLARITÉ CANTONALE: INDICES ÉNERGÉTIQUES	87
23. CONSEIL EN ÉNERGIE, INFORMATION, FORMATION ET PERFECTIONNEMENT	88
24. ORGANISATION DU SERVICE CANTONAL DE L'ÉNERGIE	91

1. Kantonale Energiepolitik: Überblick der Rechtsgrundlagen

Politique énergétique cantonale: aperçu des bases légales

Kt.	Kantonale Rechtsgrundlagen	Anpassungen im Berichtsjahr	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss	Erlass, Anpassung	z.B. Absichten
Ct.	Bases légales cantonales	Adaptations durant l'exercice sous revue	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat	Ediction, adaptation	par ex. intentions
ZH	Energiegesetz 1983 (EnG), (Rev. 1995, 2001, 2002, 2010, 2011); Planungs- und Baugesetz 1992 (PBG); Besondere Bauverordnung I 1981 (BBV I), (Rev 1996, 1999, 2002, 2005, 2009, 2012)	Volksabstimmung 09.02.14 zur Änderung PBG: Gemeinden können für im Zonenplan bezeichnete Gebiete Anordnungen zur Nutzung erneuerbarer Energien treffen. Inkraftsetzung 01.07.15	
BE	Kantonales Energiegesetz 15.05.11 (KEnG) Kantonale Energieverordnung 26.10.11 In Kraft beide seit 01.01.12	Keine	Anpassen der kantonalen Energiegesetzgebung an die interkantonale Harmonisierung (MuKEN) Verordnung per 01.09.16 in Kraft
LU	kEnG in Kraft seit 01.01.90. Aktuelle Version vom 01.06.13; kEnV in Kraft 01.01.91. Aktuelle Version vom 01.01.14		Gesamtrevision kEnG/kEnV. Vernehmlassung: 06. bis 10.16. Auswertung Vernehmlassung: bis Ende 2016. Botschaft an Regierung: Frühling 17. Beratungen Kantonsrat: Im Laufe 17. In Kraft: 01.01.18
UR	EnG 1999 EnR 2004 EnR 16.12.08 (in Kraft 01.04.09)		Umsetzung der MuKEN 2014 in die kantonale Gesetzgebung, am 07.03.16 vom Regierungsrat verabschiedet, jedoch am 13.04.16 vom Landrat zurückgewiesen
SZ	Energiegesetz 16.09.09 (SRSZ 420.100), in Kraft 01.04.10; Energieverordnung 16.02.10 (SRSZ 420.111), in Kraft 01.04.10		Teilrevision
OW	Baugesetz vom 12.06.94 Regierungsratsbeschluss 472 vom 07.04.09 (Förderprogramm), Ausführungsbestimmungen über die Energieverwendung im Gebäudebereich vom 17.05.11	Ausführungsbestimmungen über die Energieverwendung im Gebäudebereich vom 17.05.11 Umsetzung MuKEN 2008 seit 01.06.11 (inkl. Basismodul & Modul 5 + Modul 8)	Zusammenarbeitsvereinbarung mit den Obwaldner-Energiestädten im 15 unterzeichnet
NW	kEnG 16.12.09; kEnV 20.04.10. In Kraft beider Rechtsgrundlagen: 01.05.10		Revision Energiegesetzgebung auf Grund von MuKEN 2014. Übernahme des Basismoduls. In Kraft der revidierten Gesetzgebung 01.01.19
GL	An der Landsgemeinde 09 wurde ein neues Energiegesetz genehmigt. Die Verordnung am 23.09.09 durch den Landrat und die Vollzugsverordnung am 17.11.09 vom Regierungsrat beschlossen	Gesetz, Verordnung und Änderungen der Vollzugsverordnung zur Energiegesetzgebung	
ZG	Energiegesetz 01.07.04 (Stand 13.06.15); Verordnung zum Energiegesetz 12.07.05 (Stand 01.07.12)	Mehrjähriges Anschlussprogramm «KRB Energiebeiträge II» über 10 Mio. verabschiedet. Die Beiträge wurden auf maximal 20% (bisher ein Drittel) der Kosten begrenzt	Kantonales Förderprogramm wird möglicherweise eingestellt
FR	LEn 00, REn 01, LAEE 03, RAEE du 25.11.14, Loi du 12.05.11 instituant un Fonds cantonal de l'énergie, OEn06, OEn 07, OEn 10, OEn 11	Modification en date du 03.02.15 du REn 01. Entrée en vigueur rétroactive au 01.01.15	Modification de la LEn 00 et du REn pour introduction MoPEC 2014
SO	Energiegesetz EnGSO vom 03.03.91 (Stand 01.01.15); Verordnung zum Energiegesetz EnVSO vom 23.08.10 (Stand 01.01.11); Verord. z. EnG über Staatsbeiträge EnGVB vom 25.09.12 (Stand 01.01.13)	EnGSO (Stand 01.01.15) § 12bis*Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen § 21bis*Übergangsbestimmung	
BS	EnG 98, VEnG 2010, IWB-Gesetz 09	VEnG überarbeitet, in Kraft seit 24.06.12	Rev. EnG im parlamentarischen Prozess, In Kraft frühestens 01.01.17, eher 01.01.18
BL	Rev. EnG 91; EnGV 09, in Kraft 01.07.09; Verordnung über Förderbeiträge 09, in Kraft 01.01.10	Nein	Anpassungen per 01.01.17 auf HFM 2015
SH	Baugesetz 700.100 vom 01.12.97, Stand 01.01.12 Energiehaushaltsverordnung 700.401 vom 15.02.05, Stand 01.01.11		Revision Baugesetz (1. Massnahmenpaket zur Umsetzung der kantonalen Energiestrategie) wurde vom Stimmvolk am 08.03.15 abgelehnt. Als Folge davon «Marschhalt» für energiepolitische Vorlagen des Regierungsrats bis Ende Legislatur (Ende 2016)

1. Kantonale Energiepolitik: Überblick der Rechtsgrundlagen

Politique énergétique cantonale: aperçu des bases légales

Kt.	Kantonale Rechtsgrundlagen	Anpassungen im Berichtsjahr	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss	Erlass, Anpassung	z.B. Absichten
Ct.	Bases légales cantonales	Adaptations durant l'exercice sous revue	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat	Ediction, adaptation	par ex. intentions
AR	kEnG vom 24.09.01, bGS 750.1, in Kraft 01.01.12; kEnV vom 18.12.01, bGS 750.11, in Kraft 01.01.12	kEnG und kEnV in Kraft 01.01.12 Anpassung an MuKEN 2008	Interkantonale Vereinbarung seit 01.01.07 im Raum OCH (ZH, SG, AR, GL, SZ) bezüglich «Private Kontrolle»; zusätzlich seit 01.01.12 PK für den Fachbereich Beleuchtung
AI	EnerG 01, EnergV 02	In Kraft 01.01.2010	
SG	Energiegesetz 2000 EnG, Inkraft seit 01.07.01; Verordnung zum Energiegesetz 2001 EnV, Inkraft 1.7.01, Verordnung über Förderungsbeiträge nach dem Energiegesetz 2012, EnFöV, Inkraft seit 01.11.12	Vollzug überarbeitetes EnG ab 01.01.15: neu stehen jährlich mindestens CHF 5,4 Mio. kantonale Mittel für Energieförderung zur Verfügung	
GR	Energiegesetz, BEG 820.200, in Kraft 01.01.2011 Energieverordnung, BEV 820.210 (Teilrevision), in Kraft 01.01.14		
AG	EnergieG 17.01.12, EnergieV 04.07.12 (Stand 30.06.13)	Keine	
TG	Energienutzungsgesetz 731.1 vom 10.03.04, Stand 01.01.13 Verordnung zum Energienutzungsgesetz 731.11 vom 09.11.10 (Stand 29.10.11)		Kleine Revision Energienutzungsgesetz: Neue Vorbildfunktion für EVUs (Optimierung Netze für dezentrale Energieerzeugung, gute Anschlussbedingungen für Gemeinschafts-PV-Anlagen) sowie Basis-Stromangebot der EVUs zu 100% aus erneuerbaren Energien
TI	Legge cantonale sull'energia (LEne) 08.02.94; legge edilizia cantonale (LE) 13.03.91. Linee direttive cantonali Canton Ticino 2012-2015, RUEn 16.09.08, DL del 17.03.11 e DE del 12.10.11 per incentivi, RFER del 19.04.14		Approvazione seconda trache del DL del 17.03.11 per incentivi per il periodo 2016-2020. Creazione basi legali per MoPEC 2014
VD	Loi cantonale sur l'énergie 06 (LVLEne, 01.09.06); Loi vaudoise sur le secteur électrique 09 (LSecEl, 01.10.09); Loi sur l'utilisation des lacs et cours d'eau 1944 (LLC, 12.09.44) Divers règlements spécifiques	Le règlement d'application révisé (RLVLEne) de la loi vaudoise sur l'énergie est entré en vigueur dans son intégralité le 01.02.15 (suite à la révision de la loi de 2014)	Un règlement sur la mise en oeuvre du CEBC sera adopté par le Conseil d'Etat en 2016. Il entrera en vigueur probablement en 2017.
VS	Len 04 Ord. Utilisation rationnelle de l'énergie dans les constructions et les installations, OURE 2011; Ord. Mesures de promotion énergétiques, OPromEn 04		LEN entrée en vigueur 15.01.04 Nouvelle OURE entrée en vigueur 01.03.11 OPromEn entrée en vigueur 05.11.04, modifiée 01.02.08, 01.01.10, 01.01.12, 01.12.12
NE	Loi cantonale sur l'énergie (LCEn) du 18.06.01, état au 01.01.15. Règlement d'exécution de la loi cantonale sur l'énergie (RELCEn) du 19.11.02, état au 01.01.13	Entrée en vigueur 01.01.15 du nouvel Arrêté concernant les subventions sur l'énergie du 18.08.04, état au 01.01.15	
GE	Len 86 (L 2 30), RLEn 03 (L 2 30.01), LCI, RCI, LSIG	Modification de l'art. 56A RCI (règl. de la loi sur les constructions et les installations diverses) relative à l'assainissement des embrasures, dont les simples vitrages d'ici au 31.01.16	La modification légale de 2010 est de grande importance et touche plusieurs secteurs. Sa mise en œuvre se poursuit en 2015 notamment avec les obligations des Grands consommateurs et celles des propriétaires dont l'indice de dépense de chaleur est supérieur à des seuils donnés
JU	LEN 24.11.88 OEN 24.08.93	Mise en consultation en 2014 d'un projet de révision de la loi cantonale sur l'énergie	Le projet de révision des bases légales est établi sur la base du MoPEC. L'ordonnance est en cours de révision. L'entrée en vigueur des nouvelles dispositions est prévue en 2017. Les réponses ci-dessous tiennent compte des bases légales en vigueur en 2015
FL	EnV 21.08.07; Baugesetz 11.12.08; Gesetz ü.d. Förderung d. Energieeffizienz u.d. ern. Energien (EEG) 08, Nr. 116, in Kraft: 30.05.08 + VO Nr. 118	Anpassung des Energieeffizienzgesetzes, in Kraft 01.02.15	Anpassung der Förderbeiträge und der Fördergegenstände

2. Kantonale Energiepolitik: Strategie, Energiekonzept, Leitbild Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, charte

Kt.	Titel/Hauptthema der Strategie, des Energiekonzepts oder des Leitbildes	Zielsetzung mit Fristen	Verabschiedungsdatum, Gültigkeit	Bemerkungen
	z.B. Energiestrategie 2010 Kanton xy (Themen: Gebäude, Wasserkraft, Energieversorgung)	z.B. 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050, 1-Tonnen-CO ₂ -Gesellschaft, EnergieSchweiz-Ziele	z.B. Verabschiedet durch Regierungsrat am 01.03.2008 für die Legislatur 2009–2012	z.B. Absichten
Ct.	Titre/Thème principal de la stratégie, du concept énergétique ou de la charte	Objectif visé avec délais	Date d'approbation, validité	Remarques
	par ex. Stratégie énergétique 2010 du canton xy (thèmes: bâtiments, force hydraulique, approvis. énergétique)	par ex. société à 2000 watts d'ici à 2050, société à 1 tonne de CO ₂ , objectifs de SuisseEnergie	par ex. adopté par le Conseil d'Etat le 01.03.08 pour la législature 2009–2012	par ex. intentions
ZH	Energieplanungsbericht 2013 (Bericht des Regierungsrates an den Kantonsrat betr. alle Energiethemen), Vision Energie 2050	3,5 t CO ₂ bis 2035, 2,2 t CO ₂ bis 2050 (gemäss Energieplanungsbericht) und Energiegesetz § 1d	Energieplanungsbericht 2013 vom RR beschlossen. Ziele in Richtlinien der Regierungspolitik 2015–2019 enthalten	Nächster Energieplanungsbericht 2017 (muss gemäss Energiegesetz alle 4 Jahre erstellt werden) wird auf neue Energiepolitik des Bunderates eingehen
BE	Energiestrategie 06 Kanton Bern (mit 7 Bereichszielen); Wassernutzungsstrategie	Vision 2000-Watt-Gesellschaft 4000-Watt-Gesellschaft bis 2035 bei 1 t/CO ₂ pro Kopf; mit 4-Jahres-Massnahmenplänen pro Legislatur	Beschluss Regierungsrat vom 05.07.06	
LU	Planungsbericht Energie 06, Beschluss KR 05.12.06, Verdoppelung ern. Energie bis 2030, Energiegesetz 01.01.90	2000-Watt-Gesellschaft in der Phase 2050 bis 2080 gemäss Planungsbericht, Verdoppelung Anteil erneuerbarer Energie am Gesamtenergieverbrauch bis 2030	Planungsbericht Energie 06, Beschluss des Kantonsrates vom 05.12.06; Energiekonzept 2013–2016, RRB Nr. 804 vom 02.07.2013	
UR	Gesamtenergiestrategie Uri vom 30.09.08 Themen: Energienutzung, erneuerbare Energien, Wasserkraft, Stromversorgung	2000-Watt-Gesellschaft mit klimaneutraler Energiegewinnung Marktgerechte Entschädigung der Wasserkraft	Gesamtenergiestrategie verabschiedet am 30.09.08 Aktualisierung verabschiedet am 15.10.2013	Meilensteine bis 2020 – 4000-Watt-Gesellschaft – Anteil erneuerbare Energien von 5% auf 25% – Erhöhung Stromproduktion aus Wasserkraft um 10% – Steigerung finanz. Ertrag aus Wasserkraft mind. 25%
SZ	Energiestrategie 2013-2020	Orientiert sich für den Zeitraum nach 2020 an den Energiezielen des Bundes	RRB 03.12.13	
OW	Energiekonzept 09 (Bestandesaufnahme, Potentiale, Ziele, Massnahmen) Seit 09 in Umsetzung	Ziele bis 2020: – –20% Verbrauch foss. En. in Gebäuden + Infrastruktur ggü. 90; – –5% foss. En. im Verkehr ggü. 00; – +10% Prod. ern. En.; – max. 2% Stromzuwachs; Energieverbrauch kant. Gebäude -2%	Regierungsrat 17.03.09 Kantonsrat 30.04.09	Aufgrund des eingegangenen Postulates zum Energieverbrauch in der Verwaltung wurden ein Massnahmenkatalog und ein Bericht an den KR erarbeitet. Im Verlauf des Jahres 2015 wurden erneut Massnahmen umgesetzt
NW	Es besteht kein kantonales Energiekonzept. Einzelne Zielsetzungen zum Bereich Energie sind im Richtplan verankert	Keine		
GL	Die neuen Gemeinden des Kantons Glarus sind nach Möglichkeit in den nächsten Jahren Energiestädte, d.h. der Kt. Glarus wird Energiekanton			

2. Kantonale Energiepolitik: Strategie, Energiekonzept, Leitbild Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, charte

Kt.	Titel/Hauptthema der Strategie, des Energiekonzepts oder des Leitbildes	Zielsetzung mit Fristen	Verabschiedungsdatum, Gültigkeit	Bemerkungen
	z.B. Energiestrategie 2010 Kanton xy (Themen: Gebäude, Wasserkraft, Energieversorgung)	z.B. 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050, 1-Tonnen-CO ₂ -Gesellschaft, EnergieSchweiz-Ziele	z.B. Verabschiedet durch Regierungsrat am 01.03.08 für die Legislatur 2009-2012	z.B. Absichten
Ct.	Titre/Thème principal de la stratégie, du concept énergétique ou de la charte	Objectif visé avec délais	Date d'approbation, validité	Remarques
	par ex. Stratégie énergétique 2010 du canton xy (thèmes: bâtiments, force hydraulique, approvis. énergétique)	par ex. société à 2000 watts d'ici à 2050, société à 1 tonne de CO ₂ , objectifs de SuisseEnergie	par ex. adopté par le Conseil d'Etat le 01.03.08 pour la législature 2009-2012	par ex. intentions
ZG	Energie im Kanton Zug – Leitbild, Leitsätze, Massnahmen	Der Energiebedarf muss sinken, die 2000-Watt-Gesellschaft ist Ziel und der Weg dazu mit verhältnismässigen Massnahmen zu ebnen	Leitbild vom Regierungsrat beschlossen am 21.06.2011	Periodische Überprüfung, im Gange
FR	Nouvelle stratégie énergétique depuis 2010. Concerne notamment le domaine du bâtiment (utilisation rationnelle de l'énergie) et la production d'énergie au moyen des énergies renouvelables	Objectif de la politique énergétique du canton: atteindre la société à 4000 watts d'ici à 2030	Rapport n° 160 du Conseil d'Etat présenté en novembre 09 au Grand Conseil	Rapport n° 160 du Conseil d'Etat
SO	Energiekonzept 2014 Kanton SO Förderprogramm für Energieeffizienz und erneuerbare Energien	Vision 2050: Nur 500 Watt foss. En. pro Person. Der Kanton hat die Vision, nur noch 1 Tonne CO ₂ pro Person bis 2050 auszustossen und dies bei einer Dauerleistung von 2000 Watt pro Person	E-Konzept: Verabschiedet vom Regierungsrat am 23.06.14. Dauer 2014–2035. Förderprogramm vom Kantonsrat am 03.12.08 verabschiedet	
BS	Bericht und Ratschlag zur Energiepolitik (Massnahmenvorschläge)	2000-Watt-Gesellschaft (nicht terminiert)	Verabschiedet durch den Grossen Rat im Januar 2009	Umsetzung CO ₂ -neutrale Verwaltung 2008–2015 (plusminus abgeschlossen). Absichten: Fernwärme bis 2035 zu mind. 95% aus erneuerbarer Energie oder nicht anders nutzbarer Abwärme (Kehricht)
BL	Energiestrategie des Regierungsrates vom 18.12.12	Neubaustandard MINERGIE-P bis 2030; bestehende Bauten 2000 Watt tauglich bis 2050; weitere Massnahmen im Sinne der Energiestrategie 2050 des Bundes	Energiestrategie: Verabschiedet durch Regierungsrat am 18.12.2012; EnG durch vier Fünftel Mehr im Parlament, daher keine Volksabstimmung	
SH	Leitlinien und Massnahmen der kantonalen Energiepolitik 2008-2017	Bis im Jahr 2017 sollen folgende Ziele erreicht werden: – Foss. En. in Gebäuden -20%, Verkehr -5% – Verbrauch Elektrizität max +5% – Erneuerbare Wärme + 10%, Strom + 2%	06.05.2008 Umsetzung im Zeitraum 2008–2017	
AR	Energiekonzept 2008–2015 vom KR genehmigt am 15.09.08	Eine Tonne CO ₂ pro Person und 2000-Watt-Gesellschaft bis 2100	2008 bis 2015 Regierungsrat erlassen am 12.08.08, genehmigt Kantonsrat am 15.09.08	Energiekonzept wird z.Zt. überarbeitet
AI				

2. Kantonale Energiepolitik: Strategie, Energiekonzept, Leitbild Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, charte

Kt.	Titel/Hauptthema der Strategie, des Energiekonzepts oder des Leitbildes	Zielsetzung mit Fristen	Verabschiedungsdatum, Gültigkeit	Bemerkungen
	z.B. Energiestrategie 2010 Kanton xy (Themen: Gebäude, Wasserkraft, Energieversorgung)	z.B. 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050, 1-Tonnen-CO ₂ -Gesellschaft, EnergieSchweiz-Ziele	z.B. Verabschiedet durch Regierungsrat am 01.03.2008 für die Legislatur 2009–2012	z.B. Absichten
Ct.	Titre/Thème principal de la stratégie, du concept énergétique ou de la charte	Objectif visé avec délais	Date d'approbation, validité	Remarques
	par ex. Stratégie énergétique 2010 du canton xy (thèmes: bâtiments, force hydraulique, approvis. énergétique)	par ex. société à 2000 watts d'ici à 2050, société à 1 tonne de CO ₂ , objectifs de SuisseEnergie	par ex. adopté par le Conseil d'Etat le 01.03.2008 pour la législature 2009–2012	par ex. intentions
SG	Energiekonzept Kanton St.Gallen – Schwerpunkte: Energieeffizienz im Gebäude, erneuerbare Energie, Stromeffizienz, Vorbildfunktion, Information und Bildung	2000-Watt-Gesellschaft (etwa 2100); Ziele 2020: – Gesamtenergieeffizienz: +20% – CO ₂ -Emissionen: -20% (im Vergleich zu 1990) – erneuerbare Energie: 20% an Gesamtenergieverbrauch	Verabschiedung durch die Regierung am 17.04.13, vom Kantonsrat zur Kenntnis genommen: 17.09.13	Umsetzung des Energiekonzepts bzgl. Massnahmen auf Kurs. Ziele aus dem Jahr 08 wurden an übergeordnete Vorgaben (CO ₂ -Gesetz) bzw. an Ziele in den umliegenden Ländern (20/20/20) angepasst. Weiter wurde das Energiekonzept um den Teilbereich Strom ergänzt
GR	Effiziente und nachhaltige Energienutzung; wirtschaftliche und umweltschonende Energieversorgung; Substitution von fossilen Energieträgern; verstärkte Nutzung einheim. und erneuerbarer Energie	2000-Watt- und 1-Tonne- CO ₂ -Gesellschaft 2035: – 80% Reduktion foss. En. bei Neubauten – 25% Reduktion foss. En. bei Wohnbauten – 40% Substitution mit erneuerb. Energie bei Wohnb.	Regierungsprogramm 2013–2016 (verabschiedet durch Grossen Rat: 14.02.12)	Stromproduktion aus Wasserkraft und neuen erneuerbaren Energien erhöhen. Förderprogramm verstärken und erweitern. Energiegesetz und -verordnung in Abstimmung mit den MuKEN anpassen
AG	Strategie Kanton Aargau, energieAARGAU	Senkung durchschn. Verbrauch Endenergie, Referenz 2000: – 16% (2020) bzw. 43% (2035); – Strom 3% (2020) bzw. 13% (2035); – Stromproduktion erneuerbar min. 340 GWh (2020) bzw. 1130 GWh (2035)	Beschluss durch den Grossen Rat vom 02.06.15	
TG	Konzept zur verstärkten Förderung erneuerbarer Energien und der Energieeffizienz (2006-2015)	Bis im Jahr 2015 sollen folgende Ziele erreicht werden: – Foss. En. in Gebäuden -15%, – Verkehr -5% – Verbrauch Elektrizität max +5% – Erneuerbare Wärme + 4,5%, – Erneuerbarer Strom + 1,5% Bis 2020: Kernenergie im Strommix max. 65%	06.03.07 Umsetzung im Zeitraum 2006 bis 2015	Vision: 2000-Watt-Gesellschaft im Jahr 2050/2080
TI	Linee direttive cantonali del canton Ticino 2012-2015. Scheda V3 del piano direttore cantonale pubblicata. Scheda IS7 Piano risanamento dell'aria. Piano energetico cantonale PEC	Società a 4000 W, obiettivi di SvizzeraEnergia, obiettivi PEC (-30% consumi edifici, -35% apparecchi el. e illuminazione, -20% nei processi industriali, -33% settore commercio e servizi) entro il 2050	PEC: Piano d'azione approvato dal CdS il 09.04.13 e dal GC il 05.11.14	
VD	Conception cantonale de l'énergie CoCEn 2011. Programme de législature 2012-2017 (action contre le réchauffement climatique, promotion des énergies renouvelables et transports publics,...)	Emissions de CO ₂ : 1,5 million de tonnes par an en 2050 (3,5 en 2004; 2,7 en 2017; 2,3 en 2025). Energies renouvelables: part de 30% en 2050 (6,1% en 2004; 17,5% en 2020; 25% en 2035)	Programme de législature 2012-2017: adopté par le Conseil d'Etat, le 12.10.12 Conception cantonale de l'énergie révisée et adoptée par le Conseil d'Etat le 01.06.11	L'élaboration d'un système d'indicateurs de la politique énergétique vaudoise est en cours. Un travail d'adaptation de la CoCEn va débuter en 2016

2. Kantonale Energiepolitik: Strategie, Energiekonzept, Leitbild Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, charte

Kt.	Titel/Hauptthema der Strategie, des Energiekonzepts oder des Leitbildes	Zielsetzung mit Fristen	Verabschiedungsdatum, Gültigkeit	Bemerkungen
	z.B. Energiestrategie 2010 Kanton xy (Themen: Gebäude, Wasserkraft, Energieversorgung)	z.B. 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050, 1-Tonnen-CO ₂ -Gesellschaft, EnergieSchweiz-Ziele	z.B. Verabschiedet durch Regierungsrat am 01.03.08 für die Legislatur 2009-2012	z.B. Absichten
Ct.	Titre/Thème principal de la stratégie, du concept énergétique ou de la charte	Objectif visé avec délais	Date d'approbation, validité	Remarques
	par ex. Stratégie énergétique 2010 du canton xy (thèmes: bâtiments, force hydraulique, approvis. énergétique)	par ex. société à 2000 watts d'ici à 2050, société à 1 tonne de CO ₂ , objectifs de SuisseEnergie	par ex. adopté par le Conseil d'Etat le 01.03.08 pour la législature 2009-2012	par ex. intentions
VS	Stratégie «Efficacité et approvisionnement en énergie» 2013, Stratégie sectorielle «Energie éolienne» 2013, stratégie sectorielle «Energie photovoltaïque» 2013. Stratégie forces hydrauliques 2011	2010–2020: - én. foss. –18.5% - Stabiliser consommation électrique au niveau 2010 - Production énergies renouvelables +1400 GWh - Augmenter l'appartenance dans chaîne de valeur énergétique	Adopté par le Conseil d'Etat le 10.01.2013. Objectifs pour 2020 par rapport à 2010.	
NE	Conception directrice de l'énergie, du 04.09.06	Selon la LCEn, l'objectif est de tendre vers une société à 2000 watts à l'horizon 2050	Adoptée par le Conseil d'Etat le 04.09.06	Une nouvelle conception directrice de l'énergie devrait être publiée en 2016
GE	La Conception Générale de l'énergie (CGE2013) adoptée par le Grand Conseil le 17.09.15	Le CGE2013 vise la société à 2000 watts sans nucléaire. Programmation en adéquation avec la politique fédérale. Nouveau plan directeur en cours d'élaboration	Le plan directeur de l'énergie 2015-2023 est en cours d'élaboration	
JU	La conception cantonale de l'énergie (CCE) repose sur la sortie du nucléaire et une autonomie énergétique maximale.	La CCE vise à atteindre une société à 3500 watts en 2035. A cet horizon, l'autonomie énergétique du canton visée est de 65% pour l'électricité et pour la chaleur	La CCE a été adoptée par le Gouvernement en 2015. Elle sera révisée périodiquement	L'obligation pour le Gouvernement d'établir une conception cantonale de l'énergie est intégrée dans la loi révisée
FL	Energiestrategie 2020	Bis 2020: - 20% Effizienzverbesserung; - 20% Erneuerbare; - 20% CO ₂ -Einsparung	01.05.2012	

3. Kantonale Energiepolitik: Energieplanung

Politique énergétique cantonale: planification énergétique

Kt.	Kantonale Energieplanung gemäss MuKEEn 08-Modul 7 Art. 7.1-7.3	Kommunale Energieplanung gemäss MuKEEn 08-Modul 7 Art. 7.4	Erarbeitete Energierichtpläne (kantonal, regional, kommunal)	Bemerkungen
			z.B. Energierichtplan Kanton xy 08, Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEEn 08
Ct.	Planification énergétique cantonale selon module 7, art. 7.1-7.3 MoPEC 08	Planification énergétique communale selon module 7, art. 7.4 MoPEC 08	Plans directeurs énergétiques établis (cantonal, régional, communal)	Remarques
			par ex. Plan directeur énergétique du canton xy 08, des communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kant. Energieplan (2013), kant. Teilrichtplan Versorgung, Bereich Energie, regionale Versorgungspläne in Revision, kommunale Energieplanung in 70 Gemeinden (75% der Bevölkerung)	
BE	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Kant. Richtplanung Wind 2013; 36 Gemeinden haben einen genehmigten Richtplan Energie	Kant. Richtplaninhalte Energie, Wind überarbeiten
LU	Nein	Nein	Behördenverbindlicher Teilrichtplan Wärme für die Gebiete Luzern Nord und Ost in Kraft gesetzt (Juli 2015). Energierichtplan Stadt Luzern vom 17.12.15	
UR	Nein	Nein		Schutz- und Nutzungskonzept Uri für erneuerbare Energien durch die Gewässerhoheitsträger verabschiedet (Korporation Uri, Korporation Ursern, Landrat Uri)
SZ	Nein	Nein	Bestandteil der laufenden Richtplanergänzungen	Teilrichtplan Wärme für Küsnacht und Freienbach im Richtplangenemigungsverfahren. Abschluss bis Ende 2014
OW	Nein	Nein		Umsetzung MuKEEn 2008 seit 01.06.2011 (inkl. Modul 5 und Modul 8) Anwendung der Normen SIA
NW	Nein	Nein	Energierichtpläne Gemeinden Hergiswil, Stans und Stansstad	
GL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Der Energierichtplan Teil Wasserkraft wurde im Oktober 2012 vom Landrat bestätigt	Das Energiekonzept Kt. Glarus wurde im Oktober 2012 vom Landrat bestätigt und wird in den nächsten Jahren überarbeitet
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Überarbeitung im Gange	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Plan sectoriel de l'énergie validé en 02, en cours de révision. Planification énergétique obligatoire pour les communes	Plan sectoriel de l'énergie en cours de révision
SO	Nein	Nein	Kommunale Richtpläne Energie: Stadt Solothurn (Masterplan), Biberist (Masterplan), Zuchwil; Überkommunale Richtpläne Energie: Region Grenchen-Büren, Region Thal	Im Rahmen der aktuellen Überarbeitung des Richtplanes wird der Teil «Energie» ein Kapitel Energieplanung beinhalten. Es ist vorgesehen, die Energieplanung vorzuschreiben. Details sind noch in Erarbeitung. Eine Aufnahme ins EnGSO wird 2016 geprüft
BS	Nein	Nein	Keine	Absicht zur Umsetzung eines kantonalen Energierichtplans mit dem neuen EnG
BL	Nein	Nein	Muttenz, Pratteln, Arlesheim, Liestal, Reinach, Itingen sog. Energiesachplan	Es ist geplant, die kommunale Energieplanung bei der laufenden Totalrevision EnG als Massnahme aufzunehmen. Voraussichtliches in Kraft 2017
SH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Stadt Schaffhausen und Thayngen mit Energierichtplan Kantonaler Richtplan 06	Gesamtrevision Kantonaler Richtplan durch Kantonsrat am 08.09.14 verabschiedet, Genehmigung durch den Bundesrat erfolgte im Oktober 2015. Positivplanung Windenergie (potenzielle Standorte für Gross- und Kleinwindanlagen) als Teil dieser Gesamtrevision
AR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		
AI	Nein	Nein	Kantonaler Richtplan Energie genehmigt durch Bundesrat 04.09.15	

3. Kantonale Energiepolitik: Energieplanung

Politique énergétique cantonale: planification énergétique

Kt.	Kantonale Energieplanung gemäss MuKEEn 08-Modul 7 Art. 7.1-7.3	Kommunale Energieplanung gemäss MuKEEn 08-Modul 7 Art. 7.4	Erarbeitete Energierichtpläne (kantonal, regional, kommunal)	Bemerkungen
			z.B. Energierichtplan Kanton xy 08, Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEEn 08
Ct.	Planification énergétique cantonale selon module 7, art. 7.1-7.3 MoPEC 08	Planification énergétique communale selon module 7, art. 7.4 MoPEC 08	Plans directeurs énergétiques établis (cantonal, régional, communal)	Remarques
			par ex. Plan directeur énergétique du canton xy 08, des communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
SG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Mehrere Gemeinden erarbeiteten kommunale Energiekonzepte, einige erliessen behördensverbindliche kommunale Energieplanungen	Das EnG verlangt vom Kanton ein Energiekonzept inkl. Erfolgskontrolle; von Gemeinden mit mehr als 7000 Einwohnern ein kommunales Energiekonzept, dieses kann auch regional erstellt werden
GR	Nein	Nein	Arbeitshilfe Energiekonzept für Gemeinden des Kantons Graubünden, Oktober 2011, Arbeitshilfe Richtplanung Energie für Gemeinden des Kantons Graubünden, November 09	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Keine	Die Verpflichtung von Gemeinden zur Durchführung einer Energieplanung ist nicht vorgesehen. Sie können in Nutzungsplänen strengere energetische Anforderungen und unter bestimmten Voraussetzungen eine Anschlussverpflichtung an Fernwärmenetze formulieren
TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Egnach, Romanshorn, Steckborn	
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	No	Scheda V3 Energia del Piano Direttore cantonale. Piano energetico cantonale (PEC) approvato dal Consiglio di Stato il 09.04.13 e dal Gran Consiglio il 05.11.14	
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Conception cantonale de l'énergie CoCEn 2011. Plan directeur cantonal: fiche 51 relative aux énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie. Un chapitre «éolien» a été inclus	Par rapport au MoPEC 08: - oblige de couvrir 20% des besoins d'électricité par une ER - oblige la réalisation d'un CECB pour les bâtiments à vendre - soumet les bâtiments neufs chauffés au mazout/charbon à des exigences plus élevées
VS	Non	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Fiche G.2/2 «Approvisionnement en énergie» du plan directeur cantonal Energierégion Goms; Masterplan Brig-Glis Naters; PDcEN Sion	Tout le plan directeur cantonal est en révision. Un cadastre thermique pour le canton du Valais est en élaboration
NE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Uniquement certaines communes ont établi leur plan communal de l'énergie	Le plan cantonal de l'énergie est en travail depuis plusieurs années
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	La planification énergétique territoriale est inscrite dans la loi et prend en compte l'énergie dans les projets d'infrastructures énergétiques à l'échelle des communes et des quartiers	La planification énergétique territoriale est un outil majeur de politique énergétique. Un plan directeur des énergies de réseau est en cours d'élaboration, adoption planifiée fin 2016
JU	Non	Non	La planification énergétique cantonale est réalisée sous la forme d'une Conception cantonale de l'énergie (CCE)	La loi révisée (LEN 2015) est basée sur le MoPEC. Elle permet l'application du MoPEC 2014, à l'exception de l'obligation d'assainir les chauffages électriques. La nouvelle OEN se basera également sur le MoPEC 2014
FL	Nein	Nein		

4. Vollzug: Organisation

Exécution: organisation

Kt.	Vollzugsbehörde Gebäudebereich	Projektnach- weis gemäss Art. 1.33 MuKEN 08	Übertragung von Vollzugsaufgaben an Private gemäss Art. 1.34 MuKEN 08	Prüfstelle Projektnachweis im Zusammenhang mit Art. 1.33/1.34 MuKEN 08	Ausführungs- bestätigung gemäss MuKEN 08-Modul 6	Bemerkungen
						z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 08
Ct.	Autorité d'exécution pour le secteur des bâtiments	Justificatif selon art. 1.33 MoPEC 08	Transfert de tâches d'exécution à des personnes ou organismes privés selon art. 1.34 MoPEC 08	Organe de contrôle pour justificatif en rapport avec les art. 1.33/1.34 MoPEC 08	Attestation d'exécution selon module 6 MoPEC 08	Remarques
						par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	System der «Privaten Kontrolle (PK)»: Der Berechtigte zur PK bestätigt die Rechtmässigkeit, die Behörde genehmigt auf Grund von Stichproben
BE	Kanton und Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Kommunal verschieden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Eingeführt am 28.01.09 in der Baugesetzgebung. KEnG/KEnV per 01.01.12
LU	Gemeinden	Nein	Nein	Private im Auftrag der Behörde (behördliche Kontrolle durch private Büros)	Nein	Projektnachweis soll eingeführt werden mit Revision Kant. EnG (ab 2018)
UR	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SZ	Gemeinden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ab 01.07.10 ist zusätzlich die private Kontrolle (Private im Auftrag der Bauherrschaft) zugelassen
OW	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (behördliche Kontrolle durch private Büros)	Nein	Umsetzung MuKEN 2008 seit 01.06.11 (inkl. Modul 5 und Modul 8) Anwendung der Normen SIA
NW	Gemeinden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kommunal verschieden	Nein	
GL	Gemeinden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
ZG	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
FR	Canton et communes	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Autorité elle-même	Non	
SO	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Kommunal verschieden	Nein	Erfassung aller Nachweiskontrolleure in den Gemeinden zwecks Schulung
BS	Kanton	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Behörde selber	Nein	
BL	Kanton	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Behörde selber	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Die Ausführungsbestätigung erfolgt global für das Bauprojekt, nicht speziell Energie-bezogen
SH	Kanton und Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AR	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Auf Basis MuKEN 2008, Vollzugsuntersuchung private Kontrolle im Jahr 09 zusammen mit den Kantonen GL, SG, ZH; Folgeuntersuchung 15 im Gang

4. Vollzug: Organisation

Exécution: organisation

Kt.	Vollzugsbehörde Gebäudebereich	Projektnachweis gemäss Art. 1.33 MuKEN 08	Übertragung von Vollzugsaufgaben an Private gemäss Art. 1.34 MuKEN 08	Prüfstelle Projektnachweis im Zusammenhang mit Art. 1.33/1.34 MuKEN 08	Ausführungsbestätigung gemäss MuKEN 08-Modul 6	Bemerkungen
						Z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 08
Ct.	Autorité d'exécution pour le secteur des bâtiments	Justificatif selon art. 1.33 MoPEC 08	Transfert de tâches d'exécution à des personnes ou organismes privés selon art. 1.34 MoPEC 08	Organe de contrôle pour justificatif en rapport avec les art. 1.33/1.34 MoPEC 08	Attestation d'exécution selon module 6 MoPEC 2008	Remarques
						par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
AI	Kanton	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Behörde selber	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SG	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GR	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Kommunal verschieden	Nein	
AG	Gemeinden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Behörde selber	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Projektnachweis nur bei baubewilligungspflichtigen Massnahmen gemäss Baugesetzgebung. Beizug externer Dienstleistungen zur Unterstützung im Vollzug möglich, keine private Kontrolle
TG	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TI	Canton et communes	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Autorité elle-même	Oui, sans divergence dans le contenu	In vigore, autorité compétente est le comune
VD	Communes	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Variable, selon les communes	Non	La vérification des travaux est réalisée en principe par les communes lors de la délivrance du permis d'habiter. Des contrôles ponctuels (des dossiers et sur les chantiers) sont réalisés par le canton avec l'aide de mandataires
VS	Communes	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Variable, selon les communes	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
NE	Canton et communes	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Autorité elle-même	Oui, sans divergence dans le contenu	La base légale concernant l'attestation d'exécution est disponible dès 2010, mais la procédure n'est pas encore appliquée (besoin de coordination avec le SAT)
GE	Canton	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Autorité elle-même	Non	Calcul obligatoire de l'indice de dépense chaleur pour tous les bâtiments. A fin 2015, env. 20'000 (les plus de 5 preneurs et les plus anciens autres bâtiments) des 50'000 bâtiments du canton sont à jour
JU	Canton	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Autorité elle-même	Non	L'attestation d'exécution sera intégrée dans la version révisée de l'OEN 93
FL	Kanton	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Behörde selber	Nein	

5. Vollzug: Unterstützung, Einschätzung Qualität, Probleme

Exécution: soutien, évaluation de la qualité, problèmes

Kt.	Vollzugsunterstützung für Behörden, Vollzugsverantwortliche	Vollzugsunterstützung für Architekten, Planer, Baufachleute, Handwerker	Einschätzung Qualität, Probleme beim Vollzug auf kantonaler und kommunaler Ebene	Bemerkungen
	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	Lücken, Optimierungsmassnahmen	z.B. Absichten
Ct.	Soutien d'exécution pour les autorités, les responsables de l'exécution	Soutien d'exécution pour les architectes, concepteurs, professionnels du bâtiment, artisans	Evaluation de la qualité, problèmes lors de l'exécution au plan cantonal et communal	Remarques
	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	Lacunes, mesures d'optimisation	par ex. intentions
ZH	Vollzugsordner, Gemeindedoku für Energieplanung (alle Unterlagen auf Internet); jährlich Gemeinde-Seminarien und ein Energieplanungsseminar	Vollzugsordner, 2-mal/Jahr Bulletin «Ostschweizer EnergiePraxis», 2-mal/Jahr EnergiePraxis-Seminarien, jährlich rund 50 Veranstaltungen für Fachleute	2012/13 Stichprobenerhebung Vollzugskontrolle Projektnachweise: Anforderungen werden eingehalten. 2014 Stichprobenerhebung Ausführungskontrolle auf Baustellen: Anforderungen werden eingehalten	Die private Kontrolle inkl. Aus- und Weiterbildung wird zusammen mit den Kantonen AR, GL, SG und SZ betrieben
BE	Vollzugshilfen/Gesetzestexte im Internet, regionale Energieberatungsstellen, Kurse im Verband bernischer Bauinspektoren und Veranstaltungen der Energiefachstelle	Vollzugshilfen im Internet, regionale Energieberatungsstellen, Veranstaltungen der Energiefachstelle und der regionalen Fachstellenkonferenzen CRDE und NWCH; Weiterbildungskurse; Handwerkerkurse	QS beim Baubewilligungsverfahren weitgehend o.k.; QS nach Bauabschluss mit begrenzten Ressourcen	
LU	Digitaler Energieordner seit Juli 2015 online. Zusätzlich Merkblätter, Aus- und Weiterbildung, Schulungen, Formulare etc.	Digitaler Energieordner seit Juli 2015 online. Zusätzlich Merkblätter, Aus- und Weiterbildung, Schulungen, Formulare etc.	Zunehmend fachliche Überforderung der kommunalen Behörde. Ausführungskontrolle in den Gemeinden nur teilweise vorhanden	Stand-by bis zur Verabschiedung des neuen Energiegesetzes (Umsetzung MuKE 2014)
UR	Veranstaltungen, Kurse, Internet	Veranstaltungen, Kurse, Internet	Gemeinden erachten die Energievorschriften insbesondere die diesbezüglichen Normen nach wie vor als eher kompliziert	Infomappe und weitere Informationsveranstaltungen, auf Wunsch der Gemeinde auch Referate und Besprechung mit Gemeindebehörden
SZ	Vollzugsordner, ERFA Veranstaltung mit Gemeinden und Internet, Rundschreiben	Vollzugsordner, Veranstaltungen und Internet, Weiterbildungs- und Informationsveranstaltungen, Rundschreiben	Fehlende personelle Ressourcen, zum Teil fachliche Überforderung kleinerer Gemeinden	
OW	Periodische Bauämtersitzungen, Infoveranstaltung Anfang Jahr, Programm auf www.energie-zentralschweiz.ch	Schulungsangebote und Information in Zusammenarbeit mit EnFK ZCH und energiecluster; Berechnungsprogramm auf www.energie-zentralschweiz.ch ; Schulung der Heizungsinstallateure	Vollzug der Energiennachweiskontrolle und der Baukontrolle muss auf kommunaler Ebene stärker umgesetzt werden	Vollzugskontrolle wird jeweils nachverlangt mit Meldung an die Energiefachstelle; EnFS gibt anschliessend Rückmeldung an die Gemeinden über die Ergebnisse
NW	Veranstaltungen, Kurse, Internet	Veranstaltungen, Kurse, Internet	Keine Probleme, seit Einführung der privaten Kontrolle	
GL	Periodische Infos und Veranstaltungen	Periodische Infos und Veranstaltungen		Drei Gemeinden, drei Gesprächspartner
ZG	Ja, Monitoring des Vollzugs	Inhouse-Schulungen für Ingenieur- und Architektenbüros und Handwerksbetriebe	Teilweise Überforderung der Baufachleute; knappe Verfügbarkeit von Fachleuten; Qualitätsprüfung bei je 10 erstellten Solaranlagen und Wärmepumpenanlagen in Gange, an Ort und Stelle	Qualitätsprüfungen bei Solaranlagen durch verwaltungsexterne Experten; Unterstützung eines Wärmepumpenqualitätssicherungsprogramms
FR	Site Internet du SdE: www.admin.fr.ch/sde , cours de formation continue, différentes séances d'information, envoi de notices d'information. Site Internet de l'EnDK	Site internet du SdE: cours de formation continue, différentes séances d'information, envoi de notices d'information. Site Internet de l'EnDK	Contrôle d'exécution en cours de renforcement, avec la collaboration souhaitée des communes	Prise en compte des expériences réalisées et mesures d'optimisation à prendre dans la phase de mise en œuvre de la nouvelle stratégie énergétique

5. Vollzug: Unterstützung, Einschätzung Qualität, Probleme

Exécution: soutien, évaluation de la qualité, problèmes

Kt.	Vollzugsunterstützung für Behörden, Vollzugsverantwortliche	Vollzugsunterstützung für Architekten, Planer, Baufachleute, Handwerker	Einschätzung Qualität, Probleme beim Vollzug auf kantonaler und kommunaler Ebene	Bemerkungen
	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	Lücken, Optimierungsmassnahmen	z.B. Absichten
Ct.	Soutien d'exécution pour les autorités, les responsables de l'exécution	Soutien d'exécution pour les architectes, concepteurs, professionnels du bâtiment, artisans	Evaluation de la qualité, problèmes lors de l'exécution au plan cantonal et communal	Remarques
	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	Lacunes, mesures d'optimisation	par ex. intentions
SO	Kurse, Internet, Veranstaltungen, Infoblatt energieinfoSO, spezielle Weiterbildung für Baubehörden, eine Liste mit akkreditierten Energieberater, tel. Beratung durch Energiefachstelle	Kurse, Internet, Veranstaltungen, Formulare (EMN), Checklisten, Infotagungen, energieinfoSO, Vollzugshilfen (EnDK), tel. Beratung durch Energiefachstelle	Teilweise fachliche Überforderung der Baubehörde auf Stufe Gemeinde, nun teils aber mit vermehrtem Bezug von Fachleuten	Periodische Aus- und Weiterbildungsveranstaltungen, pers. Infos für Baubehörden, Angebote und Infos für alle 28 Nachweiskontrolleure
BS	Homepage, div. Formulare (EDV-gestützt)	Homepage, div. Formulare (EDV-gestützt), kein Vollzugsordner	Qualität ist i.O.	Andauernde Optimierung der Homepage als Dienstleistungszentrum
BL	Vollzugshilfen, Merkblätter, notwendige Dokumente im Internet	Vollzugshilfen, Merkblätter, notwendige Dokumente im Internet. Veranstaltungen für Fachplaner und Architekten	Die Bauabnahmen bestätigen, dass häufig kleinere Abweichungen gegenüber dem bewilligten Projekt vorhanden sind, welche aber gesamthaft auf die Einhaltung der Vorschriften keine Auswirkungen haben	
SH	Energieordner (in Papier und auf Internet); Sprechstunde Energie; Vollzugskurse	Energieordner (in Papier und auf Internet), Vollzugskurse	Unterschiedliche Vollzugsqualität in den Gemeinden, knappe personelle Ressourcen, fehlendes Wissen in Bezug auf die private Kontrolle	Gemeinsame Liste Private Kontrolle Thurgau und Schaffhausen existiert und wird laufend aktualisiert
AR	Internet, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse	Internet, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse	Siehe Bericht: Vollzug der energetischen Massnahmen 2012; Untersuchung über die Qualität des Vollzugs der energetischen Massnahmen in den Kantonen AR, GL, SG, SZ und ZH	
AI		Veranstaltung Erstellung Energiennachweis		
SG	Vollzugshilfsmittel inkl. Formulare im Internet verfügbar, Kurse, ERFA-Tagungen, individuelle Beratung Recht (AFU) und Technik (Energieagentur St.Gallen GmbH)	Vollzugshilfsmittel inkl. Formulare im Internet verfügbar, Fachkurse, EnergiePraxis-Seminare für private Kontrolleure, individuelle Beratung Recht (AFU) und Technik (Energieagentur St.Gallen GmbH)	Erfüllt bis gut	Auffrischung/Vertiefung erfolgt im Rahmen von jährlich durchgeführten Weiterbildungsangeboten
GR	Veranstaltungen, Nachweisformulare, Vollzugshilfen, Empfehlungen, ERFA-Tag	Kurse, Vollzugshilfen, Merkblätter, Vorgehensberatung, Internet	Personelle und fachliche Engpässe, steigender Detaillierungsgrad belastet Vollzugsaufwand zusätzlich	Konzentration auf Wesentliches
AG	Digitaler Ordner, Merkblätter, Informationsveranstaltungen für Bauverwaltungen in den Gemeinden, Kurse SIA 380/1, Vollzugsunterlagen sind auch im Internet abrufbar	Digitaler Ordner, Merkblätter, Informationsveranstaltungen für Architekten und Haustechnikfachleute, Kurse SIA 380/1, Kurse für Installateure zu Nutzung der Sonnen- und Holzenergie	Knappe Personalressourcen bei den Gemeinden; Kanton begrüßt die Schaffung von regionalen Bauverwaltungen und damit von Kompetenzzentren auch bezüglich Energie	Ausbildung von Architekten und Haustechnikfachleuten verbessern. Empfehlung zur Schaffung von regionalen Bauverwaltungen. Qualitätskontrolle in Zusammenarbeit mit den Gemeinden

5. Vollzug: Unterstützung, Einschätzung Qualität, Probleme

Exécution: soutien, évaluation de la qualité, problèmes

Kt.	Vollzugsunterstützung für Behörden, Vollzugsverantwortliche	Vollzugsunterstützung für Architekten, Planer, Baufachleute, Handwerker	Einschätzung Qualität, Probleme beim Vollzug auf kantonaler und kommunaler Ebene	Bemerkungen
	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	Lücken, Optimierungsmassnahmen	z.B. Absichten
Ct.	Soutien d'exécution pour les autorités, les responsables de l'exécution	Soutien d'exécution pour les architectes, concepteurs, professionnels du bâtiment, artisans	Evaluation de la qualité, problèmes lors de l'exécution au plan cantonal et communal	Remarques
	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	Lacunes, mesures d'optimisation	par ex. intentions
TG	Energieordner (in Papier und auf Internet), Vollzugskurs Private Kontrolle und Bewilligung Solaranlagen, Sprechstunden, Hauswartkurse	Energieordner (in Papier und auf Internet), Brauchwarmwasser-Kurs	Unterschiedliche Vollzugsqualität in den Gemeinden, knappe personelle Ressourcen	Private Kontrolle am 06.02.11 eingeführt
TI	Disponibili i formulari elettronici standard EnFK aggiornati (d-f-i) + schede d'aiuto aggiornate + workshop	Incontri d'informazione, corsi e aggiornamenti professionali c/o SUPSI. Workshop per professionisti, corsi sui cantieri proposti da Ticinoenergia con supporto didattico specifico	Risorse insufficienti per effettuare controlli in cantiere anche solo saltuari. Ma organizzate giornate di formazione e informazione per gli uffici tecnici comunali con un supporto (check list)	Traduzione in italiano di diverse norme SIA, formazioni passerella nell'ambito energetico (collaborazione con energiewissen), maggiore coordinazione con i comuni e professionisti. Corsi e workshop di approfondimento
VD	Information sur site Internet cantonal, cours spécialisés, permanence téléphonique et mail, courriers d'information spécifiques	Information sur site Internet cantonal, permanence téléphonique et mail. Séances d'information. Certification pour auteurs de justificatifs thermiques	Manque de compétences pour le contrôle des justificatifs thermiques, en particulier dans les petites communes	Des contrôles non systématiques des dossiers et des chantiers sont effectués. Une brochure, des cours de formation et des séances d'information pour les communes vont être organisés
VS	Information pour les autorités et les communes intéressées	Cours pour architectes, planificateurs, ingénieurs et responsables communaux	Moyens financiers et en personnel limités. Manque de compétence ou d'intérêt	L'intérêt des communes pour une exécution correcte est croissant
NE	Classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	Classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	Assez bonne exécution	
GE	Directives internes, mandats externes pour études spécifiques, formation continue	Formation plate forme FE3, rencontres OCEN. Hotline subventions et autorisations	Contrôles de chantier	Accentuation des mesures de contrôle; déclaration annuelle des indices de consommation (indice de dépense chaleur); contrôles de chantiers
JU	Les compétences d'application étant cantonales, les communes reçoivent de l'information nécessaire à la procédure de suivi des dossiers	Des séances d'information et des cours sont organisés pour les professionnels concernés (architectes, ingénieurs, installateurs, milieux immobiliers)	Pas de problèmes particuliers	L'intention est de simplifier la procédure de suivi des dossiers afin de disposer de davantage de temps pour les contrôles in situ
FL	Bezug von externen Fachbüros	Kurs SIA 380/1 und Internetportal		

6. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Gebäuden Législation: protection thermique des bâtiments

(1/2)

Kt.	Anforderungen und Nachweis winterlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.6 MuKEN 08	Anforderungen und Nachweis sommerlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.7 MuKEN 08	Befreiung / Erleichterung gemäss Art. 1.8 MuKEN 08	Bemerkungen
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 08
Ct.	Exigences et justification concernant la protection thermique en hiver selon art. 1.6 MoPEC 08	Exigences et justification concernant la protection thermique en été selon art. 1.7 MoPEC 08	Dispense et allègement selon art. 1.8 MoPEC 08	Remarques
				par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	In Kraft seit 01.01.09 in der KEnV; Abweichungen: Erleichterungen/Ausnahmen auch für selten benutzte Bauten und Fahrbauwerke
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Wohnbauten mit Gestaltungsplanpflicht müssen mindestens MINERGIE-Standard erfüllen
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	SIA 380/1 Ausgabe 09, Umsetzung MuKEN 2008 seit 01.06.2011 (inkl. Modul 5 + Modul 8); Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BS	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kant. Anforderung: SIA 380/1 – 10%; entgegen SIA ist der Verzicht auf die Wärmebrückeneberechnung bei verschärften U-Werten nicht zulässig
BL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ab dem 01.07.09 10% strengere Wärmedämmvorschriften als in der MuKEN 2008, entsprechend Primärerfordernissen von MINERGIE
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die MuKEN 2008 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Befreiung von Erfüllung der Anforderungen bei Umbauten im Umfang von weniger als 25'000 CHF
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Wärmeschutz gemäss MuKEN 2008 auf 06.02.11 eingeführt
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Obbligo di certificazione MINERGIE per edifici nuovi e trasformazioni di proprietà pubbliche, non è ammessa l'installazione di sistemi alimentati con combustibili fossili per il riscaldamento e la produzione di acqua calda sanitaria (RuEn, Art.11 e 15)

6. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Gebäuden Législation: protection thermique des bâtiments

(1/2)

Kt.	Anforderungen und Nachweis winterlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.6 MuKEN 08	Anforderungen und Nachweis sommerlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.7 MuKEN 08	Befreiung / Erleichterung gemäss Art. 1.8 MuKEN 08	Bemerkungen	
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 08	
Ct.	Exigences et justification concernant la protection thermique en hiver selon art. 1.6 MoPEC 08	Exigences et justification concernant la protection thermique en été selon art. 1.7 MoPEC 08	Dispense et allègement selon art. 1.8 MoPEC 08	Remarques	
				par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08	
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Les divergences concernant l'allègement portent sur les bâtiments provisoires	
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Protection thermique hivernale selon MoPEC 08 en vigueur depuis 01.01.10	
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu		
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Standard HPE (haute performance énergétique) ou MINERGIE obligatoire pour les constructions neuves. L'art. 1.8 ne figure pas dans la loi mais SIA 180/1 appliquée et elle prévoit des allègements	
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Oui, mais avec divergence dans le contenu	L'application du MoPEC est prévue dans le cadre de la révision des bases légales	
FL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		

6. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Gebäuden

Législation: protection thermique des bâtiments

(2/2)

Kt.	Kühlräume gemäss Art. 1.9 MuKEN 08	Gewächshäuser und beheizte Traglufthallen gemäss Art. 1.10 MuKEN 08	Wärmedämmung / Ausnutzung gemäss MuKEN 08-Modul 8	Gegenüber MuKEN 08 weitergehende kantonale Anforderungen für den Wärmeschutz	Bemerkungen
Ct.	Locaux frigorifiques selon art. 1.9 MoPEC 08	Serres et halles gonflables chauffées selon art. 1.10 MoPEC 08	Isolation thermique et utilisation du sol selon module 8 MoPEC 08	Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 08 concernant la protection thermique	Remarques z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Erleichterungen für nachträgliche Aussenwärmédämmungen: Nichtanrechnung an Ausnutzung, Abstandsvorschriften und ausdrücklich Nachbarbeeinflussung (PBG, in Kraft 01.04.13)	Ausnützungsziffer wird ab Innenkante Aussenwand (also ganz ohne Wärmedämmung der Aussenwand) gerechnet. Bau-massenziffer gemäss MuKEN Modul 8, dito für Freiflächenziffer. Gebäudehöhe und Firsthöhe darf bei >20 cm Dämmung überschritten werden
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Für kantonseigene und wesentlich subventionierte Gebäude ist für Neubauten MINERGIE-P-ECO und für Sanierungen MINERGIE einzuhalten.	Modul 8; Gemeinden können für die Erfüllung erheblich erhöhter Anforderungen einen Nutzungsbonus geben
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Aussenwände, die aufgrund der Wärmedämmung stärker als 35 cm werden, sind bis max. 35 cm zu berücksichtigen. Bei MINERGIE-P wird die Aussenwand nicht berücksichtigt	Gesetzliche Anpassungen notwendig; 2011 Gesetzesanpassung in Kraft seit 01.06.11; Umsetzung MuKEN 2008 seit 01.06.11 (inkl. Modul 5 + Modul 8); Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Keine	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Obligation pour les bâtiments publics, à construire ou assainir, d'atteindre les exigences du label MINERGIE-P ou -A ou équivalent	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		

6. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Gebäuden

(2/2)

Législation: protection thermique des bâtiments

Kt.	Kühlräume gemäss Art. 1.9 MuKEn 08	Gewächshäuser und beheizte Traglufthallen gemäss Art. 1.10 MuKEn 08	Wärmedämmung / Ausnutzung gemäss MuKEn 08-Modul 8	Gegenüber MuKEn 08 weiter gehende kantonale Anforderungen für den Wärmeschutz	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	Locaux frigorifiques selon art. 1.9 MoPEC 08	Serres et halles gonflables chauffées selon art. 1.10 MoPEC 08	Isolation thermique et utilisation du sol selon module 8 MoPEC 08	Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 08 concernant la protection thermique	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Kant. Anforderung: SIA 380/1 –10%; entgegen SIA ist der Verzicht auf die Wärmebrückenberechnung bei verschärften U-Werten nicht zulässig	Modul 8 nicht übernommen; eigene Regelung mit Individualbeurteilung
BL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ab 01.07.09 10% strengere Wärmedämmvorschriften als in der MuKEn 2008; bei Kühlräumen keine Temperaturbeschränkung auf 8 °C; Traglufthallen explizite Bestimmungen in der Verordnung	Etliche Gemeinden regeln einen Bonus bei MINERGIE/MINERGIE -P in den Zonenreglementen, daher ein Ja, aber mit Abweichung
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Keine	Ausnutzungsziffer für MINERGIE-Gebäude (Umsetzung von Modul 8) wurde nicht eingeführt
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die MuKEn 2008 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		Modul 8: Teil «Wärmedämmung» Teil des BauG; Teil Ausnutzung nicht realisiert, wird bei Revision des BauG geprüft
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Vorbildfunktion öffentliche Hand. Für Neubauten des Kanton ist der MINERGIE-P Standard zu erfüllen. Für umfassende Sanierungen ist MINERGIE-Standard Umbau einzuhalten	Ausnutzungsbonus für MINERGIE-Gebäude sowie Gebäude mit U-Wert gegen aussen besser als 0,15 (5%), und MINERGIE-P-Gebäude sowie für Gebäude mit U-Wert gegen aussen besser 0,12 (+10%)

6. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Gebäuden Législation: protection thermique des bâtiments

(2/2)

Kt.	Kühlräume gemäss Art. 1.9 MuKEEn 08	Gewächshäuser und beheizte Traglufthallen gemäss Art. 1.10 MuKEEn 08	Wärmedämmung / Ausnutzung gemäss MuKEEn 08-Modul 8	Gegenüber MuKEEn 08 weiter gehende kantonale Anforderungen für den Wärmeschutz	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEEn 08
Ct.	Locaux frigorifiques selon art. 1.9 MoPEC 08	Serres et halles gonflables chauffées selon art. 1.10 MoPEC 08	Isolation thermique et utilisation du sol selon module 8 MoPEC 08	Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 08 concernant la protection thermique	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Standard-MINERGIE obbligatorio per edifici pubblici	Obbligo di certificazione MINERGIE per edifici nuovi e le trasformazioni di proprietà pubblica, parastatali
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	La loi révisée est plus exigeante pour le mazout et le charbon (max. 60% ENR) que pour le gaz (max. 80% ENR)	La législation révisée sur l'énergie entrée en vigueur en 2014/2015 s'est inspirée du projet de MoPEC 2014 et non seulement du MoPEC 2008
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non		Bonus sur l'indice pour bâtiments MINERGIE depuis 99
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu		
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Renforcement des exigences dans le cadre du concept énergétique	En application de l'art 56A RCI mentionné au chapitre 1, d'ici au 31.01.16, les embrasures en façade présentant un U > 3.0 W/m²K devront avoir été assainies dans le respect des normes en vigueur pour le neuf
JU	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Il n'est pas encore envisagé de dispositions plus contraignantes que celles du MoPEC	
FL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Höhere Anforderungen an die U- Werte der Bauteile	

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen Législation: exigences pour les installations techniques

(1/3)

Kt.	Wärmeerzeugung (Kondensationsheizkessel) gemäss Art. 1.11 MuKEN 08	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen gemäss Art. 1.12/1.13 MuKEN 08	Wassererwärmer und Wärmespeicher gemäss Art. 1.14 MuKEN 08	Wärmeverteilung und -abgabe gemäss Art. 1.15 MuKEN 08	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 08, Abweichungen bezgl. Nutzeinheiten
Ct.	Production de chaleur (chaudières à condensation) selon art. 1.11 MoPEC 08	Chauffage électrique fixe à résistance selon art. 1.12/1.13 MoPEC 08	Chauffe-eau et accumulateur de chaleur selon art. 1.14 MoPEC 08	Distribution et émission de chaleur selon art. 1.15 MoPEC 08	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08, écarts concernant les unités d'occupation
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Verschärfung zu Art. 1.12/1.13: Ersatzverbot gilt für alle Elektroheizungen, d.h. auch dezentrale (in Kraft 01.06.13)
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Verbot Neuinstallation und Sanierungspflicht für wassergeführte Elektroheizungen bis Ende 2031; Warmwasser muss zu 50% mit erneuerbarer Energie (ungewichtet) erwärmt werden
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen sind auf Gesetzesstufe (EnG Uri) mit einer Bewilligungspflicht ab 3 kW reglementiert
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen wurden vom Kantonsrat bei der Beratung aus dem Energiegesetz gestrichen
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Umsetzung MuKEN 2008 seit 01.06.11 (inkl. Modul 5 + Modul 8); Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Installationsverbot für neue und Sanierungsfrist bis 2030 für bestehende «Ortsfeste elektr. Widerstandsheizungen» per Volksabstimmung vom 30.11.14 angenommen. Gesetz in Kraft per 01.01.15. Vorbereitung Revision EnGSO, EnVSO, EnVBSO
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	1.12/1.13: el. Widerstandsheizungen bis 2 kW sind als Zusatzheizung erlaubt. 1.14: Das Warmwasser muss mit mindestens 50% erneuerbarer Energie erzeugt werden. 1.15: nur unwesentliche inhaltliche Abweichungen

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen Législation: exigences pour les installations techniques

(1/3)

Kt.	Wärmeerzeugung (Kondensationsheizkessel) gemäss Art. 1.11 MuKEn 08	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen gemäss Art. 1.12/1.13 MuKEn 08	Wassererwärmer und Wärmespeicher gemäss Art. 1.14 MuKEn 08	Wärmeverteilung und -abgabe gemäss Art. 1.15 MuKEn 08	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08, Abweichungen bezgl. Nutzeinheiten
Ct.	Production de chaleur (chaudières à condensation) selon art. 1.11 MoPEC 08	Chauffage électrique fixe à résistance selon art. 1.12/1.13 MoPEC 08	Chauffe-eau et accumulateur de chaleur selon art. 1.14 MoPEC 08	Distribution et émission de chaleur selon art. 1.15 MoPEC 08	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08, écarts concernant les unités d'occupation
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Abweichung dort, wo das übergeordnete Recht EnG bereits klare Vorgaben macht. Seit dem 01.07.09 besteht eine Pflicht von 50% erneuerbare Energie bei BWW Brauchwarmwasser (Sonnenkollektor, Holz Sole/Wasser WP etc.)
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Abweichungen zu MuKEn 2008: 1.12/1.13: Sanierungspflicht bis 2021 für zentrale Elektroheizungen mit hydraulischer Wärmeverteilung
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die MuKEn 2008 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Neue ortsfeste el. Widerstandsheizungen und Ersatz einer Widerstandsheizung mit Wasserverteilsystem durch eine gleichartige Heizungsanlage sind nicht zulässig. Ausnahme bei Heizleistungsbedarf kleiner als 5 Watt pro m ² . Neuinst. fossiler Heizungen nur mit Kostennachweis
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Anforderungen haustechnische Anlagen MuKEn 2008 auf 06.02.11 eingeführt
TI	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Per impianti ad olio e/o gas obbligo di generatori a condensazione anche per i risanamenti, favorire la cogenerazione degli impianti con potenza superiore a 1 MW. Obbligo en. rinnovabili per edifici pubblici, obbligo solare termico per edifici con più di 2 appartamenti

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen
Législation: exigences pour les installations techniques

(1/3)

Kt.	Wärmeerzeugung (Kondensationsheizkessel) gemäss Art. 1.11 MuKEEn 08	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen gemäss Art. 1.12/1.13 MuKEEn 08	Wassererwärmer und Wärmespeicher gemäss Art. 1.14 MuKEEn 08	Wärmeverteilung und -abgabe gemäss Art. 1.15 MuKEEn 08	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEEn 08, Abweichungen bezgl. Nutzeinheiten
Ct.	Production de chaleur (chaudières à condensation) selon art. 1.11 MoPEC 08	Chauffage électrique fixe à résistance selon art. 1.12/1.13 MoPEC 08	Chauffe-eau et accumulateur de chaleur selon art. 1.14 MoPEC 08	Distribution et émission de chaleur selon art. 1.15 MoPEC 08	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08, écarts concernant les unités d'occupation
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	La législation révisée sur l'énergie prévoit des exigences supplémentaires pour les pompes à chaleur à plus de 1000 mètres (bâtiments MINERGIE uniquement). Elle prévoit également une puissance électrique maximale pour les circulateurs de chauffage
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Formulation de l'article sur le chauffage électrique différente, mais conséquence identique
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	En cas de remplacement des chauffe-eau, l'utilisation de l'énergie solaire est prioritaire. Dès 2015, les chauffages au mazout dans les bâtiments à construire sont autorisés uniquement si l'isolation thermique respecte les valeurs-cibles selon la norme SIA 380/1
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Le chauffage électrique est soumis à autorisation exceptionnelle; les installations techniques sont optimisées dans le cadre d'un concept énergétique
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	L'application du MoPEC est prévue dans le cadre de la révision des bases légales
FL	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen Législation: exigences pour les installations techniques

(2/3)

Kt.	Abwärmennutzung gemäss Art. 1.16 MuKEN 08	Lüftungstechnische Anlagen inkl. deren Wärmedämmung gemäss Art. 1.17/1.18. MuKEN 08	Kühlen, Be- und Entfeuchten gemäss Art. 1.19 MuKEN 08	Elektrische Energie SIA 380/4 gemäss MuKEN 08-Modul 3	Bemerkungen
Ct.	Utilisation des rejets thermiques selon art. 1.16 MoPEC 08	Installations de ventilation, isolation thermique incluse selon art. 1.17/1.18. MoPEC 08	Refroidissement, humidification, déshumidification selon art. 1.19 MoPEC 08	Energie électrique SIA 380/4 selon module 3 MoPEC 08	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Remarques
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	SIA 380/4 ist ab 500 m ² bei Nichtwohngebäuden einzuhalten
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Modul 3: Elektrische Energie wurde vom Kantonsrat bei der Beratung aus dem Energiegesetz gestrichen
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Umsetzung MuKEN 2008 seit 01.06.11 (inkl. Modul 5 + Modul 8) Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	La LEn prévoit, depuis le 01.01.15, l'obligation d'alimenter les installations de climatisation de confort par des énergies renouvelables produites si possible sur le site (par ex. solaire photovoltaïque)
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltliche Abweichung	Als Neubauten gelten alle Bauten, für welche nach dem 01.07.92 eine Baubewilligung erteilt worden ist
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Abweichung dort, wo das übergeordnete Recht EnG bereits klare Vorgaben macht
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die MuKEN 2008 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Anforderungen haustechnische Anlagen MuKEN 2008 auf 06.02.11 eingeführt

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen Législation: exigences pour les installations techniques

(2/3)

Kt.	Abwärmenutzung gemäss Art. 1.16 MuKEN 08	Lüftungstechnische Anlagen inkl. deren Wärmedämmung gemäss Art. 1.17/1.18. MuKEN 08	Kühlen, Be- und Entfeuchten gemäss Art. 1.19 MuKEN 08	Elektrische Energie SIA 380/4 gemäss MuKEN 08-Modul 3	Bemerkungen
Ct.	Utilisation des rejets thermiques selon art. 1.16 MoPEC 08	Installations de ventilation, isolation thermique incluse selon art. 1.17/1.18. MoPEC 08	Refroidissement, humidification, déshumidification selon art. 1.19 MoPEC 08	Energie électrique SIA 380/4 selon module 3 MoPEC 08	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 08
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Possibile deroga per impianti con potenza elettrica > 7 W/m ² (edifici nuovi) o 12 W/m ² (risanati) se giustificati da posizione o utilizzazione particolare dell'edificio, dimostrando il fabbisogno di raffreddamento secondo SIA 382/1, 382/2 e quaderno tecnico SIA 2044
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Les nouvelles installations de refroidissement et/ou d'humidification de confort doivent être alimentées à 100% par une énergie renouvelable. A défaut, la consommation électrique des appareils doit être couverte par de l'énergie électrique renouvelable produite sur site
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Le concept énergétique exige des installations techniques optimisées, 380/4 et 382/1 sont exigés; la climatisation est interdite a priori (régime d'autor. spécial), doit s'intégrer dans un concept global du bâti, accent sur la valorisation des rejets
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	L'application du MoPEC est prévue dans le cadre de la révision des bases légales
FL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen Législation: exigences pour les installations techniques

(3/3)

Kt.	Heizungen im Freien gemäss MuKEEn 08-Modul 4 Art. 4.1	Beheizte Freiluftbäder gemäss MuKEEn 08-Modul 4 Art. 4.2	Anforderungen an Ferienhäuser gemäss MuKEEn 08-Modul 5	Gegenüber MuKEEn 08 weiter gehende kantonale Anforderungen an haustechnische Anlagen	Bemerkungen
				z.B. weitere bewilligungspflichtige Anlagen (Wärmluftvorhänge, Sportanlagen, Beschneiungsanlagen, Rolltreppen)	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEEn 08
Ct.	Chauffage de plein air selon module 4 art. 4.1 MoPEC 08	Piscines à l'air libre chauffées selon module 4 art. 4.2 MoPEC 08	Exigences pour résidences secondaires selon module 5 MoPEC 08	Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 08 pour les installations techniques	Remarques
				par ex. autres installations soumises à autorisation (rideaux à air chaud, installations sportives, installations d'enneigement, escaliers roulants)	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Einschränkungen bei nächtlichen Beleuchtungen, Verbot von Skybeamern	
LU	Nein	Nein	Nein		EnG, Art. 13: Heizungen für Freiluftbäder werden nur bewilligt, wenn die Anlage mit Sonnenenergie oder nicht anders nutzbarer Abwärme beheizt wird
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
SZ	Nein	Nein	Nein		Modul 4 wurde vom Kantonsrat bei der Beratung aus dem Energiegesetz gestrichen
OW	Nein	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Umsetzung MuKEEn seit 01.06.11 (inkl. Modul 5 + Modul 8)
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Keine	Verzicht auf Modul 5, da keine Relevanz in NW
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Anforderungen Ferienhäuser noch nicht in Verordnung. Folgt evtl. im Baugesetz
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
FR	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Chaussages en plein air interdits, sauf exceptions. Pas de limite concernant le volume min. pour être considéré comme piscine, jacuzzi compris	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Für Sportanlagen	
BS	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Wärmluftvorhänge zulässig mit Ausnahmebewilligung	4.1: Heizen/Kühlen im Freien generell verboten, mit Ausnahmemöglichkeiten. 4.2: Beheizung nur mit 100% erneuerbarer Energie zulässig. Folglich Wärmepumpen unmöglich
BL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Wärmluftvorhänge	Abweichung dort, wo das übergeordnete Recht EnG bereits klare Vorgaben macht
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein	Die MuKEEn 2008 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen Législation: exigences pour les installations techniques

(3/3)

Kt.	Heizungen im Freien gemäss MuKEN 08-Modul 4 Art. 4.1	Beheizte Freiluftbäder gemäss MuKEN 08-Modul 4 Art. 4.2	Anforderungen an Ferienhäuser gemäss MuKEN 08-Modul 5	Gegenüber MuKEN 08 weiter gehende kantonale Anforderungen an haustechnische Anlagen	Bemerkungen
				z.B. weitere bewilligungspflichtige Anlagen (Warmluftvorhänge, Sportanlagen, Beschneiungsanlagen, Rolltreppen)	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 08
Ct.	Chauffage de plein air selon module 4 art. 4.1 MoPEC 08	Piscines à l'air libre chauffées selon module 4 art. 4.2 MoPEC 08	Exigences pour résidences secondaires selon module 5 MoPEC 08	Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 08 pour les installations techniques	Remarques
				par ex. autres installations soumises à autorisation (rideaux à air chaud, installations sportives, installations d'enneigement, escaliers roulants)	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Für Ferienhäuser sind keine Vorschriften geplant, da diese Gebäudegruppe im Aargau keinen relevanten Anteil darstellt
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Übernahme MuKEN 2008 Regelungen auf 06.02.11, aber ohne Anforderung Ferienhäuser
TI	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Possibilità di emanare direttive per regolare l'utilizzazione di sistemi di riscaldamento mobili all'aperto («funghi»)	
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Les rideaux à air chaud nécessitent une autorisation. Les exigences sur les piscines concernent toutes les surfaces de bassins, jacuzzis y compris	Les patinoires sont soumises à autorisation et doivent faire l'objet d'un concept énergétique
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Exigences pour les piscines en halle fermées	Piscines avec accès public supérieures 200 m ² , chauffées au moins pour moitié par énergies renouvelables ou rejets de chaleur
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Piscines à l'air libre: PAC seulement si surface plan d'eau > = 200 m ² et couverture thermique. Piscines en halle fermée: > = 50% par des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur	
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Chauffage de plein air et chauffage de piscines sont soumis à autorisation	La loi sur l'énergie modifiée introduit de nouvelles contraintes, notamment pour les collectivités et les projets de très grande importance, en particulier des études territoriales et une variante THPE (MINERGIE-P)
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Il n'est pas envisagé de dispositions de dispositions plus contraignantes que celles du MoPEC	L'application du MoPEC est prévue dans le cadre de la révision des bases légales
FL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein		

8. Gesetzgebung: Höchstanteil bei Neubauten – Gebäudeenergieausweis der Kantone

Législation: part maximale pour les nouveaux bâtiments - Certificat énergétique cantonal des bâtiments

Kt.	Höchstanteil bei Neubauten gemäss Art. 1.20–1.22 MuKEEn 08	Gebäudeenergie-ausweis der Kantone (GEAK) gemäss Art. 1.31 MuKEEn 08	Umsetzungsmassnahmen im Zusammenhang mit dem GEAK	Bemerkungen
			z.B. Informationsveranstaltungen, Zusammenarbeit mit Verbänden	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEEn 08
Ct.	Part maximale pour les nouveaux bâtiments selon art. 1.20-1.22 MoPEC 08	Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB) selon art. 1.31 MoPEC 08	Mesures de mise en œuvre concernant le CECB	Remarques
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Gemeinsame Energieberatungsaktion mit Zürcher Kantonbank und Elektrizitätswerke des Kantons ZH	Der Regierungsrat kann den GEAK für bestimmte Bauten verbindlich erklären (§13b Energiegesetz)
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	GEAK/GEAK-Plus ist Bedingung für Förderbeiträge	Gemeinden können einen tieferen Höchstanteil vorschreiben
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Der GEAK-Plus wird mit CHF 800.– EFH bzw. 1'100.– MFH/Schulhaus gefördert	
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Aufnahme GEAK ins Förderprogramm 09; Infoveranstaltungen in den Gemeinden	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	GEAK und Energieberatung mit GEAK-Plus wird finanziell gefördert	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	EnFK, Informationsabgabe an Messen und Infoveranstaltungen	Umsetzung MuKEEn 2008 seit 01.06.11 (inkl. Modul 5 + Modul 8); Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Informationsveranstaltungen sind in Zusammenarbeit mit den übrigen Kantonen der Zentralschweiz geplant	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Im Förderprogramm freiwillig	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Vgl. MuKEEn 2014; Gründung Verein GEAK durch EnDK	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Campagnes d'information et de sensibilisation	La LEn précise l'obligation du CECB lors d'un changement de propriétaire. Les installations de climatisation confort devront être alimentées par une énergie renouvelable
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
BS	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	EnFK NWCH hat Info-Veranstaltungen durchgeführt, ebenso die IWb. Weitere Veranstaltungen geplant 2016 gemeinsam mit Kanton BL	GEAK ist freiwillig, GEAK-Plus wird gefördert, wenn darausfolgende Massnahmen umgesetzt werden
BL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Förderung Energieanalyse mit GEAK ab 01.01.10	Seit dem 01.07.09 besteht eine Pflicht von 50% erneuerbare Energie beim Brauchwasser (Sonnenkollektor, Holz Sole/Wasser WP...) anstelle Höchstanteil. Für den GEAK fehlt die gesetzliche Grundlage. Bei der laufenden Totalrevision EnG besteht die Absicht, diese zu schaffen
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Eine Informationsveranstaltung «Sprechstunde Energie»	
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	GEAK plus Beratungsbericht (Vorgehensberatung) wird gefördert	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die MuKEEn 2008 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		

8. Gesetzgebung: Höchstanteil bei Neubauten - Gebäudeenergieausweis der Kantone

Législation: part maximale pour les nouveaux bâtiments - Certificat énergétique cantonal des bâtiments

Kt.	Höchstanteil bei Neubauten gemäss Art. 1.20–1.22 MuKEEn 08	Gebäudeenergie-ausweis der Kantone (GEAK) gemäss Art. 1.31 MuKEEn 08	Umsetzungsmassnahmen im Zusammenhang mit dem GEAK	Bemerkungen
			z.B. Informationsveranstaltungen, Zusammenarbeit mit Verbänden	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEEn 08
Ct.	Part maximale pour les nouveaux bâtiments selon art. 1.20-1.22 MoPEC 08	Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB) selon art. 1.31 MoPEC 08	Mesures de mise en œuvre concernant le CECB	Remarques
			par ex. rencontres d'information, collaboration avec les associations	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Einführung GEAK auf freiwilliger Basis. Kanton kann Beiträge bis max. 50% der Kosten für den GEAK leisten (Förderprogramm)
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die Ausarbeitung eines GEAK-Plus wird gefördert	
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Fünf Informationsveranstaltungen «Gebäude sanieren – Energiekosten halbieren» im Herbst	
TI	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu		Obbligo en. rinnovabili per edifici pubblici, obbligo solare termico per acqua calda (min. 30% fabbisogno en.) per edifici a partire da 3 appartamenti. CECE Plus come condizione per ottenere i sussidi per il nuovo programma promozionale 2011-2015.
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Le CECB sera obligatoire lors de la vente d'un bâtiment et en cas de remplacement d'un chauffage par un chauffage utilisant une énergie non renouvelable	La loi cantonale révisée prévoit des exigences plus élevées pour le mazout et le charbon (max. 60% ENR) que pour le gaz (max. 80% ENR)
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Non		Le Valais participera au développement du CECB sur une base volontaire. Il a toutefois introduit le CECB comme exigence pour certaines mesures de promotion (solaire thermique, bois-énergie, remplacement chauff. fossiles)
NE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	D'ici à 2018, obligation CECB pour bâtiments permis construire avant 1990, SRE > 1000 m ² , > = 5 logements. CECB obligatoire pour sollicitation subventions cantonales	Pour les bâtiments à construire, en plus de la part maximale d'énergies non renouvelables, l'utilisation active de l'énergie solaire est obligatoire (min. 50% d'ECS par du solaire thermique ou photovoltaïque si PAC)
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Aide financière dans le cadre du programme «Chèque bâtiment énergie». Audit obligatoire aussi dans le secteur immobilier dès 800 MJ/m ² a et assainissement obligatoire dès 900 MJ/m ² a	HPE pour les bâtiments neufs
JU	Non	Non	Depuis 2014, un CECB est obligatoire pour l'octroi d'une subvention pour une installation solaire thermique. Le CECB a été introduit dans la loi révisée	L'application du MoPEC est prévue dans le cadre de la révision des bases légales
FL	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Im FL gilt der Gebäudeenergieausweis gemäss Umsetzung EU-Richtlinie	

9. Gesetzgebung: Verbrauchsabhängige Heiz- und Warmwasserkostenabrechnung

Législation: décompte individuel des frais de chauffage et d'eau chaude

Kt.	VHKA bei Neubauten gemäss Art. 1.23/1.25/1.26 MuKEEn 08	VHKA bei wesentlichen Erneuerungen gemäss Art. 1.24/1.25/1.26. MuKEEn 08	VHKA in bestehenden Gebäuden gemäss MuKEEn 08-Modul 2	Bemerkungen
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEEn 08 z.B. bei anderer Anzahl als ab 5 Nutzeinheiten
Ct.	DIFC pour les nouveaux bâtiments selon art. 1.23/1.25/1.26, MoPEC 08	DIFC pour les rénovations d'envergure selon art. 1.24/1.25/1.26. MoPEC 08	DIFC dans les bâtiments existants selon module 2 MoPEC 08	Remarques
				par ex. intentions, divergences en réf. au MoPEC 08, par ex. autre nbre que dès 5 unités d'occupation
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
LU	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Nein	Mehr als 6 Nutzeinheiten (d.h. ab 7 Wohnungen)
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Umsetzung MuKEEn 2008 seit 01.06.11 (inkl. Modul 5 + Modul 8); Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Non	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Grundsätzlich besteht Pflicht erst ab einer Leistung der Wärmeerzeugung von 35 kW. Für bestehenden Bauten gilt Pflicht ebenfalls, div. Ausnahmeregelungen
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die Pflicht für VHKA in bestehenden Bauten mit mehr als 5 Wärmebezügern besteht seit 1985
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die MuKEEn 2008 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Bei Neubauten ab 7 Nutzeinheiten; bei wesentlichen Erneuerungen ab 9 Nutzeinheiten
GR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Pflicht zur VHKA in Neubauten für 10 oder mehr Nutzeinheiten
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die 5 Nutzeinheiten sind im EnergieG festgeschrieben
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Übernahme MuKEEn 2008 Regelungen auf 06.02.11 (ohne Modul 2)
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	La mise en œuvre du DIFC dans les bâtiments existants est applicable lors de modifications importantes du réseau de distribution de chaleur. Une dispense de DIFC n'est possible que pour des bâtiments MINERGIE-P ou équivalents
VS	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Dérogation DIFC si IDC (Indice de dépense de chaleur) <600 MJ/m ² .a (bât. avant 93) mesure annuelle des indices; dispense HPE, contrôle rigoureux du parc immobilier
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	La loi révisée reprend les dispositions du MoPEC 2014 (section J)
FL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	

10. Gesetzgebung: Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungsanlagen – Grossverbraucher
Législation: utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité –
Grands consommateurs

Kt.	Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungsanlagen gemäss Art. 1.27 MuKEN 08	Bewilligte Elektrizitäts-erzeugungsanlagen im Berichtsjahr	Anforderungen für Grossverbraucher gemäss Art. 1.28–1.30 MuKEN 08	Umsetzungsmassnahmen im Zusammenhang mit den Grossverbrauchern	Bemerkungen
		z.B. Standort und Leistung der Anlage in [MW]		z.B. Informations-veranstaltungen, Vollzugsmassnahmen, Zusammenarbeit mit der EnAW	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 08
Ct.	Utilisation des rejets thermiques des install. productrices d'électricité selon art. 1.27 MoPEC 08	Installations productrices d'électricité autorisées durant l'exercice sous revue	Exigences pour Grands consommateurs selon art. 1.28-1.30 MoPEC 08	Mesures de mise en œuvre concernant les Grands consommateurs	Remarques
		par ex. emplacement et puissance de l'installation en [MW]		par ex. rencontres d'information, mesures d'exécution, collaboration avec l'AEnEC	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kanton bewilligt nur Anlagen über 5 MW. Bei kleineren Leistungen sind die Gemeinden zuständig	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Zielvereinbarungen und Universalzielvereinbarungen werden seit 1998 erstellt. Alle Grossverbraucher ohne Zielvereinbarung wurden zur Energieanalyse aufgefordert, jetzt Umsetzungsphase	Die Richtzielvorgabe für Zielvereinbarungen wurde hinterfragt und überprüft. Synthesebericht verfügbar unter: «www.energie.zh.ch/gv». Die bisherige Vorgabe für die Effizienzsteigerung ist nach wie vor sinnvoll
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Unbekannt	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Informationsveranstaltungen in Zusammenarbeit mit EnAW/ACT durchgeführt	Wärmeerzeugungsanlagen ab 2 MW müssen als WKK gebaut werden
LU	Nein		Nein		
UR	Nein		Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ermittlung Grossverbraucher bezüglich Elektrizitätsverbrauch läuft	Informationsveranstaltungen zu KMU-Modell
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Umsetzung MuKEN 2008 seit 01.06.11 (inkl. Modul 5 + Modul 8); Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nur wenige Grossverbraucher in NW. Kontakt wird bilateral gesucht	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung	act und EnAW	
ZG	Nein	Keine	Nein	Umsetzung geplant via Universalzielvereinbarung (UZV)	Ablösung der «partnerschaftlichen Commitments» durch ein System, bei dem sämtliche Grossverbraucher des Kantons einbezogen werden; Ermittlung aller Grossverbraucher; Anpassung Energieverordnung zwecks Datenerhebung
FR	Oui, mais avec divergence dans le contenu		Oui, sans divergence dans le contenu		Mise en place de la mesure depuis le printemps 2014. Conventions avec Grands consommateurs dès 2015
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Umsetzung in Vorbereitung; Zusammenarbeit mit der EnAW/act	Umsetzung Grossverbraucheratikel ab 2016
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	2 Gas-BHKW neu: – Nr. 1: Leistung 4490 kW el., 4960 kW thermisch; – Nr. 2: Leistung 115 kW el., 253 kW thermisch	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Umsetzung mittels EnAW und kantonaler Energiezielvereinbarung geplant ab 2017	Art. 1.27–1.30 sind sinngemäss eingehalten, wenn auch nicht im Wortlaut
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nicht bekannt	Nein	Nein	Hierfür fehlt die gesetzliche Grundlage. Bei der Revision EnG 2012 besteht die Absicht, diese zu schaffen
SH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Keine bekannt	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Start Umsetzung Grossverbraucherartikel (Art. 42 k Baugesetz): Identifikation Grossverbraucher im Kanton, Informationsschreiben an Grossverbraucher	Informationsveranstaltung zusammen mit EnAW und act geplant

10. Gesetzgebung: Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungsanlagen – Grossverbraucher

Législation: utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité – Grands consommateurs

Kt.	Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungsanlagen gemäss Art. 1.27 MuKEEn 08	Bewilligte Elektrizitäts-erzeugungsanlagen im Berichtsjahr	Anforderungen für Grossverbraucher gemäss Art. 1.28–1.30 MuKEEn 08	Umsetzungsmassnahmen im Zusammenhang mit den Grossverbrauchern	Bemerkungen
		z.B. Standort und Leistung der Anlage in [MW]		z.B. Informations-veranstaltungen, Vollzugsmassnahmen, Zusammenarbeit mit der EnAW	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEEn 08
Ct.	Utilisation des rejets thermiques des install. productrices d'électricité selon art. 1.27 MoPEC 08	Installations productrices d'électricité autorisées durant l'exercice sous revue	Exigences pour Grands consommateurs selon art. 1.28-1.30 MoPEC 08	Mesures de mise en œuvre concernant les Grands consommateurs	Remarques
		par ex. emplacement et puissance de l'installation en [MW]		par ex. rencontres d'information, mesures d'exécution, collaboration avec l'AEnEC	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	Die MuKEEn 2008 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	St.Gallen: 40 kW (2x 20 kW) elektrische Leistung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Grossverbrauchermodell wird vollzogen; Universalzielvereinbarungen werden anerkannt	
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Alle GV sind informiert (ca. 190 Stk.), haben den Weg deklariert. Sämtliche EVAs verfügt, 95% der GV mit UVZ besitzen eine ZV mit BFE/BAFU	Das Projekt ist sehr erfolgreich und wurde mit dem Milestone und dem Watt d'Or 2015 ausgezeichnet
AG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Aufbau Datenbank Grossverbraucher, Informationsschreiben an Betroffene, Informationsveranstaltungen. Zusammenarbeit mit EnAW und energo	Keine konkrete zeitliche Festlegung bei Notstromanlagen. Bei Elektrizitätserzeugungsanlagen mit fossilen Brennstoffen ist eine weitgehende Abwärmenutzung erforderlich
TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung	263 Grossverbraucher: 126 erstellen UVZ, 104 erstellen EVA, Zusammenarbeit mit act, EnAW und KEEST. Restliche Entscheide noch ausstehend	
TI	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Eccezioni per impianti, dove il costo per l'allacciamento o il recupero di calore è sproporzionato	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Esistono incentivi per i grandi consumatori per analisi energetiche o misure di risparmio energetico	Il cantone può chiedere di designare un consulente energetico. Sono considerati dei grandi consumatori anche i soggetti che hanno più di 200 dipendenti e/o dispongono di una flotta con più di 20 veicoli
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Une seule autoriation pour un groupe chaleur-force a été délivrée en 2015	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Formation d'auditeurs et mise à disposition d'une méthodologie et d'outils d'analyse. Subventionnement des audits. Séances d'information	La loi cantonale révisée reprend l'essentiel des mesures «Grands consommateurs» du MoPEC. Entrée en vigueur en 2014. Les nouveaux sites de consommation sont également pris en considération. Des dispenses ne sont accordées que pour les articles 1.27 et 3.1
VS	Oui, mais avec divergence dans le contenu		Non		
NE	Oui, sans divergence dans le contenu		Oui, sans divergence dans le contenu	La mesure est pleinement exécutée. L'ensemble des Grands consommateurs est en cours d'analyse ou de convention	
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Obligation d'étude CCF pour production de chaleur de plus de 1 MW	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Audit obligatoire avec la nouvelle loi (dès 5 GWh th / an ou 0.5 GWh él / an)	Dans le cas d'une convention d'objectifs, il est permis de déroger à certaines prescriptions mais pas à toutes
JU	Non	L'application du MoPEC est prévue dans le cadre de la révision des bases légales	Non	Dans le cadre de l'élaboration de la conception cantonale de l'énergie et de la révision des bases légales, des rencontres ont eu et auront encore lieu avec les milieux économiques	L'application du MoPEC est prévue dans le cadre de la révision des bases légales
FL	Nein		Nein		

11. Gesetzgebung: Stromversorgung – Bezeichnung der Netzgebiete – Leistungsauftrag

Législation: approvisionnement en électricité – Désignation des zones de desserte – Mandat de prestation

Kt.	Rechtsgrundlage Anschlussgesetzgebung zum StromVG	Ist die Bezeichnung der Netzgebiete flächendeckend erfolgt (gem. Art. 5 Abs. 1 StromVG)?	Bestehen Leistungs- aufträge an die Netzbetreiber?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlussgarantie (gem. Art. 5 Abs. 2 StromVG)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss				z.B. Absichten, Abweichungen
Ct.	Base légale Législation connexe à la LApEI	Les zones de desserte ont-elles été désignées pour tout le territoire (selon art. 5, al. 1 LApEI)?	Des mandats de prestation sont-ils attribués aux gestionnaires de réseau?	Autorité décisionnelle lors de litiges sur la garantie de raccordement (selon art. 5, al. 2 LApEI)	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat				par ex. intentions, divergences
ZH	Kantonales EnerG (730.1) Art. 8a ff.	Ja	Nein	Verwaltungsgericht	Netzgebietszuteilung erfolgt mit Regierungsratsbeschluss Nr. 168/2013 vom 20.02.13
BE	Bestandteil des KEnG	Ja	Nein	Amt für Umweltkoordination und Energie, Rechtsweg -> BVE -> Regierungsrat	Gesetzliche Grundlage zur Erteilung von Leistungsaufträgen ist in KEnG vorhanden
LU		Ja	Nein	Bau- Umwelt und Wirtschaftsdepartement (BUWD)	
UR	Verordnung zum StromVG VSG vom 01.10.08, in Kraft 01.01.09	Ja	Nein	Regierungsrat	
SZ	Kantonale Verordnung zum StromVG (VzStromVG) vom 23.11.11	Ja	Nein	Regierungsrat	
OW	EWO-Gesetz vom 22.09.04 definiert grössten Teil	In Vorbereitung	Nein	Regierungsrat	
NW	Kantonales Stromversorgungsgesetz vom 27.03.13	Ja	Nein	Direktion	
GL	Einbau in Kant. Energiegesetz	Ja	Nein	Departement Bau und Umwelt	
ZG		Ja	Nein	Baudirektion; gemäss Verordnung zum Energiegesetz vom 12.07.05, § 7	
FR	LAEE du 11.09.03, RAEE du 25.11.14	Oui	Oui	Etat de Fribourg, Direction de l'économie et de l'emploi	
SO	Einführungsverordnung zum Bundesgesetz über die Stromversorgung 2010	Ja	Nein	Das Verfahren richtet sich nach dem Gesetz über den Rechtsschutz in Verwaltungssachen vom 15.11.70	
BS	IWB-Gesetz 772.300, Verordnungen 772.400/420/430 angepasst 2009	Ja	Ja	Verwaltungsgericht BS	Die IWB als Energieversorger des Kantons sind seit 2009 nicht mehr Teil der Verwaltung, sondern eine selbständige, öffentlichrechtliche Anstalt mit eigener juristischer Persönlichkeit (zu 100% im Besitz des Kantons BS)
BL	Revision EnG wurde Ende 2012 vom Landrat mit vier Fünftel Mehr beschlossen	Ja	Nein	Regierungsrat	
SH		Ja	Ja	Entscheidungsbehörde gemäss Verwaltungsrechtspflegegesetz ist der Regierungsrat	Revision Elektrizitätsgesetz sistiert, da im Moment kein Handlungsbedarf besteht
AR	Vorl. VO über Einführung des Bundesgesetzes über die Stromversorgung	Ja	Nein	Dep. Bau und Umwelt	
AI	Bestehende Rechtsgrundlage im Energiegesetz	Ja	Nein	Die Standeskommission des Kantons Appenzell I.Rh.	
SG	EG zur eidg. Stromversorgungsgesetzgebung (2010), seit 01.01.11	Ja	Nein	Baudepartement	Das Erteilen von Leistungsaufträgen wurde geprüft, aber auf Grund dürftiger rechtlicher Grundlage verworfen

11. Gesetzgebung: Stromversorgung – Bezeichnung der Netzgebiete – Leistungsauftrag

Législation: approvisionnement en électricité – Désignation des zones de desserte – Mandat de prestation

Kt.	Rechtsgrundlage Anschlussgesetzgebung zum StromVG	Ist die Bezeichnung der Netzgebiete flächendeckend erfolgt (gem. Art. 5 Abs. 1 StromVG)?	Bestehen Leistungs- aufträge an die Netzbetreiber?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlussgarantie (gem. Art. 5 Abs. 2 StromVG)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss				z.B. Absichten, Abweichungen
Ct.	Base légale Législation connexe à la LApEl	Les zones de desserte ont-elles été désignées pour tout le territoire (selon art. 5, al. 1 LApEl)	Des mandats de prestation sont-ils attribués aux gestionnaires de réseau?	Autorité décisionnelle lors de litiges sur la garantie de raccordement (selon art. 5, al. 2 LApEl)	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat				par ex. intentions, divergences
GR	Stromversorgungsgesetz, StromVG GR, in Kraft 01.09.09	Ja	Nein	EICOM	
AG	Energiegesetz, Energieverordnung	Ja	Nein	Das zuständige Departement kann Anpassungen der Netzgebiete beschliessen und Ausnahmen regeln. Seine Entscheide sind an das Verwaltungsgericht weiterziehbar	– Zuweisung Netzgebiete auf Netzebene 7 flächendeckend erfolgt; – Netzebene 5 und 3 folgen sofern Endverbraucher oder Elektrizitäts- erzeuger angeschlossen sind
TG	Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die StromV (2010)	Ja	Nein	Departement DIV	
TI	LA-LAEI del 30.11.09 RLA-LAEI del 23.11.10	Oui	Non	Art. 8 LA-LAEI: Le controversie in materia di allacciamento sono deferite al Consiglio di Stato, per quanto non rientrino nelle competenze della Commissione dell'energia elettrica (EICOM)	
VD	Loi vaudoise sur le secteur électrique (LSecEl), en vigueur dès 01.10.09	Oui	En préparation	Commission cantonale de surveillance sur le secteur électrique, COSSEL	
VS	Loi cant. sur l'appr. en élec. (LcApEl), 17.12.14, en vigueur 01.06.15	En préparation	En préparation	Conseil d'Etat	La désignation des zones de dessertes est en cours. Selon l'art. 6 al. 4 de la LcApEl, l'attribution d'une zone de desserte par le Conseil d'Etat peut être assortie d'un mandat de prestations au gestionnaire de réseau
NE	Loi approvisionnement en énergie électrique (LAEE), du 01.09.04	Oui	En préparation	Service cantonal de l'énergie et de l'environnement	Suite au rejet par le peuple neuchâtelois en juin 2012 d'une 1 ^{re} version, un nouveau projet de loi sur l'approvisionnement en électricité (LAEI) sera élaboré courant 2015 et proposé en 2016
GE	L 2.35 Loi modifiant la loi sur l'organisation des Services industriels de Genève (LSIG) du 10.10.08, entrée en vigueur 01.01.09. Projet de modification examinée au Parlement, avec convention d'objectifs énergétiques pour SIG	Oui	Oui		
JU	Loi cantonale d'application de la LApEl est en cours d'élaboration	En préparation	En préparation	A priori, le Département de l'environnement	
FL	Elektrizitätsmarktgesezt vom 20.06.02	Ja	Ja		Umsetzung des 3. Liberalisierungspaketes der EU ist in Arbeit und wird voraussichtlich bis Ende 2017 abgeschlossen sein

12. Gesetzgebung: Stromversorgung – Anschlusspflichten

Législation: approvisionnement électrique – Obligation de raccordement

Kt.	Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb ihres Netzgebietes an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 3 StromVG)?	Anschlusspflicht ausserhalb der Bauzonen: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb der Bauzone an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 4 StromVG)?	Netznutzungs-entgelt: Bestehen Rechts-grundlagen für den Erlass von Massnahmen gem. Art. 14 Abs. 4 Satz 1 StromVG?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes resp. der Bauzone	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen
Ct.	Obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux en dehors de leur zone de desserte (selon art. 5, al. 3 LApEl)?	Obligation de raccordement hors des zones à bâtrir: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux hors de la zone à bâtrir (selon art. 5, al. 4 LApEl)?	Rémunération pour l'utilisation du réseau: existe-t-il des bases légales pour édicter des mesures selon l'art. 14, al. 4, phrase 1 LApEl?	Autorité décisionnelle lors de litiges sur l'obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte, respectivement hors de la zone à bâtrir	Remarques
					par ex. intentions, divergences
ZH	Ja	Ja	Ja	Verwaltungsgericht	
BE	Ja	Ja	Ja	Amt für Umweltkoordination und Energie, Rechtsweg -> BVE -> Regierungsrat	
LU	Ja	Ja	Nein	Bau- Umwelt und Wirtschaftsdepartement (BUWD)	
UR	Ja	Ja	Ja	Gemäss den Bestimmungen der Verordnung über die Verwaltungsrechtspflege	
SZ	Ja	Ja	Ja	Regierungsrat	
OW	Nein	Nein	Nein	Regierungsrat	
NW	Ja	Ja	Ja	Direktion	
GL	Ja	Ja	Ja	Regierungsrat	
ZG	Nein	Nein	Nein	Baudirektion; gemäss Verordnung zum Energiegesetz vom 12.07.05, Art. 7	
FR	Oui	Oui	Oui	Etat de Fribourg, Direction de l'économie et de l'emploi	
SO	Ja	Ja	Nein	Das Verfahren richtet sich nach dem Gesetz über den Rechtsschutz in Verwaltungssachen vom 15.11.70	
BS	Ja	Ja	Ja	Regierungsrat	Das gesamte Kantonsgebiet wird vom Betreiber abgedeckt
BL	Ja	Ja	Ja	Regierungsrat	
SH	In Vorbereitung	In Vorbereitung	In Vorbereitung	Entscheidungsbehörde gemäss Verwaltungsrechtspflegegesetz ist der Regierungsrat	Revision Elektrizitätsgesetz sistiert, da im Moment kein Handlungsbedarf besteht
AR	Ja	Ja	Ja	Dep. Bau und Umwelt	
AI	Nein	Ja	Nein	Die Standeskommission des Kantons Appenzell I.Rh.	
SG	Nein	Nein	Nein	Baudepartement	
GR	Ja	Ja	Ja	Kanton entscheidet in Fällen, die nicht in die Zuständigkeit der ElCom fallen	
AG	Ja	Ja	Ja	Das zuständige Departement kann Anpassungen der Netzgebiete beschliessen und Ausnahmen regeln. Seine Entscheide sind an das Verwaltungsgericht weiterziehbar	

12. Gesetzgebung: Stromversorgung – Anschlusspflichten

Législation: approvisionnement électrique – Obligation de raccordement

Kt.	Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb ihres Netzgebietes an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 3 StromVG)?	Anschlusspflicht ausserhalb der Bauzonen: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb der Bauzone an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 4 StromVG)?	Netznutzungs-entgelt: Bestehen Rechtsgrund-lagen für den Erlass von Massnahmen gem. Art. 14 Abs. 4 Satz 1 StromVG?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes resp. der Bauzone	Bemerkungen
Ct.	Obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux en dehors de leur zone de desserte (selon art. 5, al. 3 LApEI)?	Obligation de raccordement hors des zones à bâti: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux hors de la zone à bâti (selon art. 5, al. 4 LApEI)?	Rémunération pour l'utilisation du réseau: existe-t-il des bases légales pour édicter des mesures selon l'art. 14, al. 4, phrase 1 LApEI?	Autorité décisionnelle lors de litiges sur l'obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte, respectivement hors de la zone à bâti	Remarques z.B. Absichten, Abweichungen
TG	Ja	Ja	Ja	Bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit der Anschlusspflicht entscheidet das Departement	par ex. intentions, divergences
TI	Oui	Oui	Oui	Art. 8 LA-LAEI: Le controversie in materia di allacciamento sono deferite al Consiglio di Stato, per quanto non rientrino nelle competenze della Commissione dell'energia elettrica (ElCom)	Fuori da zone edificabili, i consumatori per cui non è previsto l'allacciamento secondo il diritto federale, devono essere allacciati se per ragioni tecniche non può esser preteso un auto-approvvigionamento e se l'allacciamento è tecnicamente possibile e economicamente sopportabile
VD	Oui	En préparation	Oui	Département en charge de l'énergie et commission cantonale (COSSEL)	Un règlement sur «les zones de desserte et les concessions» est en préparation
VS	Oui	Oui	Oui	Conseil d'Etat	
NE	Oui	Oui	Non	Service cantonal de l'énergie et de l'environnement	La nouvelle loi sur l'approvisionnement en électricité (LAEI) remplaçant la LAEE a été rejetée par le peuple neuchâtelois le 17.06.12 suite à un référendum
GE	Non	Oui	Oui		Une seule zone de desserte
JU	En préparation	En préparation	En préparation	A priori, le Département de l'environnement	
FL	Nein	Nein	Nein	Kommission für Energiemarktaufsicht	

13. Gesetzgebung: Wasserkraft – Nutzung

Législation: exploitation de la force hydraulique

Kt.	Rechtsgrundlage zur Wasserkraft-Nutzung	Vollzugsbehörde Energieversorgung (Wasserkraft-Konzessionen)	Massnahmen zur Förderung der Wasserkraft	Erstellte Neukonzessionierungen im Berichtsjahr (Anlagen > 10 MW)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Wasserkraftstrategie, Informationsveranstaltungen	z.B. Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	Base légale concernant l'exploitation de la force hydraulique	Autorité d'exécution pour approvis. énerg. (concessions pour l'utilisation des forces hydrauliques)	Mesures de promotion de la force hydraulique	Octrois de nouvelles concessions durant l'exercice sous revue (installations > 10 MW)	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. stratégie sur l'utilisation de la force hydraulique, rencontres d'information	par ex. centrale hydroélectrique xy: 50 MW	par ex. intentions
ZH	Wasserwirtschaftsgesetz (WWG) 91, in Kraft 01.01.93 (in Revision)	Baudirektion (delegiert an AWEL), wenn Bruttoleistung > 300 kW Regierungsrat	Positivplanung Kleinwasserkraftwerke vom 05.07.13 im Internet unter www.awel.ch -> Wasser und Gewässer; trotzdem Einzelfallbetrachtung für Konzession nötig; im Kt Zürich kein erhebliches Volumen	Keine	
BE	Wassernutzungsgesetz (WNG) vom 23.11.97	Amt für Wasser und Abfall AWA, Abt. Wassernutzung	NE-Beurteilungsraster zu Wasserkraft entwickelt. Steht seit Januar 2010 online zur Verfügung. Kantonale Wasserstrategie – mit Teilstrategie Wassernutzung vom 15.01.10	Keine > 10 MW; insgesamt neun Anlagen mit 5,11 MW; grössere: Schattenhalb mit 2,3 MW; Färmelbach mit 2,1 MW	
LU	Wassernutzungs- und Wasserversorgungsgesetz, WNVG, vom 20.01.03; Wassernutzungs- und Wasserversorgungsverordnung, WNVV, vom 10.06.03	Regierungsrat; Dienststelle Verkehr- und Infrastruktur (vif), instruierende Behörde	Planungsbericht über die Wasserkraftnutzung im Kanton Luzern, vom 26.10.10		
UR	Gewässernutzungsgesetz GNG; Gewässernutzungsverordnung GNV	Landrat; Regierungsrat < 1 MW	Gesamtenergiestrategie Uri; Eignerstrategie Wasserkraft Uri		Gegen die Gewässernutzungsverordnung GNV, welche Ende 14 revidiert wurde, ist am 24.02.15 das Referendum ergriffen worden. Volksabstimmung zur Revision am 14.06.2015, Volk hat der Änderung mit 67% zugestimmt. Dagegen wurde beim BG Beschwerde eingereicht (hängig)
SZ	Wasserrechtsgesetz vom 11.09.73 (WRG, SRSZ 451.100)	Bezirke	Gespräche mit Elektrizitätswerken, Begleitung von Neukonzessionierungen		Revision Wasserrechtsgesetz bis Ende 2016
OW	Gesetz über den Wasserbau und die Wassernutzung (Wasserbaugesetz) vom 31.05.01	Abteilung Hochbau und Energie		Keine	
NW	Wasserrechtsgesetz vom 30.04.71; Wasserrightsverordnung vom 06.07.81	Regierungsrat	Zusammenarbeit mit dem kantonalen Elektrizitätswerk (EWN)	Keine	Revision Wasserrechtsgesetz ist in Bearbeitung
GL	EG ZGB Art. 160 ff.	Landrat	Keine		
ZG	Gesetz über die Gewässer vom 25.11.99 (BGS 731.1)	Regierungsrat			
FR	Loi sur les eaux	Service des ponts et chaussées, Section lacs et cours d'eau	Rapport sur l'«Evaluation et gestion de la force hydraulique du canton de Fribourg»		

13. Gesetzgebung: Wasserkraft – Nutzung

Législation: exploitation de la force hydraulique

Kt.	Rechtsgrundlage zur Wasserkraft-Nutzung	Vollzugsbehörde Energieversorgung (Wasserkraft-Konzessionen)	Massnahmen zur Förderung der Wasserkraft	Erstellte Neukonzessionierung en im Berichtsjahr (Anlagen > 10 MW)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Wasserkraftstrategie, Informationsveranstaltungen	z.B. Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	Base légale concernant l'exploitation de la force hydraulique	Autorité d'exécution pour approvis. énerg. (concessions pour l'utilisation des forces hydrauliques)	Mesures de promotion de la force hydraulique	Octrois de nouvelles concessions durant l'exercice sous revue (installations > 10 MW)	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. stratégie sur l'utilisation de la force hydraulique, rencontres d'information	par ex. centrale hydroélectrique xy: 50 MW	
SO	Gesetz über Wasser, Boden und Abfall, 04.03.09, GWBA; in Kraft 01.01.10	Bau- und Justizdepartement des Kantons Solothurn	Neues Kraftwerk Dünnern Olten, Feinanalyse Nutzung Überschusswasser Guldental	Keine	KW Aarau (IBAarau): Konzessionserneuerung ab 01.01.15
BS	Wird direkt in den Konzessionsverträgen geregelt	Wird direkt in den Konzessionsverträgen geregelt	Keine (nötig), da Stromversorgung bereits mit 84% Wasserkraft erfolgt	Keine	Die Stromversorgung des Kantonsgebiets durch den Energiedienstleister ist zu 100% erneuerbar. Die Strommarktliberalisierung hat allerdings dazu geführt, dass sich mittlerweile diverse grössere Betriebe mit Strom ohne Herkunftsachweis versorgen
BL		Amt für Umweltschutz und Energie	Abschätzungsstudie	Keine	Für ein Kleinwasserkraftwerk läuft das Baugesuchs- und Konzessionsverfahren; ein weiteres ist in Diskussion
SH	Elektrizitätsgesetz vom 24.01.00 (Stand 01.01); Wasserrights-gesetz vom 18.05.98 (Stand 01.14); VO zum Wasserwirtschaftsgesetz vom 22.12.98 (Stand 01.14)	Regierungsrat. Wichtige Konzessionen: Kantonsrat	Erhebung Wasserkraftpotential im Kanton SH (Kleinwasserkraftwerke und Kapazitätssteigerung bestehende Kraftwerke). Abschluss Studie und Strategie 2013 abgeschlossen	Keine	Aufhebung von Artikel 19 des kant. WWG vom Volk am 18.5.2014 abgelehnt. Damit ist jeglicher Ausbau der Wasserkraft am Rhein, insbesondere der Höherstau auf dem Gebiet des Kantons Schaffhausen, ausgeschlossen
AR	Gesetz über den Wasserbau und die Gewässernutzung (bGS 741.1)	Departement Bau und Umwelt			
AI	Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch 1911, EG ZGB, in Kraft 30.04.11	Die Standeskommision des Kantons Appenzell I.Rh.	Nein	Nein	
SG	Gesetz über die Gewässernutzung 1960, GNG, Vollzug seit 01.01.61 mit zugehöriger Verordnung	Amt für Umwelt und Energie, Sektion Wasserkraft	Zielführende Beratung ab Projektsskizze bis und mit Umsetzung (inkl. Berücksichtigung der Umwelt- und Ersatzmassnahmen)	Keine Neukonzessionierung mit Leistung > 10 MW	Diverse Sanierungen betr. Wiederherstellung der Fischwanderung, Schwall-Sunk-Rate und Geschiebehaushalt in den nächsten rund 20 Jahren anstehend
GR	Wasserrechtsgesetz, BWRG 95, in Kraft 01.07.95; Verordnung zum Wasserrechtsgesetz, BWRV 94, in Kraft 01.07.95	– Gemeinde = Konzessionsgeberin – Regierung = Genehmigungsbehörde	Website, Energieapéros, Information und Beratung, Aktualisierung, Wasserkraftstrategie	Keine	Erhöhung der Stromproduktion aus Grosswasserkraft (> 10MW) um 10% bis ins Jahr 2035

13. Gesetzgebung: Wasserkraft – Nutzung

Législation: exploitation de la force hydraulique

Kt.	Rechtsgrundlage zur Wasserkraft-Nutzung	Vollzugsbehörde Energieversorgung (Wasserkraft-Konzessionen)	Massnahmen zur Förderung der Wasserkraft	Erstellte Neukonzessionierung en im Berichtsjahr (Anlagen > 10 MW)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Wasserkraftstrategie, Informationsveranstaltungen	z.B. Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	Base légale concernant l'exploitation de la force hydraulique	Autorité d'exécution pour approvis. énerg. (concessions pour l'utilisation des forces hydrauliques)	Mesures de promotion de la force hydraulique	Octrois de nouvelles concessions durant l'exercice sous revue (installations > 10 MW)	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. stratégie sur l'utilisation de la force hydraulique, rencontres d'information	par ex. centrale hydroélectrique xy: 50 MW	par ex. intentions
AG	Wasserrechtsgesetz Bund WRG / Wassernutzungsgesetz WnG Kt. Aargau vom 11.03.08 (Stand 01.01.13)	Regierungsrat über 10 MW	Strategie gemäss EnergieAARGAU		
TG	Wassernutzungsgesetz (WNG), RB 721.80, vom 25.08.99, in Kraft 01.01.00	Vollzugsbehörde ist die kantonale Fachstelle für Wassernutzung, d.h. Abteilung Wasserbau und Hydrometrie, Amt für Umwelt	Keine	Keine	Keine
TI	Legge utilizzazione delle acque 07.10.02; regolamento utilizzazione delle acque 29.04.03	Gran Consiglio o Consiglio di Stato a seconda della potenza lorda media	Cfr. Obiettivo 27 nuovo PD e schede V3 e P6 e Linee direttive 2012-2015, Scheda N. 26 Energia		
VD	LFH 1916, Leaux 1991, LFSP 1991, LPDP 1957 et RLPDP 1958, LLC 1944, Lpêche 1978	Direction générale de l'environnement DGE	Cadastre du potentiel hydraulique du canton réalisé. Soutien aux études sommaires et d'avant-projet. Soutien aux projets d'amélioration des installations existantes		Poursuivre le développement de la force hydraulique dans le canton, également au niveau de la petite hydraulique et des eaux de réseaux. Plusieurs projets en cours pour une puissance de plusieurs dizaines de MW
VS	Loi sur l'util. FH du 28.03.90, Règlement exécution loi sur l'util. FH du 04.07.90, Décret approbation disp. comm. util. FH eaux publiques du 13.09.12, Règl. sur l'assurance RC du 04.07.90	Collectivités concédantes (communes pour les rivières latérales ou canton pour le Rhône)	Analyse d'opportunité «GigaNat» proposée aux communes		Le décret du 13.09.12, d'une validité de 3 ans, a été prolongé jusqu'au 27.09.17 Un projet de modification de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques et de la loi sur les Forces Motrices Valaisannes est actuellement débattu au Grand Conseil
NE	Loi cantonale sur les eaux (LEaux) du 24.03.53, état au 01.08.13	Département du développement territorial et de l'environnement	Evaluation du potentiel hydro-électrique cantonal, 1 ^{re} partie réalisée en 2009 et 2 ^e partie en 2012	Non	
GE	Loi cantonale sur les eaux (L 2 05), LEaux-GE, du 05.07.61; Règlement sur utilisation des eaux superficielles et souterraines du 05.03.03 (L2 05.04)	Dépend de la puissance accordée (cf. art. 6 du règlement L2 05.04), soit le Département du territoire, le Conseil d'Etat ou le Grand Conseil			Rénovation de la centrale de Chancy-Pougny (+3%), Etude de faisabilité d'un barrage à Conflan
JU	Loi sur l'utilisation des eaux 26.10.78 (RSJU 752,41)	Gouvernement	L'élaboration d'une stratégie cantonale en matière de force hydraulique est en cours d'élaboration. Elle devrait être présentée en fin d'année 2015	Pas de projets de cette importance réalisables dans le canton du Jura	Le potentiel hydro-électrique jurassien est faible. Quelques projets sont toutefois en cours. La conception cantonale de l'énergie fixe les objectifs en la matière
FL					

14. Förderung: Förderprogramm, Budget

Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKEN 08	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2015 ausbezahlt und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
		(inkl. Globalbeiträge des Bundes)	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 08 oder HFM
Ct.	Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08	Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2015 et annoncé à la Confédération	Encouragement de mesures directes	Encouragement de mesures indirectes	Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons	Remarques
		(y c. contribution globale de la Confédération)	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	8'935'358	MINERGIE-Bonus, Gebäudesanierungen, Ersatzneubauten in MINERGIE-P, Sonnenkollektoren, Abwärmenutzung, Holzfeuerungen, Ersatz Elektroheizung, VHKA in best. Bauten	Energieberatung, Informationsveranstaltungen, MINERGIE-Marketing etc.	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	20'291'057	Plusenergiegeb., MINERGIE-P-Bauten, Solarkollektoren, Wärmeerzeugung mit Holz, Wärmenetze EE-Wärme, Ersatz Elektroheizungen, MINERGIE-Sanierungen nicht-Wohnbauten, GEAK-Aufstiege für Wohnbauten	Energieberatung, Information an Messen/Energie-Apérés, Aus-/Weiterbildung, Energiestadt / BEakom, kommunale Energierichtpläne, GEAK-Plus, Grobanalysen für nicht GEAK-Gebäude, Machbarkeitsstudien	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
LU	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	3'069'343	Bonus für MINERGIE- und MINERGIE-P-Sanierungen Gebäudeprogramm, Bonus bei MINERGIE-P-(A) Ersatzbauten, Sonnenkollektoren (thermisch), Holzfeuerungen inkl. Ersatz, Anschluss Fernwärme	Machbarkeitsstudien, Infoveranstaltungen, Energieberatung, Energiestadt, Schulungen, Kommunikation, Messen, Ausstellungen	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Auf das Jahr 2014 wurden die inhaltlichen Abweichungen deutlich reduziert. Förderprogramm entspricht (fast) dem HFM
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	715'346	MINERGIE, MINERGIE-A und MINERGIE-P Neu- und Umbau, Ersatzheizung durch Holz und Wärmepumpen, Ersatz Elektroheizungen und Sonnenkollektoren, Anbindung WW, PV-Anlagen, GEAK inkl. Beratung	Veranstaltungen, Messen, Aus- und Weiterbildung, Energieberatung, Machbarkeitsstudien	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	92'570	Verpflichtungskredit für Förderprogramm ausgeschöpft	Energieberatung (mit GEAK), Informationsveranstaltungen, Energie Apéro Schwyz	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	

14. Förderung: Förderprogramm, Budget

Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKEN 08	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2015 ausbezahlt und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
	(inkl. Globalbeiträge des Bundes)	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen		z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 08 oder HFM
Ct.	Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08	Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2015 et annoncé à la Confédération	Encouragement de mesures directes	Encouragement de mesures indirectes	Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons	Remarques
		(y c. contribution globale de la Confédération)	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	471'725	Gebäudesanierung, Neubauten MINERGIE und MINERGIE-P-A, Wärme-pumpen, Elektroheizungs-ersatz, Holzfeuerungen, WW-Boiler an Heizung, Sonnenkollektoren	Energieberatung evaluiert, Betriebsoptimierung gefördert, Infoveranstaltungen, Medienmitteilungen, Inserate in Amtsblättern, Informationsschreiben, Medienanlässe etc.	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Umsetzung MuKEN 08 seit 01.06.2011 (inkl. Modul 5 + Modul 8); Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	206'978	Gebäudesanierung, MINERGIE-A-P-Neubauten, Sonnenkollektoren, Ersatz Elektroheizungen, Ersatz Ölheizungen, Anschluss an Wärmenetze (Holz)	Machbarkeitsstudien, Energieberatungen, Infoveranstaltungen, Energiestadtprozesse	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	850'463			Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	633'181	Aussenhüllen und steuerungstechnische Einrichtungen in Gebäuden inkl. Sonnenkollektor-anlagen, kontrollierte Lüftung und Wärmepumpen. Elektrotechnische Einrichtungen in Betriebsstätten	Medienarbeit, Messe, allgemeine Veranstaltungen, Schulungen, Energieberatung für Gebäudeeigentümer	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Förderprogramm wurde Anfang 2010 gestartet
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	3'812'664	Rénovation des bâtiments (complément au PNAB), solaire thermique, chauffage au bois, MINERGIE-P-A, pompe à chaleur, CCF, valorisation des rejets de chaleur, remplacement chauffe-eau électriques	Etude de faisabilité pour les communes, séances d'information, campagne de sensibilisation dans le domaine de l'électricité, programme de formation continue	Oui, mais avec divergence dans le contenu	

14. Förderung: Förderprogramm, Budget

Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKEN 08	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2015 ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
		(inkl. Globalbeiträge des Bundes)	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 08 oder HFM
Ct.	Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08	Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2015 et annoncé à la Confédération	Encouragement de mesures directes	Encouragement de mesures indirectes	Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons	Remarques
		(y c. contribution globale de la Confédération)	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	1'510'352	Gebäudesanierungen (Bonus): MINERGIE/MINERGIE-P-Sanierungen, Neubau: MINERGIE-P-ECO; Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen, S/W-Wärmepumpen, Spezialprojekte, Demo-Anlagen, Photovoltaik	Informationsveranstaltungen, Beratung, Aus- und Weiterbildung, Energieberatung, Unterstützung Aktivitäten Gewerbe (KMU-Programm), Teilnahme an Messen; Energie-Apéro, Machbarkeitsstudien	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	10'393'404	Gebäudesanierungen (ganz/teilweise), Neubauten MINERGIE-P, Solarthermische und PV-Anlagen, Holzfeuerungen, Wärmepumpen (ohne Luftwasser), GEAK-Plus	Studien, Energieanalysen, Veranstaltungen, Energieberatung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Absicht, mit neuem Energiegesetz die Förderung gemäss HFM «umzubauen»
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	4'801'989	Bonus Gesamtsanierung; MINERGIE-P-Neubauten und -Sanierungen; Sonnenkollektoren; Holzheizungen; Ersatz Elektroheizung; Erdwärmesonden bei Ersatz Öl- oder Gasheizung; Netze Holzenergie/Abw. Etc.	Analysen, Coach, Studien, Veranstaltungen, Beratungen	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nicht alle Fördergegenstände des HFM werden zurzeit umgesetzt
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	976'766	Gebäudehüllensanierung (Das Gebäudeprogramm), Umwälzpumpen (ProKilowatt)		Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Mit dem Nein des Stimmvolks vom 08.03.15 zur Revision des Baugesetzes fehlen die finanziellen Mittel für ein kant. Förderprogramm Minimales Förderbudget 2016 von CHF 200'000.– für die Umsetzung des Grossverbraucherartikels

14. Förderung: Förderprogramm, Budget

Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKEN 08	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2015 ausbezahlt und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
	(inkl. Globalbeiträge des Bundes)	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 08 oder HFM	
Ct.	Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08	Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2015 et annoncé à la Confédération	Encouragement de mesures directes	Encouragement de mesures indirectes	Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons	Remarques
	(y c. contribution globale de la Confédération)	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa	
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	529'287	Förderprogramm	Ja, je nach Aktualität	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Revidiertes Förderprogramm, gültig ab 01.08.13
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	178'003	Kant. Förderprogramm: Bonus zu «Das Gebäudeprogramm» für MINERGIE-Sanierungen, Holzfeuerungen, Thermische Solaranlagen, MINERGIE-Neubauten, Spezielle Anlagen	Keine	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	4'776'854	Sonnenkollektoren, Wärmenetze (ohne Wärmeerzeugung), Biogasanlagen (Spezialfälle), Holzfeuerungen (mehr als 70 kW Feuerungswärmeleistung), Ersatz von Beleuchtungsanlagen, Elektroboilern und -heizungen	Informationsveranstaltungen, Weiterbildung/Kurse, Machbarkeitsstudien, Kampagnen/Aktionen, Vorgehensberatung (GEAK-Plus), Schaffung von Netzwerken	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ergänzung des Förderungsprogramms Energie mit drei neuen Massnahmen ab 15.03.16 (Beiträge an: Gebäudemodernisierungskonzepte, Ersatz von fossilen Feuerungen durch Wärmepumpen, Energienetze)
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	3'528'295	Neubauten mit Vorbildcharakter, Gesamtsanierungsbonus, Holzfeuerungen, Wärmepumpen, Solaranlagen, Wärmeverbünde, Umrüstung elektrischer Heizanlagen, Nutzungsgradverbesserung gewerblicher Prozesse	Veranstaltungen z.B. Energie-Apéro, Kurse, Energieberatung, GEAK-Plus, P&D-Anlagen, Studien	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ausbezahlte kantonale Fördermittel rund 5,1 Mio. CHF, davon lediglich 3,5 Mio. CHF globalbeitragsberechtigt

14. Förderung: Förderprogramm, Budget

Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKEN 08	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2015 ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
		(inkl. Globalbeiträge des Bundes)	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsberechnung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 08 oder HFM
Ct.	Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08	Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2015 et annoncé à la Confédération	Encouragement de mesures directes	Encouragement de mesures indirectes	Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons	Remarques
		(y c. contribution globale de la Confédération)	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
AG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	3'254'264	MINERGIE-P-Neub. und Mod., MINERGIE-A-Neub., MINERGIE-Mod., Holzheizungen, Sonnenkollektoren, Elektromotorwärmepumpen, Wasserverteilsysteme, Haustech, GEAK-Sanierung	Energieberatung, GEAK-Plus, Messen/Ausstellungen, Tage offene Tür, Infoveranstaltungen, Kurse, Prozesse Energiestadt, Machbarkeitsstudien. Durchführung eines Heizungschecks für Wohnbauten	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Verstärkung der Energieberatung. Verschiedenartige Förderung von Massnahmen, die nicht anrechenbar sind
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	7'900'132	Gebäudesanierung, MINERGIE-Sanierung, MINERGIE-A-P, Solarthermie, Photovoltaik, Holzenergie, Wärmenetze, Wärmepumpen, Effizienzmaßnahmen (Komfortlüftung etc.), Abwärmenutzung, Sonstige (WKK etc.)	GEAK mit Beratungsbericht, Machbarkeitsstudien, Energieanalysen, Objektberatung, Energiestadt-Label	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Abweichungen: a) Förderung von WKK fossil b) bei grossen Holzfeuerungen kein QM-Holz c) Bonus Holzverstromung bei grossen Holzfeuerungen d) Zusatzförderung landw. Biogasanlagen
TI	Oui, mais avec divergence dans le contenu	8'236'557	MINERGIE-P-ECO-A per nuovi edifici, risanamenti globali e/o MINERGIE, teleriscaldamento, biogas, riscaldamento a legna, solare termico, sost. riscaldam. fossili e elettrici	Supporto finanziario a studi di fattibilità (es. teleriscaldamento), studi sulla mobilità, analisi energetiche per PMI e grandi consumi., elaboraz. Strumenti pol. en. comunale, workshop, ecc.	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Differenze di dettaglio
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	4'579'525	Solaire thermique, solaire PV (pont-RPC), bois, MINERGIE, assainissement de chauffages électriques directs, bonus isolation, autres projets de cas en cas	Informations, manifestations, formation, conseil, études de faisabilité, projets de recherche appliquée, audits énergétiques	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Une taxe sur l'électricité alimente un fonds destiné à la promotion des mesures prévues dans la LVLEne. Dans le cadre d'une opération spéciale, le canton finance des bonus pour le «Programme Bâtiments»

14. Förderung: Förderprogramm, Budget

Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKEn 08	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2015 ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
	(inkl. Globalbeiträge des Bundes)	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen		z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	Z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08 oder HFM
Ct.	Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08	Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2015 et annoncé à la Confédération	Encouragement de mesures directes	Encouragement de mesures indirectes	Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons	Remarques
	(y c. contribution globale de la Confédération)	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa	
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	5'471'772	MINERGIE-P-A, solaire thermique, bois-énergie, CAD par én. renouvelables/ rejets, infrastructure CAD, remplacement des chauffages électriques ou fossiles, assainissement processus industriels	Information et conseil, formation et perfectionnement, études	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
NE	Oui, sans divergence dans contenu	744'303	Oui	Oui	Oui, sans divergence dans le contenu	
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	6'025'892	MINERGIE rénovation; MINERGIE-P; solaire, bois (avec limitations), géothermie, récupération de chaleur, réseaux et diverses mesures d'efficacité énerg.	Programme de subventions «Chèque bâtiment énergie 2015», Conseils, audits énergie, rencontres	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Encouragement accentué de la géothermie
JU	Oui, sans divergence dans le contenu	1'277'358	MINERGIE-P (nouveaux bâtiments et rénovation) et MINERGIE (rénovation), solaire thermique, chauffage à bois, remplacement chauffages électriques, remplacement de chauffage à énergie fossile	Informations/conseils par le Centre cantonal d'information sur les économies d'énergie; organisation séances/cours; participation à des manifestations; soutien d'études de faisabilité	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
FL	Nein		Gebäudesanierung, MINERGIE-Gebäude, Haustechnikanlagen, thermische Sonnenkollektoren, KWK-Anlagen, Photovoltaik-Anlagen, Demonstrationsanlagen, andere Anlagen und Massnahmen	Gemeinden verdoppeln meist die Förderbeträge des Landes bis zu den festgelegten Höchstgrenzen. Zusätzlich besteht ein Fonds für die Einspeisevergütung von Photovoltaik und KWK-Anlagen	Nein	
Total CH ohne FL		103'263'438				

15. Förderung: Ausserhalb Förderprogramm

Promotion: en dehors du programme d'encouragement

Kt.	Steuererleichterungen für energetische Massnahmen	Ausnutzungsbonus von verbesserten Bauweisen	Förderung Pilot- und Demonstrationsanlagen	Förderung Forschung und Entwicklung	Bemerkungen, weitere Förderinstrumente
			z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Lenkungsabgabe, Unterstützung Technologietransfer
Ct.	Allégements fiscaux pour mesures énergétiques	Bonus d'utilisation du sol pour modes de construction améliorés	Encouragement d'installations pilotes et de démonstration	Encouragement de projets de recherche et de développement technologique	Remarques, autres outils promotionnels
			par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisées	par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisées	par ex. taxe d'incitation, soutien, transfert technologique
ZH	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt	Beiträge möglich		
BE	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt		Keine	
LU	Nein	Kantonale Hoheit; umgesetzt	Investitionen und Machbarkeitsanalysen	Hochschule Luzern (HSLU)	InnovationsTransferZentrum (ITZ), Hochschule Luzern (HSLU) Abteilung Technik und Architektur in Horw
UR	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			Beiträge an diverse Kurse für Urner Teilnehmer
SZ	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			
OW	Ja	Kommunale Hoheit; umgesetzt			
NW	Ja	Kantonale Hoheit; umgesetzt	Keine	Keine	Keine
GL	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			
ZG	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt	Smart-Metering in Überbauung «Suurstoffi», Rotkreuz		
FR	Oui	Souveraineté cantonale; mise en œuvre	Au cas par cas	Au cas par cas	
SO	Ja	Kantonale Hoheit; teilweise umgesetzt	Möglich	Möglich	
BS	Ja	Kantonale Hoheit; teilweise umgesetzt	Fallweise möglich, durch Novatlantis Pilotregion Basel	Fallweise möglich, durch Novatlantis Pilotregion Basel	Lenkungsabgabe auf Strom (Stromsparfonds Basel sfb), P+D-Gebäude der 2000-W-Gesellschaft – Pilotregion Basel
BL	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt	Nein	Nein	
SH	Ja	Kantonale Hoheit; nicht umgesetzt	Keine	Keine	Keine
AR	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			
AI	Ja	Kantonale Hoheit; nicht umgesetzt	Nein	Nein	Mit Annahme der revidierten Gesetzgebung durch die Landsgemeinde sollen zukünftig verbesserte Bauweisen einen Ausnutzungsbonus erhalten
SG	Ja	Kommunale Hoheit; umgesetzt	Gesetzliche Grundlage vorhanden, jedoch keine Mittel eingestellt	Nicht im Rahmen des EnG	

15. Förderung: Ausserhalb Förderprogramm

Promotion: en dehors du programme d'encouragement

Kt.	Steuererleichterungen für energetische Massnahmen	Ausnutzungsbonus von verbesserten Bauweisen	Förderung Pilot- und Demonstrationsanlagen	Förderung Forschung und Entwicklung	Bemerkungen, weitere Förderinstrumente
			z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Lenkungsabgabe, Unterstützung Technologietransfer
Ct.	Allégements fiscaux pour mesures énergétiques	Bonus d'utilisation du sol pour modes de construction améliorés	Encouragement d'installations pilotes et de démonstration	Encouragement de projets de recherche et de développement technologique	Remarques, autres outils promotionnels
			par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisées	par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisées	par ex. taxe d'incitation, soutien, transfert technologique
GR	Ja	Kommunale Hoheit; umgesetzt	Ja		
AG	Ja	Kantonale Hoheit; umgesetzt		Zusammenarbeit des Kantons Aargau mit dem PSI, Hightech Zentrum Aargau, H2-Mobilität, Geothermie/Wärmenutzung	
TG	Ja	Kantonale Hoheit; umgesetzt	Keine	Keine	Förderung ext. Beratungstellen: regionale Energieberatungsstellen, Holzenergie Thurgau, Biogasberatungsstelle, Kompetenzzentrum Erneuerbare Energie-Systeme Thurgau (KEEST) für Unternehmen
TI	Oui	Souveraineté cantonale; mise en œuvre		Collaborazione con SUPSI per il monitoraggio del PEC e altri progetti	
VD	Oui	Souveraineté cantonale; mise en œuvre	Oui	Soutien à neuf projets de recherche (EPFL, UNIL, HEIG-VD) et un projet hydraulique dans le cadre de l'opération spéciale: «100 millions pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique»	Programmes communaux liés à un règlement cantonal qui autorise l'alimentation d'un fonds communal à partir d'une taxe sur l'électricité. Mise en place d'un programme cantonal doté de 100 millions pour 4 ans environ. Pont RPC cantonal. Bonus au Programme Bâtiments
VS	Oui	Souveraineté cantonale; mise en œuvre	Possible selon l'OPromEn	Possible selon l'OPromEn	
NE	Oui	Souveraineté communale; mise en œuvre	Oui	Oui	
GE	Oui	Souveraineté cantonale; mise en œuvre	Etudes et suivi de projets de construction exemplaires; études de faisabilité; en collaboration avec SIG, EPFL, Université et HES	Centre information Pro donne conseils aux professionnels et pour projets; en collaboration avec EPFL, université et HES	Programme d'économie d'électricité avec SIG (ECO21 ou Ecoclimat); élaboration, diffusion et financement d'audits énergétiques; mandats aux bureaux energo
JU	Oui	Souveraineté cantonale; pas mise en œuvre	Pas de projet en cours	Pas de projet en cours	Pas d'autres mesures appliquées
FL	Nein	Kantonale Hoheit; nicht umgesetzt			

16. Förderung des Einsatzes erneuerbarer Energien, Abwärmenutzung

Promotion de l'utilisation d'énergies renouvelables, de rejets thermiques

Kt.	Anwendung Leistungs-garantien von EnergieSchweiz	Erleichterungen für Solaranlagen bezgl. Bewilligungspflicht	Vom Kanton unterstützte Aktivitäten im Berichtsjahr	Bemerkungen, weitere Bestimmungen, Erleichterungen etc.
		z.B. < 20 m ² baubewilligungsfrei	z.B. Machbarkeitsstudien, Aktionstage, Solarstrombörsen	z.B. Kriterien Wärmepumpen, Konzepte
Ct.	Application des garanties de prestation de SuisseEnergie	Allégements pour installations solaires concernant l'assujettissement à autorisation	Activités soutenues par le canton durant l'exercice sous revue	Remarques, autres dispositions, allégements, etc.
		par ex. < 20 m ² sans assujettissement à autorisation	par ex. études de faisabilité, journées d'action, bourse d'électricité solaire	par ex. critères pour pompes à chaleur, concepts
ZH	Ja	Früher viele Anlagen bewilligungsfrei, neu Meldepflicht gemäss Bundesrecht. Grundsatzvorgabe im PBG: Sorgfältig integrierte Anlagen sind zu bewilligen	50 Veranstaltungen, aber nicht sektoriel auf Energieträger begrenzt (z.B. MINERGIE-Veranstaltungen)	
BE	Ja	Bewilligungsfrei bei Einhaltung der kant. Richtlinien	Machbarkeitsstudien für eE, Infoveranstaltungen, Weiterbildungen Holzenergie etc. / Beraterstrasse der Kantone / Kurse MINERGIE-P und Plusenergiegebäude; Handwerkerapéros	Div. Karten auf dem kant. Geoportal öffentlich im Internet wie Erdsonden, Gewässerschutz, Grundwasserwärmennutzung etc.
LU	Ja	Anlagen nach Massgabe des Bundesrechts (Art. 18a RPG) sind seit dem 01.01.14 bewilligungsfrei. Anlagen über 20 m ² sind der zuständigen Behörde 20 Tage vor der Erstellung zu melden	Abwärmenutzung SwissSteel, Fernwärmepotential Region Sursee-Mittelland, Jahresversammlung Swissolar	
UR	Ja	Melde- resp. Bewilligungspflicht gemäss revidiertem Raumplanungsgesetz / Raumplanungsverordnung		Abwärmenutzung SwissSteel, Fernwärmepotential Region Sursee-Mittelland, Jahresversammlung Swissolar
SZ	Ja	Vereinfachtes Bewilligungsverfahren	Informationsveranstaltungen, Energieberatungsstände und Inhouse Schulungen	
OW	Ja	Solaranlagen unter 12 m ² bewilligungsfrei; über 12 m ² vereinfachtes Verfahren (für in der Dachfläche integrierte Anlagen)		
NW	Nein	Baubewilligungsfrei, nur Anzeigepflicht	Aktionstage	
GL	Ja			
ZG	Nein	Art. 18a RPG / § 44a PBG: Grundsätzlich genügt eine Bauanzeige	Broschüre des Amtes für Raumplanung betreffend Sonnenenergie	
FR	Non	Selon ReLATEC	Au cas par cas	
SO	Ja	Keine Baupublikation bei Bauvorhaben von untergeordneter Bedeutung, die keine erheblichen öffentlichen und nachbarlichen Interessen berühren, insbesondere bei Solaranlagen und WP	Machbarkeitsstudien; Eigenheimmesse 2015 Solothurn, Veranstaltungen «2000-Watt-Gesellschaft» in Solothurn	Verzicht auf Anschlussgebühren: Bei besonderen baulichen Massnahmen im energetischen oder umwelttechnischen Bereich hat der Grundeigentümer für den darauf anfallenden Anteil keine Anschlussgebühren zu entrichten
BS	Ja	Bewilligungspflicht nur in Schutzzone, ausserhalb frei (lediglich Meldepflicht)	Seit 2009 KEV Basel (als Übergangsbeitrag bis Deckelung der nationalen KEV aufgehoben wird), Aktion «Solarkraftwerk»	Wärmepumpen bei Neubau/Sanierung nur zulässig, wenn JAZ über 2,6 und T Vorlauf kleiner 45 °C
BL	Ja	Keine Bewilligungspflicht (ohne Flächenbeschränkung) außer in Kernzonen, Quartierplänen oder auf geschützten Bauten	Energieapéro, Handwerkerkurse, Veranstaltungen Baselbieter Energiepaket	
SH	Nein	Gemäss Revision des eidgenössischen Raumplanungsgesetzes (RPG) (grundsätzlich bewilligungsfrei, mit Meldepflicht)		
AR	Ja	Meldepflicht gemäss RPG, alle anderen bewilligungspflichtig	Siehe Wirkungsanalyse und Förderprogramm	
AI	In Vorbereitung	In Diskussion	Keine	

16. Förderung des Einsatzes erneuerbarer Energien, Abwärmenutzung Promotion de l'utilisation d'énergies renouvelables, de rejets thermiques

Kt.	Anwendung Leistungs-garantien von EnergieSchweiz	Erleichterungen für Solaranlagen bezgl. Bewilligungspflicht	Vom Kanton unterstützte Aktivitäten im Berichtsjahr	Bemerkungen, weitere Bestimmungen, Erleichterungen etc.
		z.B. < 20 m ² baubewilligungsfrei	z.B. Machbarkeitsstudien, Aktionstage, Solarstrombörsen	z.B. Kriterien Wärmepumpen, Konzepte
Ct.	Application des garanties de prestation de SuisseEnergie	Allègements pour installations solaires concernant l'assujettissement à autorisation	Activités soutenues par le canton durant l'exercice sous revue	Remarques, autres dispositions, allègements, etc.
		par ex. < 20 m ² sans assujettissement à autorisation	par ex. études de faisabilité, journées d'action, bourse d'électricité solaire	par ex. critères pour pompes à chaleur, concepts
SG	Ja	In mehreren Gemeinden wird das vereinfachte Verfahren nach Baugesetz angewendet	Machbarkeitsstudien	Eignungskarte für Erdwärmesonden im Internet, Bewilligung von Erdwärmesonden nach Art. 19 Abs. 2 GSchG; Konzessionen für Grundwasserwärmepumpen, Erlass des Wasserzinses für Wärmenutzung für Anlagen mit einer Leistung bis 36 kW
GR	Nein	Gemäss Raumplanungsgesetz, bewilligungsfrei, nur noch Anzeigeverfahren	Diverse Informationsveranstaltungen, Referate, Medienarbeit etc.	
AG	Nein	Bewilligungsfrei gemäss Art. 18a RPG	Eine Machbarkeitsstudie Holzwärmeverbund; Div. Veranstaltungen eMobile, GEAK-Coaching, Novatlantis Argovia, div. Studien in Auftrag gegeben; Förderung diverser Aktionen und Veranstaltungen	
TG	Nein	< 35 m ² in Bauzonen bewilligungs- und meldefrei. Richtlinie «Solaranlagen richtig gut» überarbeitet. Meldeformular Solaranlagen mit Raumplanungsamt und Gemeindeverband erarbeitet	Machbarkeitsstudien, Informationsabende «Gebäude sanieren – Energiekosten halbieren», 2000-Watt-Gemeinden, siehe auch Förderprogramm	Revision Kapitel Energie im Kantonalen Richtplan, Unterstützung Langzeit-Windmessungen. Studie Ersatzstrategie Elektrowassererwärmer
TI	Oui	Applicazione modifice LPT federale (art.18) che facilita l'iter procedurale per le installazioni di impianti solari sui tetti	Incentivi per produzione energie rinnovabili, sostegno teleriscaldamento ICTR, studi sul teleriscaldamento, progetti di ricerca nel settore dell'energia elettrica (FER)	Per incentivi relativi alla sostituzione di impianti a energia fossile o elettrici con pompe di calore, quest'ultime devono avere il marchio FWS-APP
VD	Non	Pas d'autorisation pour panneaux solaires (RLATC art. 68a): - au sol ou en façade <= 8m ² ; - sur toitures plates dans zones d'activité, d'utilité publique et mixtes	Etudes de faisabilité pour réseaux de chauffage, projets de géothermie, d'hydraulique et de production de biogaz. Pont RPC cantonal. Audits énergétiques des «Grands consommateurs». Biogaz agricole	- Stands d'information itinérant dans diverses manifestations (comptoirs, foires, etc.). - Campagnes de formation à l'énergie dans les écoles - Soutien au stockage de plaquettes en forêt
VS	Oui	Modification de la législation sur les constructions en décembre 2014, en vigueur au printemps 2015: concrétisation de l'art. 18a LAT et extension aux toits plats et façades dans certaines zones	Passports vacances; Distribution d'une fiche sur le remplacement du chauffage électrique; Salon Prim'Vert pôle Energie+	
NE	Oui	Procédures simplifiées	Commission bois-énergie (COBEL) pour études de faisabilité de chauffages à distance (CAD) alimentés par du bois	
GE	Oui	Assouplissement de la pratique de la protection du patrimoine	Audits énergétiques; études de faisabilité	Art 1A LSIG, RPC de l'électricité des installations d'énergies renouvelables de la zone de desserte SIG lorsque les quotas fédéraux sont atteints. Solaire thermique obligatoire pour constructions neuves ou rénovations de toitures
JU	Oui	Des directives ont été envoyées aux communes concernant l'application de l'art 18a LAT	Activités de l'Association Energie-bois Interjura, participation à diverses manifestations, etc.	
FL	Nein	Solaranlagen sind bewilligungspflichtig	Förderung des Energiestadtprozesses in den Gemeinden	Erdwärmesonden-Nutzung und Grundwassernutzung in Zonen gemäss Erdsondenkarte und Grundwassernutzungskarte zugelassen

17. Gemeinden Communes

Kt.	Energiestädte Stand Mai 2016	Beiträge des Kantons an Gemeinden im Rahmen des Energiestadtprozesses	Gemeinden mit Förderprogrammen	Bemerkungen, weitere Unterstützung der Gemeinden
			z.B. Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Förderung der regionalen Zusammenarbeit, Erfahrungsaustausch-Tagungen
Ct.	Cités de l'énergie Etat mai 2016	Contributions du canton aux communes dans le cadre du processus Cité de l'énergie	Communes avec programmes d'encouragement	Remarques, autre soutien des communes
			par ex. communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. encouragement de la collaboration régionale, rencontres échanges d'expériences
ZH		Ja, fachliche Begleitung	25 von 169	Energiestädte erhalten zudem Subventionen für die kommunale Energieplanung
	Adliswil, Bubikon, Bülach, Dachsen, Dietikon* , Dietlikon, Dinhard, Dübendorf, Elgg, Fehrlitorf, Gossau, Hagenbuch, Hedingen, Horgen, Illnau-Effretikon, Kloten, Küsnnacht* , Lindau, Männedorf, Meilen, Mettmenstetten, Mönchaltorf, Neftenbach, Niederhasli, Nürensdorf, Opfikon, Ossingen, Rafz, Regensdorf, Rheinau, Richterswil, Rüschlikon, Russikon, Rütli* , Schlieren, Seuzach, Stammertal (Gemeinde-Verbund), Thalwil, Trüllikon, Turbenthal, Uetikon am See, Uster, Volketswil, Wädenswil, Wald, Wallisellen, Winterthur* , Zell, Zürich*			
BE		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Diverse, Gesamtübersicht nicht bekannt. Einzelabfragen über www.energiefranken.ch	Unterstützung Energieplanung (50% der Richtplankosten); fachliche und finanzielle Unterstützung bei Massnahmenplanung und Umsetzung im Zusammenhang mit BEakom, Energiestadt-Erfa-Tagungen, Energiestadtbewertungen
	Bätterkinden, Bern* , Biel, Brügg, Burgdorf, Herzogenbuchsee, Interlaken, Köniz* , Langenthal, Lyss, Moosseedorf, Moutier, Münchenbuchsee, Münsingen* , Nidau, Ostermundigen, Schwarzenburg, Spiez, Steffisburg, Thun, Utzenstorf, Wohlen bei Bern, Worb, Zollikofen			
LU		Ja, Förderbeitrag	ca. 4 von 83	Energiestadt: Übernahme 1. Jahresmitgliederbeitrag. Zudem kant. Beitrag CHF 6'000.– (CHF 3'000.– Phase Bestandesaufnahme, CHF 3'000.– Zertifizierung)
	Adligenswil, Altbüron, Ballwil, Dagmersellen, Ebikon, Egolzwil, Emmen, Entlebuch (Region), Eschenbach, Hochdorf, Hohenrain, Horw, Kriens, Luzern* , Mauensee, Meggen, Menznau, Nottwil, Oberkirch, Pfaffnau, Ruswil, Schenkon, Schlierbach, Schwarzenberg, Sempach, Sursee, Triengen, Wauwil, Willisau			
UR		Ja, Förderbeitrag	4 von 20 über die zuständigen Elektrizitätswerke	Das grösste Urner EVU (Elektrizitätswerk Altdorf AG) ist komplett aus der Förderung ausgestiegen
	Altdorf, Andermatt, Erstfeld*			
SZ		Ja, fachliche Begleitung	Schwyz, Küssnacht, Arth, Einsiedeln Alle sieben Gemeinden im Versorgungsgebiet des Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz (EBS), Alle drei Gemeinden im Versorgungsgebiet des EW Höfe	Erfahrungsaustausch Energiestädte Bezirk Schwyz
	Arth, Bezirk Schwyz, Einsiedeln, Freienbach, Illgau, Küssnacht am Rigi, Lauerz, Morschach, Muotathal, Sattel, Schwyz, Steinerberg, Wollerau			
OW		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Förderprogramm Wärmepumpenboiler und Umwälzpumpen (Zusammenarbeit der Energiestädte Obwaldner Gemeinden, EWO und Energiefachstelle)	Weiterführung von: Schulung der Bauämter in periodische Bauämtersitzung und Informationsveranstaltung für Informierende in Gemeinden, fachliche Unterstützung in Energiestadt- und Energieregion-ERFA-Gruppe, energo-Advanced für kommunale Bauten
	Alpnach, Engelberg, Giswil, Kerns, Lungern, Sachseln, Sarnen			
NW		Ja, Förderbeitrag	1 von 11	ERFA-Tagungen
	Hergiswil, Stans, Stansstad			
GL		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag		
ZG		Nein	8 von 11	Halbjährliche Besprechung mit Energiebeauftragten und Prüfingenieuren der Zuger Einwohnergemeinden
	Baar, Cham* , Hünenberg, Oberägeri, Risch, Steinhausen, Unterägeri, Zug*			

17. Gemeinden Communes

Kt.	Energiestädte Stand Mai 2016	Beiträge des Kantons an Gemeinden im Rahmen des Energiestadtprozesses	Gemeinden mit Förderprogrammen	Bemerkungen, weitere Unterstützung der Gemeinden
			z.B. Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Förderung der regionalen Zusammenarbeit, Erfahrungsaustausch-Tagungen
Ct.	Cités de l'énergie Etat mai 2016	Contributions du canton aux communes dans le cadre du processus Cité de l'énergie	Communes avec programmes d'encouragement	Remarques, autre soutien des communes
			par ex. communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. encouragement de la collaboration régionale, rencontres échanges d'expériences
FR		Oui, suivi professionnel et contribution d'encouragement	Etude en cours	Les communes ont certaines contraintes légales leur imposant notamment la comptabilité énergétique, le plan communal des énergies, la valorisation des ER, etc.
	Attalens, Avry, Broc, Bulle, Charmey, Châtel-St-Denis, Farvagny, Fribourg, Givisiez, Gletterens, Granges-Paccot, Marly, Morat, Neyruz, Romont, Rossens, Sensebezirk, Siviriez, Villars-sur-Glâne			
SO		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag		Projektspezifische Unterstützung möglich, ERFA mit Energiestadt-Gemeinden, Beiträge zur Erlangung des Labels Energiestadt; fachliche Begleitung und finanzielle Unterstützung der Gemeinden bei Energieplanungen
	Grenchen, Hofstetten-Flüh, Oensingen, Olten, Solothurn, Zuchwil			
BS		Ja, fachliche Begleitung	Der Kanton BS hat drei Gemeinden. Die kleinste ist Energiestadt, die zwei grösseren haben den eea Gold. Somit keine weiter gehenden Förderprogramme nötig	
	Basel*, Bettingen, Riehen*			
BL		Ja, fachliche Begleitung	18 von 86 Gemeinden haben eigene Förderprogramme	Aus- und Weiterbildung von Gemeinderät/innen und Gemeindeangestellten; ERFA-Energiestadt
	Aesch, Arlesheim, Birsfelden, Frenkendorf, Ittingen, Lausen, Liestal, Lupsingen, Münchenstein, Muttenz, Oberwil, Pratteln, Reigoldswil, Reinach, Sissach, Therwil			
SH		Nein	Schaffhausen, Thayngen, Neuhausen am Rheinfall	Konzept zur Erhöhung der Energieeffizienz in der Strassen- und Objektbeleuchtung im Kanton Schaffhausen in Zusammenarbeit mit den lokalen EVU und den Gemeinden
	Neuhausen am Rheinfall, Schaffhausen*, Thayngen			
AR		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Herisau, Wald, Heiden	
	Heiden, Herisau, Speicher, Teufen, Trogen, Urnäsch			
AI		Nein	Kantonale Hoheit	
SG		Ja, Förderbeitrag	Etwa 25 von 77	Das Angebot «Energie in Gemeinden» der EnF unterstützt seit Herbst 2009 Gemeinden bei einer aktiven Energiepolitik durch Leitfäden, Veranstaltungen und dgl.
	Altstätten, Au, Balgach, Berneck, Buchs*, Diepoldsau, Eichberg, Eschenbach, Flawil, Gaiserwald, Gams, Goldach, Gossau, Grabs*, Kaltbrunn, Kirchberg, Lichtensteig, Marbach, Mels, Mörschwil, Oberriet, Obertoggenburg, Rapperswil-Jona, Rebstein, Rorschach, Rorschacherberg, Rüthi, Sargans, Sennwald, Sevelen, St.Gallen*, St. Margrethen, Steinach, Thal, Uznach, Uzwil, Vilters-Wangs, Waldkirch, Walenstadt, Wartau, Wattwil, Widnau, Wil, Wittenbach			
GR		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Diverse Gemeinden und EVUs haben eigene Förderprogramme	Erfahrungsaustausch-Veranstaltungen für Energiestädte und Vollzugspersonen, Weiterbildungangebot für Vollzugspersonen
	Albulatal (Region), Bonaduz, Chur, Davos, Felsberg, Haldenstein, Ilanz/Gilon, Klosters-Serneus, La Punt Chamues-ch, Landquart/Igis, Maienfeld, Malans, Regiun Surses, Rhäzüns, Sent, St.Moritz, Thusis, Val Müstair, Vaz/Oberservaz			
AG		Ja, Förderbeitrag	Stein AG, Baden, Aarau, Koblenz, Rheinfelden	Gemeindeberatung aufgeteilt in sieben Regionen
	Aarau, Auw, Bad Zurzach, Baden*, Dottikon, Döttingen, Ennetbaden, Erlinsbach, Freienwil, Kaiseraugst, Küttigen, Lengnau, Lenzburg, Magden, Mägenwil, Oftringen, Rheinfelden, Schneisingen, Seon, Spreitenbach, Stein, Turgi, Unterkulm, Untersiggenthal, Windisch, Wölflinswil, Zeihen, Zofingen			

17. Gemeinden Communes

Kt.	Energiestädte Stand Mai 2016	Beiträge des Kantons an Gemeinden im Rahmen des Energiestadtprozesses	Gemeinden mit Förderprogrammen	Bemerkungen, weitere Unterstützung der Gemeinden
			z.B. Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Förderung der regionalen Zusammenarbeit, Erfahrungsaustausch-Tagungen
Ct.	Cités de l'énergie Etat mai 2016	Contributions du canton aux communes dans le cadre du processus Cité de l'énergie	Communes avec programmes d'encouragement	Remarques, autre soutien des communes
			par ex. communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. encouragement de la collaboration régionale, rencontres échanges d'expériences
TG		Ja, Förderbeitrag	Frauenfeld, Amriswil, Arbon, Diessendorf, Eschlikon, Hohentannen, Kreuzlingen, Münsterlingen, Romanshorn, Steckborn, Weinfelden	Regionale Energieberatungstellen, ERFA
	Aadorf, Amriswil, Arbon, Berg, Bettwiesen, Bischofszell, Diessendorf, Egnach, Eschlikon, Frauenfeld* , Gachnang, Hauptwil-Gottshaus, Kreuzlingen, Roggwil, Romanshorn, Steckborn, Weinfelden			
TI		Oui, contribution d'encouragement		Contributi FER quale sostegno ai provvedimenti comunali. Serate informative tramite Ticinoenergia, e presenza ad altre manifestazioni/giornate informative (su richiesta). Esistono incentivi per i comuni (label Città dell'energia, progetti ecc.)
	Arbedo-Castione, Bellinzona, Bioggio, Canobbio, Chiasso, Coldrerio, Croglio, Cugnasco-Gerra, Giubiasco, Gordola, Locarno, Lumino* , Maroggia, Melano, Mendrisio, Minusio, Monte Carasso, S. Antonino, Sementina, Stabio			
VD		Oui, contribution d'encouragement	Environ 30	Mise en place des outils nécessaires et soutien financier au concept énergétique pour les communes
	Aigle, Avenches, Bex, Bussigny, Cossonay, Crissier, Ecublens, Gland, Lausanne* , Le Mont-sur-Lausanne, Leysin, Montreux, Morges, Nyon, Orbe, Payerne, Prangins, Prilly, Renens, Sainte-Croix, Vevey* , Yverdon-les-Bains			
VS		Oui, contribution d'encouragement	41 sur 145 communes ont un programme de promotion	
	Ardon, Ayent, Bagnes, Bitsch, Brig-Glis, Collombey-Muraz, Crans-Montana, Fully, Hérémence, Leuk, Martigny* , Monthey, Naturs, Nendaz, Saas-Fee, Saint-Martin, Saxon, Sierre, Sion, Vétroz, Visp			
NE		Oui, suivi professionnel et contr. d'encouragement	Ville de Neuchâtel	Organisation de rencontres-énergie entre le canton et les communes
	La Chaux-de-Fonds* , Le Locle, Neuchâtel*			
GE		Oui, suivi professionnel et contribution d'encouragement	Plusieurs communes proposent des encouragements, par exemple des conseils ou des subventions pour les vélos électriques ou d'autres subventions complémentaires	Plusieurs programmes régionaux en cours, notamment transfrontaliers
	Anières, Aire-la-Ville, Bellevue, Bernex* , Carouge, Chancy, Chêne-Bourg, Confignon* , Corsier, Genève* , Lancy, Le Grand-Saconnex, Meyrin* , Onex, Plan-les-Ouates, Satigny, Thônex, Vernier* , Versoix			
JU		Oui, contribution d'encouragement	Delémont, Fontenais, Porrentruy	L'augmentation du nombre de Cités de l'énergie dans le canton du Jura sera un des objectifs de la conception cantonale de l'énergie
	Delémont* , Fontenais* , Porrentruy*			
FL	Alle Gemeinden im FL sind Energiestädte	Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Die Gemeinden verdoppeln die Förderbeträge des Landes bis zu den von ihnen festgelegten Höchstgrenzen	Energietage in diversen Gemeinden.
	Balzers, Eschen-Nendeln, Gamprin-Bendern, Mauren-Schaanwald, Planken, Ruggell, Schaan, Schellenberg, Triesen, Triesenberg, Vaduz			

* European Energy Award Gold eea

18. Mobilität Mobilité

Kt.	Rechtsgrundlage zur Unterstützung des öffentlichen Verkehrs	Differenzierung der Motorfahrzeugsteuer	Massnahmen zu Förderung des öffentlichen und motorlosen Verkehrs	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Tarifverbund, Mobilitätsmanagement, ECO-drive-Kurse	z.B. Absichten, Weitere Anforderungen
Ct.	Base légale pour le soutien des transports en commun par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat	Différenciation des impôts sur les véhicules à moteur	Mesure d'encouragement des transports publics et non motorisés par ex. communauté tarifaire, gestion de la mobilité, cours ecodrive	Remarques par ex. intentions, autres exigences
ZH	Personenverkehrsgesetz (PVG) 88; Gesamtverkehrskonzept 2016 (kurz vor Abschluss); ZVV Strategie 2012–2016; Strategie 2016–2019 vom Regierungsrat verabschiedet, ist vor dem Kantonsrat	Teilweise nach Verbrauch (Basis Energieetikette)	Zürcher Verkehrsverbund, Veloförderprogramm	
BE	Gesetz vom 16.09.93 über den öffentlichen Verkehr; Verordnung vom 10.09.97 über das Angebot im öffentlichen Verkehr (Angebotsverordnung; AGV); Verordnung über die Reg. Verkehrskonferenzen (RVKV)	Teilweise nach Verbrauch (Basis Energieetikette)	Div. Tarifverbunde beim öV, auch interkantonal; Fachstelle Fuss- und Veloverkehr im Tiefbauamt; Separate Stabsstelle Gesamtmobilität der BVE	Mobilservicepraxis, Berner Verkehrstag als innovative Plattform, jeweils Ende August, ökologisches Fahrzeugsteuermodell; Mobilitätsbericht mit strategischen Absichten
LU	Verkehrsabgabegesetz SRL Nr. 776, Bonus für Erdgas-, Elektro- und Hybridfahrzeuge	Nach Hubraum	Projektgruppe Mobilitätsmanagement c/o Verkehrsverbund Luzern (2010), seit 01.01.11 bei der Dienststelle Verkehr und Infrastruktur (vif)	
UR		Nach Verbrauch	Tageskarten in allen Gemeinden	Absicht Tarifverbund
SZ	Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs vom 26.11.87 (GöV SRSZ 781.100)	Teilweise nach Gewicht	Diverse Tarifverbunde	Slow-up Swiss Knife Valley (alle 2 Jahre Mitte September)
OW	GDB 772.1 G über die Förderung des ÖV 28.11.02	Nach Verbrauch (Basis Energieetikette)	GDB 772.1; KR-B Tarifverbund LU, OW, NW; Teilnahme der kant. Verwaltung bei BIKE TO WORK	Durchführung eines ECO-Drive-Kurses für Angestellte wurde verschoben
NW	Gesetz über die Strassenverkehrsteuern vom 22.10.08, in Kraft 01.01.09	Teilweise nach Verbrauch (Basis Energieetikette)	Tarifverbund	
GL		Nach Verbrauch (Basis Energieetikette)		
ZG	Gesetz über den öffentlichen Verkehr vom 22.02.07	Nach Hubraum	Tarifverbund, Mobilitätsmanagement und zahlreiche andere	
FR	Loi sur les transports 94, Règlement d'exécution (RTr) du 25.11.96	Selon cylindrée	Communauté tarifaire	Tarif d'imposition réduit pour véhicules propres (électrique, gaz naturel, biogaz, hybride). Imposition tenant compte de l'étiquette énergétique en cours. RER fribourgeois réalisé, extension planifiée
SO	ÖV-Gesetz (732.1) vom 27.09.92, Verordnung über das Grundangebot im reg. Personenverkehr (732.4) vom 24.09.96; Legislaturplan 2014–2017 mit Ziel Erhöhung Anteil ÖV am Gesamtverkehr	Nach Hubraum		Umsetzung Aktionsprogramm, Mobilitätsmanagement im Kt. SO (sol)mobil, Kampagne Langsamverkehrs-Offensive Solothurn u.U. LOS!, slow up Solothurn-Buechibärg
BS	ÖVG, ÖV-Programm vom 27.02.05 und BVB-OG. Federführung beim Amt für Mobilität	Nach Hubraum	Tarifverbund TNW, NewRide, Mobilitätsmanagement in Betrieben, U-Mobility, kantonale Fahrzeugflotte weitgehend durch Mobility-Autos unterstützt	
BL	Gesetz zur Förderung des öffentlichen Verkehrs (ÖVG) sowie das dazugehörige Angebotsdekrete	Andere Differenzierung	Tarifverbund Nordwestschweiz (TNW)	
SH	Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs vom 09.05.05 (GöV; SHR 743.100), Stand 01.06	Nach Hubraum	Per Ende 2015 Abschluss der Umsetzung der S-Bahn, Massnahmen des Agglomerationsprogramms der 1. Generation	Bemerkung zu Massnahmen oben: erweiterte S-Bahn SH mit Taktverdichtungen, neuen Haltestellen (Rheinfall) und abgestimmtes Regionalbuskonzept. Flextax Tarifverbund und ITV-Z-Pass (ZVV)
AR		Nach Gewicht	Tarifverbund mit SG	
AI		Nach Gewicht		

18. Mobilität Mobilité

Kt.	Rechtsgrundlage zur Unterstützung des öffentlichen Verkehrs	Differenzierung der Motorfahrzeugsteuer	Massnahmen zu Förderung des öffentlichen und motorlosen Verkehrs	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Tarifverbund, Mobilitätsmanagement, Ecodrive-Kurse	z.B. Absichten, Weitere Anforderungen
Ct.	Base légale pour le soutien des transports en commun	Différenciation des impôts sur les véhicules à moteur	Mesure d'encouragement des transports publics et non motorisés	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. communauté tarifaire, gestion de la mobilité, cours ecodrive	par ex. intentions, autres exigences
SG	Nicht Teil des EnG	Nach Gewicht	Tarifverbund, Teilnahme an Agglomerationsprogrammen, kantonales Raumkonzept	Steuerbefreiung während mind drei, max. vier Jahren für Fahrzeuge der Energieklasse A (Diesel mit Partikelfilter) und CO ₂ -Ausstoss nicht mehr als 130 g je km
GR	Gesetz über den öffentlichen Verkehr im Kanton Graubünden (GöV; BR 872.100) vom 07.03.93; Verordnung über den öffentlichen Verkehr im Kanton Graubünden (VöV; 872.150) vom 23.08.94	Andere Differenzierung	30-Minuten-Takt auf den wichtigsten Bahn-/Buslinien in Graubünden, Bündner GA (BüGA), verschiedene Tarifverbunde	
AG	Gesetz über den öffentlichen Verkehr (ÖVG) 02.09.75; Dekret über die Beteiligung von Kanton und Gemeinden an den Kosten des öffentlichen Verkehrs (ÖVD) 11.03.97	Nach Gewicht	A-Welle; aargamobil; Tarifverbunde TNW und A-Welle, Integraler Tarifverbund A-Welle/Z-Pass; Förderung der kombinierten Mobilität (B+R, P+R) und des Langsamverkehrs	
TG	Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs 21.09.88, in Kraft 01.04.89	Teilweise nach Verbrauch (Basis Energieetikette)	Ausbau Bahn- und Busangebot im Fahrplan 2013: +60'000 (+1,2%) Bahnhkm, +64'000 (+1,2%) Buskm. Nachfrage: +1,1 Mio. Passagiere (+3,3%). Einführung Z-Pass integral per Dez. 2012. ECO-Drive-Coaching-Kurs	Weiterer Ausbau des Linien- und Fahrplanangebotes abgestützt auf das Konzept «Öffentlicher Regionalverkehr Kanton Thurgau 2010-2015». Ausbau Bahn- und Busangebot per Dez. 2018
TI	Legge sui trasporti pubblici, piano direttore, piano del risanamento dell'aria, Legge sulle imposte e tasse circolazione del 09.02.77	Selon consommation (base: étiquette-énergie)	Applicazione Bonus-malus per veicoli. Piano generale dei trasporti, abbonamento a zone «Arcobaleno», Infovel, progetto mobilità dolce (incentivazione pedibus e mobilità aziendale), carpooling	
VD	Loi cantonale sur l'énergie, LVLEne, entrée en vigueur le 01.09.06. Loi sur la mobilité et les transports publics, LMTP, entrée en vigueur 28.03.91	Autre différenciation	Promotion des plans de mobilité, du covoiturage et de la mobilité douce (vélo, vélo électrique). Semaine de la mobilité. Communauté tarifaire «RER Vaud»	Taxe automobile perçue en fonction du poids et de la puissance. Réduction de 75% si < 120 g CO ₂ /km ou utilise carburant naturel ou gaz
VS		Partiellement selon cylindrée		Bonus sur l'impôt des véhicules à moteur de classe A. Toutes les mesures ne sont pas connues
NE	Loi sur les transports publics 01.10.96, révision entrée en vigueur le 01.01.11	Partiellement selon poids	Communauté tarifaire «Onde verte» couvrant l'ensemble du territoire cantonal ainsi que les districts limitrophes des cantons de Berne et du Jura, action anti-smog pendant l'été	
GE	Loi sur le réseau des transports publics (LRTP) H 1 50 entrée en vigueur 02.07.88; Règlement d'exécution de la loi sur le réseau des transports publics (RRTP) H 1 50.01 (14.11.02)	Partiellement selon consommation (base: étiquette-énergie)	Communauté tarifaire, train, bus, bateau; création des nouvelles lignes de tramways; promotion de la mobilité douce; ECO-Drive obligatoire lors des examens de conduite, semaine de la mobilité	Importante promotion du transport par tram - extension de la ligne de tram vers Meyrin-CERN, Onex et Bernex. Exonération l'année d'immatriculation +2 ans des véhicules peu polluants et à faible consommation
JU	Loi sur les transports publics du 20.10.10	Selon poids	Diverses mesures menées par la section des transports et de la mobilité du Service du développement territorial	Le décret actuel sur l'imposition des véhicules accorde une réduction de 50% de la taxe aux véhicules n'utilisant pas de carburant fossile: véhicules électriques, hybrides et à gaz naturel. Suite à un postulat accepté par le Parlement jurassien, une révision du système est envisagée
FL		Nach Gewicht	Günstige Bustarife/Jahreskarte CHF 370.– von Gemeinden teilweise nochmals vergünstigt. Jährliche ECO-Drive-Kurse. Betriebliches Mobilitätsmanagement Staat und diverser Firmen	

19. Vorbildfunktion Kanton: Planungsinstrumente

Exemplarité cantonale: instruments de planification

Kt.	Energieleitbild kantonales Hochbauamt	Energiebuchhaltung, Energiestatistik	Einbezug der externen Kosten bei kantonalen Projekten	Anwendung SIA 380/4 «Elektrische Energie im Hochbau»
Ct.	Charte énergétique de l'office cantonal des bâtiments	Comptabilité énergétique, statistique énergétique	Prise en compte des coûts externes pour les projets cantonaux	Application de la norme SIA 380/4 "L'énergie électrique dans le bâtiment"
ZH	Planung in MINERGIE-P, MINERGIE-A oder gleichwertig gemäss Baudirektions-Standard Nachhaltigkeit im Hochbau	Ja	Ja	Ja
BE	Amt für Grundstücke und Gebäude AGG mit Fachstelle Umwelt und Ökologie; Nachhaltigkeitsprogramm 2020	Ja	Ja	Ja
LU	Planerhandbuch kantonale Hochbauten, Juli 2015, Dienststelle Immobilien	Teilweise	Teilweise	Nein
UR	Betriebsoptimierung an kantonalen Bauten (energo)	Ja	Teilweise	Teilweise
SZ	Leitbild «Nachhaltiges Bauen» 14.11.06	Ja	Ja	Teilweise
OW	Energiekonzept 2009: Umsetzung Luftreinhalteplan II ZCH Massnahme Z8: Erarbeitung von Richtlinien für kant. Bauten in Arbeit	Ja	Ja	Ja
NW		Teilweise	Teilweise	Ja
GL	Angedacht	Ja	Teilweise	Ja
ZG	Vorhanden und mit RRB verabschiedet	Ja	Teilweise	Ja
FR	Exemplarité des bâtiments de l'Etat selon la Len. Acquisition de courant labellisé Naturemade Star	Oui	Oui	Oui
SO	Ausgabe 2008/1	Ja	Ja	Ja
BS	Standard: «klimaneutrale Verwaltung» seit 2009	Ja	Nein	Ja
BL	Vorhanden in Form einer «Richtlinie Nachhaltigkeit»	Ja	Ja	Ja
SH	Energieleitbild der EnFK (Leitlinien und Massnahmen der kantonalen Energiepolitik 2008–2017), kein eigenes Energieleitbild	Ja	Nein	Ja
AR		Ja	Ja	Teilweise
AI	Nein	Teilweise	Nein	Nein
SG	Richtlinie zur Vorbildfunktion der öffentlichen Hand bei öffentlichen Bauten 1999 (Regierungsratsbeschluss)	Teilweise	Ja	Ja
GR		Ja	Teilweise	Teilweise
AG	Energieleitbild vorhanden. Konzept der Fachstelle Nachhaltiges Bauen und Bewirtschaften vom Regierungsrat am 20.05.15 genehmigt	Ja	Ja	Ja
TG	RRB Nr. 209 vom 03.03.09 «Förderung erneuerbarer Energien und der Energieeffizienz»; Vorbildfunktion der öffentlichen Hand	Teilweise	In Vorbereitung	Teilweise
TI	No	En préparation	No	Si
VD	Directives énergétiques cantonales. Objectif long terme: Société à 2000 watts dans les bâtiments de l'Etat	Oui	Partiellement	Oui
VS	Directives techniques et énergétiques s'appliquant aux bâtiments de l'Etat ou subventionnés	Oui	Partiellement	Oui
NE	Non	Partiellement	Oui	Oui
GE	Charte Negawatt signée par le canton avec les services industriels de Genève en 2013, et convention d'objectifs courant jusqu'en 2017 (à renouveler)	Oui	Oui	Oui
JU	Aucune charte mais excellente collaboration avec la section Bâtiments	En préparation	Partiellement	En préparation
FL	Werkzeuge und Planungsinstrumente für ökologisches Bauen auf Landesebene	Ja	Teilweise	Ja

20. Vorbildfunktion Kanton: Wärmeschutz von Gebäuden

Exemplarité cantonale: isolation thermique des bâtiments

Kt.	Anforderungen an kantonale Neubauten	Anforderungen an kantonale Gebäudesanierungen	Erstellte und/oder sanierte Gebäude im MINERGIE-Standard (normal, P, ECO) im Berichtsjahr in [m ² EBF]	Bemerkungen	
				z.B. Absichten, Weitere Anforderungen	
Ct.	Exigences pour les nouveaux bâtiments cantonaux	Exigences pour les rénovations d'anciens bâtiments cantonaux	Bâtiments construits et/ou rénovés selon MINERGIE (normal, P, ECO) durant l'exercice sous revue en [m ² SRE]	Remarques	
				par ex. intentions, autres exigences	
ZH	Andere verschärzte Anforderungen	MINERGIE		Neubauten: MINERGIE-P, MINERGIE-A oder gleichwertig (BD-Standard Nachhaltigkeit im Hochbau). Regierungsratsbeschluss über Grossverbraucher-Zielvereinbarung (Betriebsoptimierung, energetische Sanierung) (MuKEn 08 Modul 1 Teil G)	
BE	MINERGIE-P	MINERGIE-ECO	10'000	Neubauten: MINERGIE-P-ECO (nicht wählbar!); Sanierungen: MINERGIE-A-ECO ist anzustreben (auch für vom Kanton subventionierte Gebäude). Kantonale Gebäude müssen Solarenergie nutzen, wenn sinnvoll. Energieziele 2020: -20% Wärme, -10% Strom, -25% CO ₂	
LU	MINERGIE-P	MINERGIE			
UR	MINERGIE-P	MINERGIE		– Neubau / Sanierung des Kantonsspital ist momentan in Planung -> der MINERGIE-P-Standard wird berücksichtigt. – Neubau des Berufs- & Weiterbildungszentrums Uri (BWZ) wird im MINERGIE-P-Standard ausgeführt (Baubeg. Aug. 16)	
SZ	MINERGIE-P	MINERGIE			
OW	MINERGIE	MINERGIE		Weitere Neubauten und Sanierungen im MINERGIE-Standard erstellen	
NW	Keine	Keine		Neubauten: wenn möglich im MINERGIE-Standard erstellen	
GL	MINERGIE	Keine			
ZG	MINERGIE-ECO	MINERGIE		Es laufen diverse Neubau- und Sanierungsprojekte, wo diese Anforderungen zu Grunde liegen. In diesem Berichtsjahr aber noch nicht realisiert	
FR	MINERGIE-P	MINERGIE-P		Application MINERGIE-P-A depuis le 01.01.15. Avant: MINERGIE	
SO	MINERGIE	MINERGIE	5'677	Planungen div. Neubauten nach MINERGIE/MINERGIE-ECO; Sanierung Gebäudeteile nach MINERGIE-Modul (Dach, Fassade, Fenster, Kellerdecken) und betriebliche Optimierungen gem. Energieleitbild HBA	
BS	MINERGIE-P	Andere verschärzte Anforderungen	14'346	Sanierungsanforderungen: MINERGIE «Sanierung», aber MIT Primäranforderung Neubau sowie Anforderung ZIELwerte bez. SIA 380/4 und 382/1. Ausserdem ist weitgehende Verwendung von erneuerbarer Energie vorgeschrieben	
BL	MINERGIE-P	MINERGIE	11'830		
SH	MINERGIE	Andere verschärzte Anforderungen		Keine Neubauten	
AR	MINERGIE-ECO	MINERGIE-ECO	2'053		
AI	MINERGIE	Keine			
SG	Andere verschärzte Anforderungen	Andere verschärzte Anforderungen	15'219	Richtlinie zur Vorbildfunktion wurde noch nicht angepasst. In Abweichung zur bestehenden Richtlinie wird fallweise der SIA-Effizienzpfad oder neu auch das Nachweisinstrument des NNBS anstelle MINERGIE-ECO angewendet	
GR	MINERGIE-P	MINERGIE	1'575	Im Rahmen der kantonalen Immobilienstrategie läuft die Planung für ein neues Verwaltungszentrum im MINERGIE-P-Standard	
AG	Andere verschärzte Anforderungen	MINERGIE-ECO	4'990	Anforderungen an kantonale Neubauten: MINERGIE-P-ECO; Unter Berücksichtigung baukultureller Rahmenbedingungen werden im Sinne einer ganzheitlichen Nachhaltigkeitsbeurteilung auch alternative Energiestandards in Betracht gezogen	
TG	MINERGIE-P	MINERGIE	3'620		

20. Vorbildfunktion Kanton: Wärmeschutz von Gebäuden

Exemplarité cantonale: isolation thermique des bâtiments

Kt.	Anforderungen an kantonale Neubauten	Anforderungen an kantonale Gebäudesanierungen	Erstellte und/oder sanierte Gebäude im MINERGIE-Standard (normal, P, ECO) im Berichtsjahr in [m ² EBF]	Bemerkungen
Ct.	Exigences pour les nouveaux bâtiments cantonaux	Exigences pour les rénovations d'anciens bâtiments cantonaux	Bâtiments construits et/ou rénovés selon MINERGIE (normal, P, ECO) durant l'exercice sous revue en [m ² SRE]	z.B. Absichten, Weitere Anforderungen
TI	MINERGIE	MINERGIE		Vi sono alcuni progetti in corso, standard MINERGIE, che termineranno nei prossimi anni. Anche i risanamenti dove possibile sono effettuati secondo gli standard MINERGIE
VD	MINERGIE-P	Autres exigences renforcées	1'657	S'applique aux bâtiments construits ou majoritairement financés par l'Etat. Pour les rénovations, les valeurs cibles ponctuelles selon la SIA 380/1 par élément touché sont imposées. Dans la mesure du possible, les valeurs cibles globales sont visées
VS	MINERGIE	MINERGIE	23'540	Surfaces avec label provisoire; 5 labels
NE	MINERGIE-P	MINERGIE		Agrandissement à venir du Centre Professionnel du Littoral Neuchâtelois (CPLN) selon les exigences MINERGIE-P pour une SRE de 4000 m ²
GE	MINERGIE	Autres exigences renforcées		MINERGIE-P pour les grands projets
JU	MINERGIE	MINERGIE		Pas de nouvelle construction terminée en 2015. Pas d'exigence formelle, mais standard MINERGIE appliqué dans la pratique
FL	MINERGIE	MINERGIE	ca. 6'000	Vorgabe für Neubauten MINERGIE oder MINERGIE-P

21. Vorbildfunktion Kanton: Anforderungen an haustechnische Anlagen Exemplarité cantonale: exigences pour les installations techniques

Kt.	Anforderungen an den Einsatz erneuerbarer Energien	Erstellte grössere Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energie resp. Abwärme im Berichtsjahr	Betriebsoptimierung	Bemerkungen, weitere Anforderungen
	z.B. 50% der Wärmeerzeugung mit erneuerbaren Energien bis 2020	in [MW]	z.B. Zusammenarbeit mit energo, Anzahl energo-Abo, Anzahl durchgeführte Betriebsoptimierungen	z.B. Absichten, Beschaffungsrichtlinien für Geräte
Ct.	Exigences pour le recours aux énergies renouvelables	Gr. install. d'utilisation d'énergies renouvelables ou de rejets thermiques constr. durant l'exercice	Optimisation énergétique	Remarques, autres exigences
	par ex. 50% de production de chaleur avec des énergies renouvelables jusqu'en 2020	en [MW]	par ex. collaboration avec energo, nbre d'abo energo, nbre d'optimisations énergétiques réalisées	par ex. intentions, directives d'achat pour les appareils
ZH	MINERGIE		33 durchgeführte Betriebsoptimierungen (energo-Abo), 28 laufende Betriebsoptimierungen (energo-Abo)	RRB über Grossverbraucher-Zielvereinbarung (Betriebsoptimierung, energetische Sanierung) (MuKEn 2008 Modul 1 Teil G)
BE	80% erneuerbar bis 2035	0.2	16 energo-Abos 2015	Nur Geräte mit höchster Energieeffizienzklasse
LU	Energiekonzept Kanton Luzern (2013-2016)			
UR	Verbrauch, Stand-by und Energiemanagement ist ein Beschaffungskriterium; Energiesparlampen und Bedarfsssteuerung; Materialbeschaffung nach ökologischen Kriterien	0.1	Betriebsoptimierung an kantonseigenem Gebäude im Gang, Hauswartkurse	
SZ	Zielwerte 2014 bezüglich kantonale Liegenschaften: 30% der Wärmeerzeugung mit erneuerbarer Energie, Wärmeverbrauchsreduktion um 10% gegenüber 2006 inkl. Kompensation der Neubauten		Neue BO-Verträge mit energo für zehn kantonale Gebäude, total BO bei 15 kantonalen Gebäuden von insgesamt 20 Grossbauten	
OW	Wenn immer möglich: PV-Anlagen und Sonnenkollektoren erstellen		Energieverbrauch jährlich um 2% senken (Energiekonzept 2009); Beschluss der geförderten Betriebsoptimierung mit energo-Advanced-Paket für das Jahr 2015 wurde genehmigt	In Abstimmung mit dem weiteren Vorgehen auf Grund des eingegangenen Postulates; Umsetzung an verwaltungseigenem Bau (altes Gymnasium) einer Betriebsoptimierung. Umrüstung der Aussenbeleuchtung des Landenberg (kant. Wahrzeichen) auf LED
NW	90% Wärmeerzeugung mit erneuerbaren Energien erreicht			
GL	50% der Wärmeerzeugung bis 2020		12 Abo	In Vorbereitung
ZG	Die 2000-Watt-Gesellschaft liegt dem Energieleitbild des Kt. Zug zu Grunde		Im Vorjahr ein Projekt abgeschlossen	Zehn Liegenschaften / Objekte sind im Kanton Zug mit Grundwasser (artesisch) gespiesenen WP ausgestattet. Zusätzlich werden 2 GWh erneuerbarer Strom von lokalen Energieversorgern eingekauft. Neue Geräte werden alle nach den Topten-Vorgaben angeschafft
FR	En principe obligation énergies renouvelables pour les nouvelles constructions et l'assainissement des installations existantes, 25% de courant Naturemade Star dès 2023		Création de la Fondation Energie Fribourg - Application d'energo dans les bâtiments publics comptabilité énergétique des bâtiments	

21. Vorbildfunktion Kanton: Anforderungen an haustechnische Anlagen Exemplarité cantonale: exigences pour les installations techniques

Kt.	Anforderungen an den Einsatz erneuerbarer Energien	Erstellte grössere Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energie resp. Abwärme im Berichtsjahr	Betriebsoptimierung	Bemerkungen, weitere Anforderungen
	z.B. 50% der Wärmeerzeugung mit erneuerbaren Energien bis 2020	in [MW]	z.B. Zusammenarbeit mit energo, Anzahl energo-Abo, Anzahl durchgeführte Betriebsoptimierungen	z.B. Absichten, Beschaffungsrichtlinien für Geräte
Ct.	Exigences pour le recours aux énergies renouvelables	Gr. install. d'utilisation d'énergies renouvelables ou de rejets thermiques constr. durant l'exercice	Optimisation énergétique	Remarques, autres exigences
	par ex. 50% de production de chaleur avec des énergies renouvelables jusqu'en 2020	en [MW]	par ex. collaboration avec energo, nbre d'abo energo, nbre d'optimisations énergétiques réalisées	par ex. intentions, directives d'achat pour les appareils
SO	Anteile erneuerbarer Energien im Rahmen der gesetzlichen bzw. MINERGIE-Anforderungen. Wärmeversorgung kant. Liegenschaften in der Stadt Solothurn mittels Fernwärme (Reduktion foss. En.)	0.3	Bürosanierungen laufend gemäss Energieleitbild HBA: Ersatz best. Leuchten durch solche nach MINERGIE-Standard in LED-Technologie	Investitionsprogramm für sechs Photovoltaikanlagen auf kantonseigenen Bauten bis 2015: 320'000 kWh/a; Geräte: Bestgeräte-Strategie gem. kantonalen Vorgaben
BS	Komplette Verwaltung bis 2050 CO ₂ -neutral		Mitglied von energo; Absenkpfad für kantonseigene Bauten, Klimapaket (erhebliche finanzielle Beiträge an Zusatzinvestitionen zur Erreichung der kantonalen CO ₂ -Neutralität bis 2050)	
BL	Für Neubauten gem. MINERGIE-P, bei allen übrigen Bauprojekten werden erneuerbare Energien geprüft und soweit möglich eingesetzt	0.05	energo-Abo für diverse Verwaltungs- und Schulbauten im Eigentum des Kantons	
SH	Unterschiedlich, je nach Vorhaben und Machbarkeit		Laufender Ersatz Heizungspumpen in Verwaltungsgebäuden, Optimierung Wärmeverbund Herrenacker	Beschaffungsrichtlinien für Beleuchtung, IT-Geräte, Haushaltsgeräte (Kühlschränke, Kaffeemaschinen, etc.)
AR	Verbrauchsreduktion bei den nicht erneuerbaren Energien um 10% bis 2015			
AI	Keine			
SG	Beim Durchschnitt aller Neubauten dürfen höchstens 70% des Energiebedarfs für Heizung und Warmwasser mit nichterneuerbaren Energien gedeckt werden. Diese Forderung wird überarbeitet	0.39	Es stehen vier Objekte unter Betriebsoptimierungs-Abos mit dem Verein energo. Weitere Betriebs-optimierungen werden durch Mitarbeiter des Hochbauamtes durchgeführt	Beste Effizienzklasse
GR			Mitglied energo, Monitoring kantonale Bauten wird aufgebaut bzw. ausgebaut	
AG	Keine quantitative Anforderung, hoher Anteil an ern. Energien mit mind. Treibhausgasen angestrebt. Prüfung bei Ersatz Wärmeerzeuger gem. SIA 480.2004		Drei Betriebsoptimierungsprojekte mit energo gestartet, erwartete Projektdauer 2013–2017	Die Phasen des Betriebs und der Nutzung von Projekten werden fortlaufend auf die Erfüllung der vorgegebenen Zielwerte sowie auf sinnvolle Betriebsoptimierungen überprüft. Bestandebauten des Kt. AG werden laufend auf Verbesserungen der Energieeffizienz untersucht
TG	Wärmeverbund mit ARA-Abwärme im Regierungsviertel Frauenfeld: fünf kantonal genutzte Gebäude angeschlossen und in Betrieb genommen	4	Im Aufgabenbereich des Hochbauamtes bzw. der Stelle Facility Manager Energie	RRB 981 vom 22.12.09 «Umsetzung von Energiesparmassnahmen und Förderung der Energieeffizienz in der Kantonalen Verwaltung». Neue Richtlinie betreffend Energie am Arbeitsplatz ist in Planung

21. Vorbildfunktion Kanton: Anforderungen an haustechnische Anlagen Exemplarité cantonale: exigences pour les installations techniques

Kt.	Anforderungen an den Einsatz erneuerbarer Energien	Erstellte grössere Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energie resp. Abwärme im Berichtsjahr	Betriebsoptimierung	Bemerkungen, weitere Anforderungen
	z.B. 50% der Wärmeerzeugung mit erneuerbaren Energien bis 2020	in [MW]	z.B. Zusammenarbeit mit energo, Anzahl energo-Abo, Anzahl durchgeführte Betriebsoptimierungen	z.B. Absichten, Beschaffungsrichtlinien für Geräte
Ct.	Exigences pour le recours aux énergies renouvelables	Gr. install. d'utilisation d'énergies renouvelables ou de rejets thermiques constr. durant l'exercice	Optimisation énergétique	Remarques, autres exigences
	par ex. 50% de production de chaleur avec des énergies renouvelables jusqu'en 2020	en [MW]	par ex. collaboration avec energo, nbre d'abo energo, nbre d'optimisations énergétiques réalisées	par ex. intentions, directives d'achat pour les appareils
TI	Art. 15 RuEn, ricorso a fonti di energia rinnovabile; in particolare per il riscaldamento. Il vettore maggiormente utilizzato è la legna	0.2	Il cantone continua la positiva collaborazione con energo; sono stati conclusi altri abbonamenti per l'analisi degli edifici	Direttive interne per l'acquisto di apparecchi certificati
VD	10% jusqu'à fin 2010 et 25% jusqu'à fin 2016 (sur énergie thermique). 5% de courant certifié Naturemade star jusqu'à fin 2016	2.8	Optimisation, régulation et équilibrage réseau de chauffage dans 11 bâtiments. Remplacement ponctuel des sources lumineuses et pose de détecteurs dans 19 bâtiments. 170 kW renouvelables dans 6 cures.	Directives énergétiques et recommandations techniques CVRSE en vigueur depuis 2007. Projet de les mettre à jour suite à l'adoption de la nouvelle loi sur l'énergie
VS	Atteindre le standard MINERGIE		Campagne d'optimisation dans les tunnels routiers	
NE	Chaque fois que cela est possible, les bâtiments doivent être équipés d'installations de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire utilisant des énergies renouvelables	0.43	10 bâtiments sous abonnement energo; 15 bâtiments suivis dans le cadre d'un plan d'action énergie (PAE-Energostat)	Mise à disposition de toitures de bâtiments appartenant à l'Etat pour la réalisation d'installations solaires photovoltaïques (principalement par Viteos SA)
GE	30% du besoin ECS d'origine renouvelable pour les nouveaux bâtiments		Audits des plus Grands consommateurs	Ce thème est en pleine restructuration, notamment en termes de planification territoriale, du rôle du canton dans le soutien aux réseaux et les exigences formées au niveau de PLQ ou de températures de distribution, etc.
JU	Aucune exigence pour l'instant. Sera revu dans le cadre de la révision des bases légales		Dès 2015, abonnement energo basic pour les bâtiments qui consomment le plus d'énergie	Exemplarité: les bâtiments du district de l'Etat de Porrentruy sont quasiment tous chauffés par le réseau de chauffage à distance à partir du bois; ceux de Delémont ont été convertis du mazout au gaz naturel; les nouvelles constructions et transformations sont en principe MINERGIE
FL	Nein, jedoch diverse freiwillige Projekte von Land und Gemeinden mit Hackschnitzelfeuерungen und Wärmepumpen	10		

22. Vorbildfunktion Kanton: Energiekennzahlen Exemplarité cantonale: indices énergétiques

Kt.	Durchschnittliche Energiekennzahl = Summe der Energieverbräuche / Summe der Energiebezugsflächen Kantonale Bauten = alle Bauten, welche im Besitze des Kantons sind (u.a. Verwaltungsbauten, Kantonsschulen, Fachhochschulen etc.)				
	Verwaltungsbauten		Schulen		Bemerkungen
	Energiekennzahl Wärme in [MJ/m ² .a]	Energiekennzahl Elektrizität in [MJ/m ² .a]	Energiekennzahl Wärme in [MJ/m ² .a]	Energiekennzahl Elektrizität in [MJ/m ² .a]	z.B. Präzisierungen
Ct.	Indice énergétique moyen = somme des consommations d'énergie / somme des surfaces de référence énergétique Bâtiments cantonaux = tous les bâtiments en possession du canton (bâtiments administratifs, écoles cantonales, Hautes Ecoles Spécialisées, etc.)				
	Bâtiments administratifs		Ecole		Remarques
	Indice de dépense de chaleur en [MJ/m ² .an]	Indice énergétique "électricité" en [MJ/m ² .an]	Indice de dépense de chaleur en [MJ/m ² .an]	Indice énergétique "électricité" en [MJ/m ² .an]	par ex. précisions
ZH	226	172	277	122	
BE	290	292	390	121	
LU					Dienststelle Immobilien/Finanzdepartement. Keine detaillierten Daten verfügbar
UR	203	157	191	94	Auswertung nach den Vorgaben des damaligen «Forum Kantonale Bauten»
SZ	223	140			
OW					Energiebuchhaltung wurde eingeführt; Energiekennzahl (als Summe der Energieverbräuche in MJ/m ² a/Summe EBF) wurden nicht evaluiert
NW					Keine Durchschnittswerte möglich, da nicht alle Gebäude erfasst werden
GL	311	153	159	83	Ohne Gebäude mit gemischter Nutzung
ZG	158	262	237	147	Seit 2008 sind die Energiebezugsflächen nach der SIA 416/1 berechnet. Die Energiedaten sind nicht Heizgradtage-bereinigt
FR					
SO	256	101	215	129	Ergebnis auf Grund repräsentativer Anzahl der Anlagen (es werden nicht alle erfasst); das Energiemanagement-Tool (ennovatis, webbasiert) ist in einem grossen Teil der kantonseigenen Bauten bereits etabliert
BS	331	144	360	76	Schulen = Schulhäuser, Kindergärten und Heime, aber ohne Universität. Die jährlichen Schwankungen scheinen grösser, als sie effektiv sind, auf Grund von Umlagerungen im betrachteten Gebäudebestand
BL	410	208	360	80	Die E-Zahlen basieren auf nicht HGT-bereinigten Verbrauchswerten. Der grösste Teil der Wärmebezüger ist zudem an Fernwärmennetzen angeschlossen
SH	342	178	305	121	
AR	322	125	350	131	
AI					
SG					Die Durchschnittswerte können im Moment noch nicht deklariert werden, die Daten werden zurzeit erhoben. Ab 2016 sind alle Energiezahlen von 80% des Gesamtverbrauchs im Interwatt (80/20-Regel). Dann können Auswertungen erstellt werden
GR					
AG	213	221	263	115	
TG					In Vorbereitung gemäss RRB Nr. 981 vom 22.12.09. Erste Objekte wurden mit Messstellen ausgerüstet. Auswertungszahlen liegen noch nicht vor
TI	226		283		Indici rilevati su un campione ridotto ma significativo di edifici in base ai dati energo. Nel frattempo sono stati risanati alcuni edifici e altri sono oggetto di risanamento su base RUEn. A seguito dell'analisi dei nuovi dati gestionali verranno aggiornati gli indici di riferimento
VD	311	148	298	114	Pour les écoles: l'indice regroupe les écoles professionnelles et les gymnases. Les indices chaleur sont pondérés en fonction de la météo (DH18/18 sur 3 stations). L'année 2005 est prise comme référence
VS	266		277		Chiffres 2013
NE	280		299		Selon valeurs du Bilan énergétique des bâtiments de l'Etat (bébé) édition 2008 (consommation 2007) concernant 17 bâtiments administratifs et 17 écoles
GE					Le calcul de l'indice a été rendu obligatoire pour tous les bâtiments (publics et privés) avec la nouvelle loi. En cours de mise en œuvre. Comptabilité énergétique par Internet
JU					Le calcul des indices de dépense d'énergie des bâtiments de l'Etat ou de tiers utilisés par l'Etat n'est pas disponible. L'abonnement energo basic pour les bâtiments qui consomment le plus d'énergie permettra de connaître ces indices
FL					

23. Energieberatung, Information, Aus- und Weiterbildung Conseil en énergie, information, formation et perfectionnement

Kt.	Organisation und Anzahl Beratungsstellen	Beratungsangebot resp. Aufgaben der öffentlichen Energieberatungsstellen	Kantonale Massnahmen, Angebote im Bereich Information, Aus- und Weiterbildung (ausserhalb Vollzug)	Bemerkungen
	Energieberatungszentrale, Energieberatungsstelle (kantonal, regional, kommunal), privat	z.B. Grobanalysen, Erstellung GEAK, telefonische Beratung, Energieberatergutscheine	z.B. Informationsveranstaltungen, Zeitschriften, Messeauftritte, Unterstützung Studiengänge	z.B. Absichten
Ct.	Organisation et nombre de services de conseil	Offre de conseil ou tâches des services publics de conseil en matière d'énergie	Mesures cantonales, offres en matière d'information, formation et perfectionnement (en dehors de l'exécution)	Remarques
	Centrale et services d'information en matière d'énergie (cantonaux, régionaux, communaux), privés	par ex. analyses sommaires, établ. du CECB, conseil par téléphone, bons pour conseillers en énergie	par ex. rencontres d'information, périodiques, participations aux expositions, soutien de filières de formation	par ex. intentions
ZH	Forum Energie Zürich (FEZ); Aktion Energieberatung mit ZKB und EKZ	Beratung Heizungssatz, GEAK, GEAK-Plus	Semesterkurs energieeffizientes Bauen (120 Lektionen), Kurse SIA 380/1 etc.	
BE	8 regionale EBS, Mandate der Regionalplanungsverbände, INFORAMA für landw. Vergärungsanlagen	Vorgehensberatungen für Gemeinden, Gewerbe und Private; Inputberatungen Energiestadt etc.; Tipps in Medien, Auftritte an lokalen Messen etc.	Energie-Apéros, div. Informationsveranstaltungen v.a. für Gebäudehüllen- und Gebäudetechnik-Fachleute mit Regionalkonferenzen CRDE und NWCH, Messeauftritt Bau- und Energie-Messe Bern	
LU	Geschäftsstelle Energieberatung im Auftrag Kt. LU; Hotline Energieberatung (und Umwelt)	Telefonische Fachberatung	Energie-Zentralschweiz, u.a. Publikums- und Fachmessen, Energie-Apéro Luzern, Eigenheimmesse LUKB etc.	
UR	Energieberatungsstelle des Kantons; Energieberaterverein Uri; Elektrizitätswerke Altdorf, Erstfeld und Ursern	Grobanalysen, Erstberatung, Telefonberatung, GEAK	Inforveranstaltungen für Fachleute; Eigenheimmesse Uri; LURENOVA, LUGA; Presseberichte und Pressemitteilungen	
SZ	Energieberatungszentrale der Zentralschweizer Kantone, vier regionale Energieberatervereine, Kanton koordiniert deren Tätigkeiten	Grobanalysen, «Vor-Ort-Beratung», telefonische Beratung, Informationsstände bei regionalen Gewerbeschauen	Inhouse-Schulungen, Beratungsstand an Publikummessen, Unterstützung Weiterbildungsangebot der Zentralschweizer Kantone	
OW	Regionale Energie-Zentralschweiz, kantonale Energieberatung mittels akkreditierten Energieberatern (nach kant. Vorgaben, mit standardisiertem Bericht und Checkliste), Qualitätssicherung Energieberater ist 2015 erfolgt	Die (Vor-Ort-)Energieberatung für Sanierungen (mittels akkreditierten Energieberater) wird mit CHF400.– gefördert. Die Betrieboptimierungen werden mittels energo-Advanced Paket gefördert	Weiterbildungskurse für Energieberater, Verwaltungsmitarbeitende der Gemeinden etc. mitfinanzieren, Informationsveranstaltungen, Energiespartipps publizieren, Messe Haus + Energie in OW	Umsetzung der Massnahmen aus dem oben erwähnten Postulat (Sensibilisierung, Information...); Förderung des GEAK-Plus seit dem 01.01.15
NW	Regionale Energieberatungszentrale und zehn kantonale Energieberater für Gebäudesanierungen	Telefonische Beratung, Vorortberatung für Gebäudeerneuerungen	Informationsveranstaltungen, Messeauftritte, Internet	
GL	Energieberatung durch Energieberatungsstelle: Kanton 2,5 Energiecoaching	Grobanalysen, Vorgehensberatung	EnFK Ost Energiepraxis-Zeitung, EnFK Ost Energiepraxis-Seminare, Infos Gemeinden und Verbände, Handwerkertreff	Öffentlichkeitsarbeit wird aktiviert
ZG	Energieberatungsstelle beim Verein energienetz-zug (Leistungsvereinbarung)	Beratung und Information zu Gebäudehülle und Haustechnik (Neubau, Sanierung, Förderprogramm)	Finanzielle Unterstützung von Inhouse-Schulungen bei Architekten, Ingenieuren und Handwerksbetrieben	Gründung der Einrichtung «WERZ Institut für Wissen, Energie und Rohstoffe Zug» Hochschule für Technik, Rapperswil; Auftakt am 02.03.11
FR	Service de l'énergie SdE	Conseils par téléphone, réseau conseillers pour les communes	Participation à différentes foires et autres manifestations, Campagne OFF électricité, Formation continue Energie-FR, campagne d'information aux communes et dans les écoles primaires, etc.	

23. Energieberatung, Information, Aus- und Weiterbildung

Conseil en énergie, information, formation et perfectionnement

Kt.	Organisation und Anzahl Beratungsstellen	Beratungsangebot resp. Aufgaben der öffentlichen Energieberatungsstellen	Kantonale Massnahmen, Angebote im Bereich Information, Aus- und Weiterbildung (ausserhalb Vollzug)	Bemerkungen
	Energieberatungszentrale, Energieberatungsstelle (kantonal, regional, kommunal), privat	z.B. Grobanalysen, Erstellung GEAK, telefonische Beratung, Energieberatergutscheine	z.B. Informationsveranstaltungen, Zeitschriften, Messeauftritte, Unterstützung Studiengänge	z.B. Absichten
Ct.	Organisation et nombre de services de conseil	Offre de conseil ou tâches des services publics de conseil en matière d'énergie	Mesures cantonales, offres en matière d'information, formation et perfectionnement (en dehors de l'exécution)	Remarques
	Centrale et services d'information en matière d'énergie (cantonaux, régionaux, communaux), privés	par ex. analyses sommaires, établ. du CECB, conseil par téléphone, bons pour conseillers en énergie	par ex. rencontres d'information, périodiques, participations aux expositions, soutien de filières de formation	par ex. intentions
SO	Energieberatungszentrale NWCH, energie-cluster.ch, MINERGIE, Geschäftsstelle Agenda 21, Energieberater Solothurn (16 Berater)	Telefonische und örtliche Beratung, Unterstützung der Gemeinden beim Vollzug der energierechtlichen Vorschriften; Erstellung GEAK; GEAK-Plus	energieinfoSO; Messeauftritt Eigenheimmesse, Kurse	
BS	Öffentliche Energieberatung BS	Grobanalysen, GEAK (durch GEAK-Berater), telefonische und Vor-Ort-Beratung, Aktionen	Info-Veranstaltungen (4 Energie-Apéros pro Jahr zusammen mit BL), Messeauftritte, Unterstützung von Kursen	
BL	Öffentlichen Baselbieter Energieberatung von Gemeinden und dem Kanton. Nebst dem Kanton drei Energieberatungsstellen (EBM/EBL/EW Sissach)	Von der Vorgehensberatung bis zu Analysen	Energie-Apéros; Internetauftritt; EnergyMail; Zeitschriften; Messeauftritte; Weiterbildung NWCH-Konferenz; Kommunikation Energiepaket	
SH	Beratung durch kantonale Energiefachstelle; Beratung durch Energiepunkt (SH POWER); Beratung durch Energiefachleute SH (kostenpflichtig)	Beratung der Vollzugsbeauftragten (Gemeinden, Fachleute), Bauherren, Planer; Vorgehensberatung in den Bereichen Gebäudesanierungen, Energieeffizienz, erneuerbare Energien und MINERGIE	Ein Energieapéro, zwei Sprechstunden Energie, ein Kurs zu Eigenverbrauch von Strom aus Photovoltaik in Mehrfamilienhäusern	Auslagerung der Bauherrenberatung an die Energiefachleute Schaffhausen (EFSH) auf Grund der Budgetkürzungen. Wanderausstellung «Windenergie, natürlich!» des BFE an der Herbstmesse 2016 in Schaffhausen
AR	Energiefachstelle AR, Verein Energie AR/AI	Verein Energie AR/AI	GEAK mit Beratungsbericht (Vorgehensberatung)	
AI	Fachstelle Hochbau und Energie	Telefonische Beratung und Auskunft sowie Beratung vor Ort durch Verein Energie AR/AI		
SG	Mehrere Gemeinden betreiben kommunale Energieberatungsstellen resp. haben Energieagentur St.Gallen GmbH damit beauftragt	Allgemeine, niederschwellige Energieberatung, telefonische Erstberatung durch die Energieagentur St.Gallen GmbH; Finanzierung durch verschiedene Organisationen	Förderung der Vorgehensberatung (Gebäude-Check), Informationsveranstaltungen (Bauherrenseminare), Messeauftritte (Immo-Messe), Energie-Apéros, Unterstützung von Kursen	
GR	Kantonale Energieberatungsstelle	Vorgehensberatung (telefonisch und persönlich im Amt)	Informationsveranstaltungen, Messeauftritte, Energie-Apéros mit Video-Übertragung nach Poschiavo, Isolieren hilft heizen (Wanderausstellung vom AEV), Kurse für Fachleute, Referate	
AG	Zentrale Energieberatungsstelle energieberatungAARGAU, 58 Energieberaternd, davon sieben gleichzeitig als Gemeindeberater aktiv	Telefonische Beratung, Energieberatergutscheine, Grobanalysen, GEAK-Plus, energo PREMIUM, Modernisierungskonzepte, Energieb. für Schutzb Objekte und kirchliche Gebäude, Energieb. in der Landwirtschaft	Informationsveranstaltungen, Tag der offenen Tür, Messeauftritte, Inserate und Pressetexte in Regionalzeitungen	Zentrale Anlaufstelle, Beratung über vertraglich eingebundene Fachpersonen. Vorgesehen sind weitere Verbesserungen der Angebote und Abbau der administrativen Aufwendungen
TG	Zwölf regionale Energieberatungsstellen über den ganzen Kanton verteilt, neun davon mit Leistungsauftrag und finanzieller Unterstützung des Kantons. Beratung durch Energiefachleute TG (kostenpflichtig)	Kostenlose Objektberatung (Kurz- und Vorgehensberatung) für Bauherren vor Ort oder beim Energieberater; kostenlose Impulsberatung bei Ersatz fossiler Wärmeerzeugung vor Ort (Vergleich Energieträger)	Ein Energie-Apéro, fünf Infoveranstaltungen Gebäudesanierung, drei Sprechstunden Energie, ein Kurs, eine Messegemeinschaft, ProHolz Thurgau, Biogasberatungsstelle, Verein Geothermie TG	

23. Energieberatung, Information, Aus- und Weiterbildung Conseil en énergie, information, formation et perfectionnement

Kt.	Organisation und Anzahl Beratungsstellen	Beratungsangebot resp. Aufgaben der öffentlichen Energieberatungsstellen	Kantonale Massnahmen, Angebote im Bereich Information, Aus- und Weiterbildung (ausserhalb Vollzug)	Bemerkungen
	Energieberatungszentrale, Energieberatungsstelle (kantonal, regional, kommunal), privat	z.B. Grobanalysen, Erstellung GEAk, telefonische Beratung, Energieberatergutscheine	z.B. Informationsveranstaltungen, Zeitschriften, Messeauftritte, Unterstützung Studiengänge	z.B. Absichten
Ct.	Organisation et nombre de services de conseil	Offre de conseil ou tâches des services publics de conseil en matière d'énergie	Mesures cantonales, offres en matière d'information, formation et perfectionnement (en dehors de l'exécution)	Remarques
	Centrale et services d'information en matière d'énergie (cantonaux, régionaux, communaux), privés	par ex. analyses sommaires, établ. du CECB, conseil par téléphone, bons pour conseillers en énergie	par ex. rencontres d'information, périodiques, participations aux expositions, soutien de filières de formation	par ex. intentions
TI	Piattaforma Ticinoenergia: consulenza e infomazioni. Traduzioni norme, organizzazione corsi, workshop e conferenze. Qualche comune dispone di uno «sportello energia» (consulenza ai privati)	Consulenza telefonica informativa (Ticinoenergia per consigli più approfonditi), partecipazione ad incontri informativi e conferenze come relatori	Incontri d'informazione e di aggiornamento, consulenza, piattaforma Ticino Energia, traduzioni norme, partecipazione ad eventi e fiere	Incontri d'informazione e di aggiornamento, consulenza, piattaforma Ticinoenergia, traduzioni norme, partecipazione ad eventi e fiere
VD	Centre cantonal d'information grand public et professionnel. Centre cantonal d'information énergie pour les écoles. Stand cantonal itinérant d'information. Quelques centres communaux (env. 4 à 5)	Conseils par téléphone, e-mail et sur rendez-vous. Publications. Site Internet	Séances d'information sur la législation. Subventionnement de cours de formation. Participation à des foires et expositions (stand dédié). Conférence. Formation de professionnels agréés	Un conseiller en communication appuie le service pour sa communication au niveau de l'énergie
VS	SEFH; Services conseils communaux: ACCM Crans-Montana, Martigny; Distributeurs d'électricité: SEIC, ESR, SE Charrat, SEDRE, SI Monthey, SI Fully, DransEnergie		Cours et soirée d'information, MINERGIE, Chauffez futé, Apéro-Energie, Ecoles, Cours FE3, Séminaire Raiffeisen, Salon Prim'Vert, etc.	
NE	Un centre de conseils cantonal, trois centres de conseils communaux	Conseils par téléphone, entretiens au centre de conseils, analyses sommaires in situ y compris thermographies, établissement CECB	Emission radio Flash-Watt, rencontres d'information Lunch-Energie, campagne scolaire	
GE	Service d'information pour le grand public (subventions) et pour les professionnels (autorisations). Certaines communes ont un service conseils	Conseils par téléphone, email et sur rendez-vous. Hotline pour le programme de subventions	Rencontres d'information mensuelles pour professionnels; périodiques et documentation à disposition; cours divers	Hotline pour le programme de subventions 0800 777 100
JU	Le Centre cantonal d'information sur les économies d'énergies de Delémont, rattaché au Service du développement territorial, occupe 1 personne (0,5 EPT)	Le Centre d'information renseigne, conseille, au centre ou par téléphone et courriels, remet de la documentation	Séances d'information, participation à des manifestations (exposition, comptoirs, journées thématiques), à des cours établis	Certaines tâches d'information seront sous-traitées à une société parapublique (EDJ SA), sous la forme d'un contrat de prestations
FL	Energiefachstelle als zentrale Anlaufstelle für den Bürger bei Energiefragen	Erstberatung für Bauherren, Vorgehensberatung	Organisation von Weiterbildungsveranstaltungen im Energiebereich, Presseartikel, Zusammenarbeit mit Universität, Internetauftritt «Energiebündel»	

24. Organisation der kantonalen Energiefachstelle Organisation du Service cantonal de l'énergie

Kt.	Departement	Amt	Anzahl Vollzeitstellen	Personal- und Sachaufwand für kantonale Energiepolitik ohne Budget Förderprogramm (Lohnkosten inkl. Sekretariat, Auszug aus Steuerrechnung)	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2014 ausbezahlt und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge
			inkl. Sekretariat	Aufwand für allg. Energiepolitik, Personalaufwand inkl. Sekretariat, Sachaufwand, inkl. allg. Kredit für Information, Aktionen, Weiterbildung, Wasserkraftpolitik etc. ohne Mittel für Sanierung kantonaler Bauten, ohne Budget Förderprogramm	(inkl. Globalbeiträge des Bundes)
Ct.	Département	Office	Nombre de postes à plein temps	Frais de personnel et de matériel afférents à la politique énergétique cantonale sans le budget programme d'encouragement (y c. salaires secrétariat, extrait du bordereau d'impôt)	Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2014 et annoncé à la Confédération
			secrétaire inclus	Frais de polit. énerg. génér., de personnel y c. secrétariat, de matériel y c. crédit génér. pour l'information, actions, perfectionnement, polit. force hydraulique, etc. sans les fonds pour la rénovation des bâtiments cantonaux, sans le budget programme d'encouragement	(y c. contribution globale de la Confédération)
ZH	Baudirektion	AWEL Amt für Abfall, Wasser, Energie und Luft	13.2	5'600'000*	8'935'358
BE	Direktion für Bau, Verkehr und Energie des Kantons Bern (BVE)	Amt für Umweltkoordination und Energie (AUE)	9	1'400'000	20'291'057
LU	Bau-, Umwelt- und Wirtschaftsdepartement	Umwelt und Energie (Dienststelle)	4.8	1'276'241	3'069'343
UR	Baudirektion Uri	Amt für Energie	3.6	480'000	715'346
SZ	Baudepartement	Hochbauamt	2	420'000	92'570
OW	Bau- und Raumentwicklungs-departement	Hoch- und Tiefbauamt: Abteilung Hochbau und Energie	0.7	230'000	471'725
NW	Landwirtschafts- und Umweltdirektion	Amt für Wald und Energie	0.6	80'000	206'978
GL	Bau und Umwelt	Umweltschutz und Energie, Energiefachstelle	1.3	130'000	850'463
ZG	Baudirektion	Direktionssekretariat	0.1	150'000	633'181
FR	Direction de l'économie et de l'emploi	Service de l'énergie	7.1	953'000	3'812'664
SO	Volkswirtschaft	Amt für Wirtschaft und Arbeit	4.8	950'000	1'510'352
BS	Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt	Amt für Umwelt und Energie	11	1'750'000	10'393'404
BL	Bau- und Umweltschutzdirektion	Amt für Umweltschutz und Energie	5	1'000'000	4'801'989
SH	Baudepartement	Generalsekretariat	3.6	890'000	976'766
AR	Departement Bau und Umwelt	Amt für Umwelt	2		529'287
AI	Bau- und Umweltdepartement	Fachstelle Hochbau und Energie	0.4	90'000	178'003
SG	Baudepartement	Amt für Umwelt und Energie	4**	3'200'000	4'776'854
GR	Bau- Verkehrs- und Forstdepartement	Amt für Energie und Verkehr	10	1'500'000	3'528'295
AG	Bau, Verkehr und Umwelt	Abteilung Energie	10.9	1'669'278	3'254'264
TG	Innere und Volkswirtschaft	Generalsekretariat	5.8	1'800'000	7'900'132

24. Organisation der kantonalen Energiefachstelle Organisation du Service cantonal de l'énergie

Kt.	Departement	Amt	Anzahl Vollzeit- stellen	Personal- und Sachaufwand für kantonale Energiepolitik ohne Budget Förderprogramm (Lohnkosten inkl. Sekretariat, Auszug aus Steuerrechnung)	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2014 ausbezahlt und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbei- träge
			inkl. Sekretariat	Aufwand für allg. Energiepolitik, Personalaufwand inkl. Sekretariat, Sachaufwand, inkl. allg. Kredit für Information, Aktionen, Weiterbildung, Wasserkraftpolitik etc. ohne Mittel für Sanierung kantonaler Bauten, ohne Budget Förderprogramm	(inkl. Globalbeiträge des Bundes)
Ct.	Département	Office	Nombre de postes à plein temps	Frais de personnel et de matériel afférents à la politique énergétique cantonale sans le budget programme d'encouragement (y c. salaires secrétariat, extrait du bordereau d'impôt)	Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2014 et annoncé à la Confédération
			secrétariat inclus	Frais de polit. énerg. génér., de personnel y c. secrétariat, de matériel y c. crédit génér. pour l'information, actions, perfectionnement, polit. force hydraulique, etc. sans les fonds pour la rénovation des bâtiments cantonaux, sans le budget programme d'encouragement	(y c. contribution globale de la Confédération)
TI	Dipartimento del Territorio	Ufficio dell'aria, del clima e delle energie rinnovabili	4.5	350'000	8'236'557
VD	Département du territoire et de l'environnement	Direction générale de l'environnement, Direction de l'énergie	19.95	5'396'700	4'579'525
VS	Département de l'économie, de l'énergie et du territoire	Service de l'énergie et des forces hydrau- liques, Section énergie	5.9	1'072'000	5'471'772
NE	Département du développement territorial et de l'environnement (DDTE)	Service de l'énergie et de l'environnement (SENE) - Section Energie et immissions	6.3	1'200'000	744'303
GE	Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie (DALE)	Office cantonal de l'énergie (OCEN) du canton de Genève	21.95	3'294'446	6'025'892
JU	Département de l'environnement et de l'équipement	Service du développement territorial, Section de l'énergie	3.3	500'000	1'277'358
FL	Wirtschaft	Amt für Volkswirtschaft	2.5		
Total CH			164.3	35'381'665	103'263'438

* ohne Abschreibungen, Zinsen und Pilotprojekte

** Abwicklung Förderung und nichthoheitliche Aufgaben sind Teil eines Leistungsauftrags des Kantons an die Energieagentur St.Gallen GmbH

IMPRESSUM

ÉDITEUR

Office fédéral de l'énergie
3003 Berne

TRADUCTION D–F

Dominique Berthet
1268 Begnins

PHOTOS

- Projet pilote LNB « Twist Again », Wankdorf City Berne – Losinger Marazzi (Pages : 4, 6, 9, 11)
- Projet pilote pour la réalisation de la Société à 2000 watts « Schorenstadt », Bâle – Della Bella/Gaby Indermaur (Pages : page de titre, 12, 14, 16, 19, 20)
- Visualisations du projet-phare de la construction en bois « Sue & Til », Winterthur – weberbrunner architekten AG/Soppelsa Architekten GmbH (Pages : 23, 25)

COMMANDE

Office fédéral de l'énergie
Section Bâtiments
3003 Berne
Tél. 058 462 56 53
Fax 058 463 25 00
bellinda.tria@bfe.admin.ch

Prix: gratuit

Cette publication paraît aussi en allemand.

Mise à jour 2016

Etat: printemps 2016